

3 1761 07922716 1


DA  
559  
.7  
D6

*From the Library of*  
*Henry Tresawna Gerrans*

*Fellow of Worcester College, Oxford*

*1882-1921*

*Given to University of Toronto library*  
*By his Wife*



Digitized by the Internet Archive  
in 2010 with funding from  
University of Ottawa



# L'ÉVOLUTION DU CHARTISME

(1837-1839)

DU RÉFORMISME A LA VIOLENCE

---

Extrait de la *Revue de Synthèse historique*. — Années 1910-1912.

---

L'ÉVOLUTION  
DU  
CHARTISME

(1837-1839)

DU RÉFORMISME A LA VIOLENCE

PAR

ÉDOUARD DOLLÉANS

Professeur à l'Université de Dijon.



PARIS

LIBRAIRIE LÉOPOLD CERF

12, RUE SAINTE-ANNE, 12

1912

176677  
5.12.22



DA  
559  
D6<sup>7</sup>



# L'ÉVOLUTION DU CHARTISME

(1837-1839)

## DU RÉFORMISME A LA VIOLENCE

Les forces économiques n'ont pas cette impersonnalité aveugle et cette puissance de détermination souveraine qui, pour tant d'historiens, excluent les contingences et la liberté humaine, au point de les faire apparaître comme une forme nouvelle et comme l'expression moderne de l'antique fatalité.

J. CALMETTE.

En les premiers mois de 1837, la London Working Men's Association, dirigée par des ouvriers légalitaires et réformistes, prépare le mouvement chartiste et élabore la Charte du Peuple. Cette Société ouvrière a pour secrétaire, William Lovett et pour principaux leaders, Hetherington, Cleave et Watson. Ces hommes se sont rencontrés dans les Sociétés coopératives d'Owen et ont été rapprochés par des idées et par des sentiments communs. Ils ont combattu ensemble contre la réforme électorale de 1832, jugée par eux insuffisante ; et ils ont mené pour la presse à bon marché une campagne qui vient en 1836 de provoquer l'abaissement du Droit de Timbre. Socialistes, ils doivent à Robert Owen et à Hodgskin leurs idées sur l'organisation sociale et sur l'exclusive productivité du travail. Démocrates, ils ont suivi les directions des Hunt et des Cobbett<sup>1</sup>. La démocratie politique leur apparaît le plus court

1. Un article sur la *Naissance du Chartisme*, analysé dans cette Revue par M. Paul Mantoux, a retracé la préhistoire des Chartistes et les origines de ce mouvement.

chemin du socialisme ; et c'est pourquoi ils ont mis en tête de leur programme les six revendications qui seront les six points de la Charte : suffrage universel, vote au scrutin secret, égalité des districts électoraux, suppression du cens d'éligibilité, paiement des députés et Parlements annuels ; mais, dans leur pensée, ces réformes politiques sont le moyen des réalisations socialistes et leur revendication doit être commandée par l'emploi de la « force morale », expression qui a fait appeler les démocrates-socialistes de la W. M. A. les « Chartistes de la force morale ».

De tous ces hommes, le plus représentatif est l'ébéniste William Lovett, un ouvrier autodidacte qui, par ses efforts pour conquérir « le pain, la science et la liberté <sup>1</sup> », s'est créé une personnalité intéressante. Cet « honnête homme et cet homme de cœur » est un caractère : il a un grand courage et une grande persévérance ; il est capable de poursuivre énergiquement un dessein mûrement délibéré et de le réaliser. En 1837, il est un modéré et un réformiste qui a acquis des conceptions très nettes et un plan d'action très précis sous l'influence de Francis Place, le tailleur de Charing Cross, dont l'actif libéralisme a fait voter par le Parlement les lois sur les coalitions de 1824 à 1825.

Le prophète du petit groupe est en effet Francis Place « qui s'est intéressé dès le début à notre association <sup>2</sup> ». En 1832, ce vieillard « à l'esprit clair et au cœur chaud <sup>3</sup> » a été en lutte avec Lovett ; mais cette opposition entre deux hommes qui s'estimaient les avait conduits à des relations intimes, dont Lovett parle avec émotion. Aussi lorsque le Comité chargé par la W. M. A. de rédiger la Charte du peuple confie ce soin à Lovett, est-ce à Francis Place que le secrétaire de la W. M. A. vient montrer son travail, et, sur les conseils de son vieil ami, il apporte à sa rédaction des modifications et des retouches. Francis Place sait que, depuis 1832, Lovett tout en restant socialiste s'est assagi : il espère que le chartisme conduira à la formation d'un grand parti démocratique, pacifique et légalitaire, composé des éléments avancés des classes moyennes et de l'élite de la classe ouvrière. Le mouvement, rêvé par Francis Place, ne doit en aucune façon conduire à des luttes de classe ; la

1. *The Life and struggles of William Lovett in his pursuit of bread, knowledge and freedom* (1876, London).

2. *Ibidem.*

3. *Ibidem.*

W. M. A. est disposée à contracter des alliances avec les partis bourgeois.

William Lovett est donc l'auteur du projet de loi écrit en collaboration avec Francis Place et qui va devenir la Charte du peuple. C'est lui qui rédige la plupart des adresses publiées par la W. M. A. Il est en parfait accord avec ses camarades, tant sur les principes de l'action ouvrière que sur les méthodes à suivre pour réaliser leur idéal social. Faire l'éducation de la classe ouvrière, tel est l'objet essentiel et primordial que se proposent les hommes de la W. M. A. Cette association a été formée « pour créer une opinion publique morale, réfléchie, énergique, destinée à amener une amélioration graduelle de la condition des classes laborieuses sans violence, ni commotion » ; elle a été fondée par des ouvriers dans l'intention « d'unir la portion sobre, honnête, morale et, réfléchie de leurs frères ; dans l'intention de constituer des bibliothèques et des sociétés de discussion, d'obtenir une presse honnête et à bon marché, d'éviter les réunions aux public-houses et d'instruire les femmes et les enfants, car toute organisation doit commencer en nous-mêmes et par nous-mêmes ». L'influence Oweniste apparaît dans cette croyance au pouvoir de la raison, comme dans le moyen pratique, l'organisation de clubs et conférences : Owen croit à la toute-puissance éducatrice du Verbe.

Si l'éducation de la classe ouvrière est le premier objet de la W. M. A., cette association veut poursuivre parallèlement l'affranchissement politique des masses et continuer la tradition démocratique du radicalisme politique. Pour obtenir le suffrage universel, la W. M. A. entend s'adresser à la force morale de l'opinion publique ; c'est pourquoi elle adresse la Charte du peuple aux associations radicales et aux associations ouvrières du Royaume-Uni : auprès de celles-ci, elle va envoyer en mission des délégués, Hartwell, Cleave, Hetherington, Vincent. De Londres, elle espère diriger le mouvement par toute l'Angleterre. Elle est d'accord sur la tactique et sur les principes avec la Birmingham Political Union qui, par son action énergique, a puissamment contribué en 1832 à la réforme électorale. Les initiateurs du Chartisme entendent faire appel à la « seule force d'un changement dans l'opinion publique ».

Le Chartisme ne devra pas être un mouvement de classe, une

lutte du travail contre le capital : la première pétition<sup>1</sup>, rédigée par la Birmingham Political Union et acceptée par la W. M. A., reflète l'état d'esprit réformiste dont est sorti le mouvement. Les rédacteurs de la pétition réclament le suffrage universel au nom des entrepreneurs comme au nom des travailleurs. Le peuple est écrasé d'impôts; les commerçants sont menacés de la faillite, les travailleurs meurent de faim; le foyer de l'ouvrier est désolé et les monts-de-piété sont pleins : *le capital ne rapporte plus son profit ni le travail son salaire*. « Nous avons regardé de tous les côtés et nous avons cherché à découvrir les causes d'une si longue détresse... Le petit nombre a gouverné dans l'intérêt du petit nombre tandis que l'intérêt du plus grand nombre était sacrifié. » Les amis du peuple espéraient trouver un remède sinon total, du moins partiel dans le bill de 1832; ils ont été amèrement déçus : « L'acte de réforme a transféré le pouvoir d'une faction dominante à une autre et laissé le peuple aussi désespéré qu'auparavant. » Cet état de choses ne peut continuer sans compromettre la sécurité du trône et la paix du royaume : « *Le capital de l'entrepreneur ne peut pas être plus longtemps privé du profit qui lui est dû, et le travail, de sa juste rémunération.* » Ni la pauvreté, ni l'ignorance n'exemptent du service militaire ou du paiement de l'impôt et l'État réclame ces charges à tous les citoyens : pourquoi ceux-ci, appelés à défendre les lois et à leur obéir, n'auraient-ils pas le droit de demander que dans la confection des lois « la voix de tous soit entendue ». Aussi la pétition réclame-t-elle le droit de vote pour tout homme ayant l'âge légal, le scrutin secret, l'annualité des Parlements, la suppression du Cens d'éligibilité et le paiement des députés. Seule l'égalité des districts électoraux n'est pas mentionnée dans cette première pétition qui se présente comme inspirée par l'intérêt du capital, comme par celui du travail.

Mais le Chartisme va être infidèle à la pensée de ses initiateurs : il ne sera ni un mouvement d'éducation populaire, ni un mouvement de démocratie pacifique conduit selon les méthodes d'action légales. Très vite il va échapper aux réformistes de la W. M. A. pour s'abandonner aux directions des révolutionnaires; le rédacteur de la Charte lui-même, William Lovett, et ses amis lutteront

1. Lovett, p. 469 à 473, selon Lovett (p. 201) elle serait due à la plume de Douglas, le rédacteur du *Birmingham Journal*.

en vain contre des tendances qu'ils n'avaient pas prévues : leurs efforts seront annihilés par la coalition des volontés contraires. Et en effet à la force morale va être bientôt opposée la force physique, comme un moyen de réalisation plus sûr, plus efficace et plus rapide ; à l'idée de l'union des classes s'associant en vue d'une réforme profitable à des intérêts différents, mais non nécessairement opposés, va être substituée l'idée de l'antagonisme irréductible des intérêts conduisant fatalement à la lutte des classes ; et cette évolution du réformisme à la violence va être très rapide. Dès le 4<sup>er</sup> janvier 1838, l'appel à la violence se trouve dans la bouche de Stephens ; dès le 24 mars, George Julian Harney attaque âprement la W. M. A. et, prétendant démontrer le mensonge de la solidarité et de la paix sociale, l'insuffisance de l'éducation et de la force morale, il affirme l'antagonisme de la classe ouvrière et des autres classes sociales.

C'est à l'occasion de la loi des pauvres qu'au meeting de Newcastle-upon-Tyne, Stephens conseille aux ouvriers qui l'écoutent de résister par la force à cette loi maudite et de ne pas permettre que la loi de Dieu soit violée par la loi de l'homme : « Les commissaires de la loi des pauvres, dit-il <sup>1</sup>, font un véritable trafic d'esclaves en transportant les agriculteurs misérables des comtés du sud de l'Angleterre dans les villes manufacturières du Yorkshire et du Lancashire ; leur dessein est de réduire le taux des salaires de tous les ouvriers par toute l'Angleterre à la situation qui est le but avoué du Poor Law Amendment Act : égaliser les salaires à travers tout le royaume et les abaisser partout au niveau même où, conformément à leur odieuse doctrine, la rémunération de son travail permet à un homme de vivre avec la plus petite quantité de la plus grossière nourriture. Or, par son livre saint, Dieu a déclaré qu'il a donné aux hommes, à tous les hommes et non pas aux riches seulement, Dieu a donné la terre à la race humaine tout entière pour la peupler, l'habiter et y établir leur domination sur les oiseaux, les bêtes et les poissons. Ce don était fait à tous. La volonté de Dieu n'est pas qu'au milieu du luxe le brillant convive couronné de pampres se gorge de tous les délices de la vie, et laisse ses frères mourir de faim ou, ce qui est pis encore, mourir lentement à petit feu dans les Bastilles des pauvres, séparés de leurs

1. *Northern Star*, du 6 janvier 1838.

femmes et de leurs enfants, de leurs pères et de leurs mères, de leurs frères et de leurs sœurs. Il ne faut pas que cela soit. Avant de vous laisser ainsi dépouiller, prenez les armes. Chaque homme doit, c'est là son premier devoir, se procurer un bon fusil. J'en ai bien un, tout prêt que je suis, et aussi un pistolet. Si vous n'avez pas d'argent pour en acheter un, mettez quelque chose en gage pour avoir les moyens de vous procurer le nécessaire. Si votre pauvreté ne vous permet même pas cette suprême ressource, munissez-vous d'une bonne pique. (*Tonnerre d'applaudissements et acclamations véhémentes.*) Les soldats sont tous pour le peuple contre la plus damnable de toutes les lois... » Je suis un homme de paix ; mais je préfère à la paix la parole de Dieu. Dieu a déclaré que l'homme et la femme ne doivent pas être séparés, et il a déclaré aussi que la terre était l'héritage de l'humanité : tous par suite ont le droit d'y trouver leur subsistance. Et, si cette loi abominable, qui viole toutes les lois divines continue à être appliquée, si tous les moyens pacifiques d'y mettre un terme ont été tentés en vain, alors (*Montrant une bannière flottant au vent*) pour nos enfants et pour nos femmes, nous ferons la guerre avec le couteau. Si ceux qui produisent toute la richesse n'ont pas le droit, conformément à la parole de Dieu, de cueillir les doux fruits de la terre que, selon la parole de Dieu, ils ont récoltés à la sueur de leur front, alors qu'ils combattent au couteau leurs ennemis qui sont les ennemis de Dieu. Si le fusil et le pistolet, si l'épée et la pique ne suffisent pas, que les femmes prennent leurs ciseaux et les enfants l'épingle ou l'aiguille. Si tout échoue, alors le tison enflammé, oui, le tison enflammé (*Tonnerre d'applaudissements*), le tison enflammé, je le répète, mettez les palais en flammes !... Je m'arrête, mes amis. Si le toit de leur chaumière ne peut plus servir d'abri à l'homme et à la femme, si le petit enfant qui leur sourit doit être arraché des bras de son père et du sein de sa mère, parce que les commissaires, ces chiens d'enfer, ont mis à exécution les ordres de leur maître, du diable contre notre Dieu. » (*Applaudissements.*)

Voilà les paroles de violence prononcées par un pasteur au milieu des applaudissements, devant une foule frémissante, dont les sentiments sont en harmonie avec ceux de Stephens comme le manifestent les inscriptions des bannières :

« *Les pauvres ont un droit sur le sol et en vérité ils ont un droit à leur subsistance.* »

« Pour nos enfants et pour nos femmes nous nous battons au couteau. »

« Qui nous a entraînés dans la guerre civile avec le Canada ? Ces brutes de Whigs tout dégouttants de sang. »

« Feargus O'Connor et une bonne loi des pauvres pour l'Irlande. »

« La colère de Dieu tombera sur ceux qui séparent le mari et la femme, car Dieu l'a défendu. »

« Pleurez maintenant, riches, et gémissiez pour les calamités qui vont tomber sur vous. »

« Que tout homme libre puisse vivre par le travail, ou qu'il brave la mort donnée par les tyrans. »

« Les ouvriers, la vraie noblesse du pays. »

« Guerre au couteau à la nouvelle loi des pauvres. »

Tandis qu'au meeting du jour de l'An 1838 le pasteur Stephens fait appel à la violence et excite ses auditeurs à prendre les armes, à Londres même la politique de la W. M. A. est attaquée par George Julian Harney, secrétaire de la London Democratic Association, dans une lettre adressée le 13 mars à la *Northern Star*<sup>1</sup>. La Democratic Association a été fondée en 1837 par Feargus O'Connor pour contre-balancer l'influence des leaders de la W. M. A. qui lui avaient autrefois rendu service : c'est un des premiers actes par lesquels l'agitateur Irlandais essaie de ruiner les chefs modérés du mouvement, en attendant qu'il s'attaque ensuite aux autres<sup>2</sup>. Cette association a un programme beaucoup plus révolutionnaire que celui de la W. M. A. : en outre du suffrage universel, de la liberté de la presse, de l'abrogation de la nouvelle loi des pauvres, de la réduction du travail à huit heures, de la suppression du travail des enfants, ce programme, dont la *Northern Star* donne l'énoncé dans son numéro du 21 juillet 1838, comprend, « comme le grand objet et le but principal de l'association, la suppression de l'inégalité et l'établissement du bonheur universel ».

Ces visées ambitieuses s'opposent au programme précis et plus modeste que se sont proposé les hommes de la W. M. A. Sans doute eux aussi, ils sont socialistes ; sans doute ils sont aussi partisans de la liberté de la presse et de la réglementation du travail ; mais ces réformistes n'ont pas l'intransigeance de la London Demo-

1. *Northern Star*, 24 mars 1838.

2. Lovett, *op. cit.*, p. 147-159.

cratic Association : au mouvement chartiste, ils veulent donner pour objet limité la conquête du suffrage universel qui permettra d'autres réformes, tandis que l'association concurrente prétend faire servir l'agitation commencée à de multiples revendications qui s'étendent de la réforme électorale à l'établissement du bonheur universel. Ce programme reflète la politique de surenchère des O'Connoristes et, par ses exagérations même, il devait plaire au milieu où la London Democratic Association recrute ses adhérents, les pauvres tisserands à la main de Spitalfields que leur extrême misère rend prêts à tout écouter et à tout croire. Le secrétaire de l'association, George Julian Harney, profite de cette confiance crédule pour exaspérer ces âmes naïves contre les leaders de la Force Morale.

Dans sa lettre à la *Northern Star*, George Julian Harney affirme que les classes laborieuses ne doivent compter que sur elles-mêmes et sur elles seules : « Quelque conforme que soit aux inclinations et aux habitudes de quelques membres de notre classe de compter sur l'appui des autres classes, l'expérience a cependant prouvé que c'est par le seul exercice de nos propres énergies que nous pouvons conquérir nos droits et réaliser notre bonheur. » Puis il s'attaque à la croyance oweniste en la toute puissance de l'éducation, idée centrale du Chartisme de la Force Morale : « Nous apprécions pleinement les avantages de l'éducation ; et nous souhaiterions avec ardeur voir répandre un système rationnel d'éducation. Mais nous ne pouvons pas ne pas considérer toutes les espérances d'amélioration, attendues de cette seule source, comme chimériques et parfaitement illusoirs. » Non moins illusoirs sont les espérances que les hommes de la W. M. A. ont en les procédés de la force morale : « Soyez assurés, camarades démocrates, que nos ennemis ne feront pas à la persuasion morale les concessions qu'ils ne veulent pas faire à la justice. Non, nous ne devons compter que sur leur crainte si nous ne pouvons pas compter sur leur sympathie. Nous ne pouvons pas souscrire à l'idée que, dans les circonstances présentes, l'adoption d'un système rationnel d'éducation dont le principal caractère serait d'enseigner au peuple ses droits, et non pas ses devoirs (comme aujourd'hui), soit praticable. » En effet les classes sociales régnantes ne se résigneront jamais qu'à des concessions apparentes et qui n'entameront en rien leur domination sur les classes laborieuses : « Les



hommes intéressés à la continuation du brigandage actuel en guise de système de société, en un mot les ennemis des droits, des libertés et du bonheur des millions de travailleurs, acquiesceront en apparence à l'opportunité d'éduquer et de moraliser le peuple ; et il arrivera toujours qu'aussi longtemps que les droits politiques du peuple lui seront refusés par eux, tout système d'éducation qui obtiendra l'acquiescement de l'ennemi aura pour but la perpétuation de l'esclavage des travailleurs. » C'est faire le jeu des ennemis du peuple que de faire appel à la bonne volonté des classes régnautes : c'est là la politique de la W. M. A. et Harney s'attaque ouvertement à cette association en l'accusant d'avoir une attitude hypocrite et contradictoire : « C'est pourquoi la W. M. A. prêche en secret, mais efficacement, la doctrine de l'obéissance passive et de la non-résistance. Aussi nions-nous que les moyens de W. M. A. soient appropriés à la réalisation du but qu'elle fait profession d'avoir en vue. Nous répétons, camarades ouvriers, que ce n'est pas par ces moyens, mais par les moyens contraires, que la W. M. A. peut travailler à l'objet qu'elle a la prétention d'avoir en vue. C'est en appelant à l'aide, non les sophismes de ceux qui simulent un patriotisme hypocrite, mais les sympathies et l'appui du peuple qu'on pille et dont on exploite le dur travail, qu'on peut effacer la tache maudite de l'esclavage, arrêter le bras de l'opresseur insolent et tyrannique et élever le drapeau de l'égalité politique et sociale. »

Ainsi le secrétaire de la London Democratic Association prend à parti la politique de la W. M. A. et reproche à cette société de jouer un double jeu. Ce n'est pas le lieu d'insister ici sur les procédés employés par G. J. Harney pour jeter la suspicion sur des hommes qui préconisent une tactique pacifiste ; il faut cependant noter qu'Harney imite la manière de Feargus O'Connor et qu'il offre un exemple caractéristique de l'éternelle politique démagogique : l'un et l'autre procèdent toujours par insinuations, surenchères et accusations de trahison destinées à ruiner l'influence de leurs concurrents à la faveur populaire. Mais la lettre de G. J. Harney à la *Northern Star* est surtout remarquable par l'affirmation de cet irréductible antagonisme des classes qui va devenir l'idée directrice du mouvement. Cette idée, exprimée par Harney le 13 mars 1838, sera bientôt le thème habituel des discours chartistes, et, inlassablement répétée, elle se trouve notamment résumée en deux formules typiques

par Feargus O'Connor et par Bronterre O'Brien. La *Northern Star* du 4 mai 1839 contient cette phrase d'O'Connor : « La société entière est divisée en deux classes, le riche oppresseur et le pauvre opprimé : les riches oppresseurs sont désunis par une quantité de raisons, tandis que les pauvres opprimés sont unis par tous les liens de l'intérêt, de la raison et de la justice. » Et, à une démonstration des Chartistes de Londres, Bronterre O'Brien déclare aux ouvriers qu'il existe une opposition absolue d'intérêts entre la classe ouvrière et les classes moyennes<sup>1</sup> : « Les faiseurs de loi représentent la classe moyenne ; la classe moyenne est intéressée à faire des lois qui vous obligent à travailler pour des salaires modiques et lui permettent de réaliser de grands bénéfices à vos dépens. Vos intérêts sont éternellement opposés à ceux des classes moyennes. »

Le discours de Stephens, du 1<sup>er</sup> janvier 1838, et la lettre de George Julian Harney, qui paraît dans la *Northern Star* deux mois avant la publication de la Charte du peuple, prouvent que le mouvement créé par les socialistes réformistes de la W. M. A. n'a pas mis un an à se transformer en un mouvement révolutionnaire. Cette évolution si rapide du réformisme à la violence s'explique par la psychologie des chefs et par celles des troupes. Les modérés de la W. M. A. vont se trouver en présence d'hommes qui, loin de les seconder dans leurs intentions, vont les combattre avec acharnement et leur enlever la direction du mouvement : ils vont rencontrer la démagogie des Feargus O'Connor et des Harney, l'absolutisme idéaliste des Taylor et des Mac Douall, la souffrance exaspérée des Lowery et des Marsden, qui détermineront ou précipiteront l'évolution en excitant les classes ouvrières à la révolte. Sans ces volontés contraires qui se dressent contre leurs projets, les méthodes pacificatrices de Lovett et de ses amis auraient pu triompher d'un état d'esprit révolutionnaire qui, entretenu et exaspéré par ceux dont nous allons esquisser les figures, va entraîner tout, hommes et événements, dans le sens de la violence. La Convention de 1839 et les faits qui l'accompagnent achèvent l'évolution de la force morale à la force physique.

1. *Northern Star*, 17 août 1839.

I

L'homme qui devait le plus contribuer à l'évolution du chartisme est Feargus O'Connor : figure symbolique qui s'oppose à celle de Lovett et à laquelle il convient de donner dans cette galerie de portraits la première place. Sans doute on ne peut pas dire qu'il a eu sur les destinées ultérieures du mouvement une action exclusive ; mais son influence a été de très bonne heure prépondérante : il a été, si l'on en croit les Chartistes de la force morale, le mauvais génie qui devait faire dévier le mouvement de ses tendances naturelles et le conduire à un échec <sup>1</sup>.

Sa puissance de séduction a été très grande sur les masses ouvrières ; elle s'explique par des raisons de même nature, et on peut même dire plus fortes encore, que l'influence de Bronterre O'Brien. Comme celui qu'il a surnommé le maître d'école du chartisme, Feargus O'Connor n'est pas sorti des rangs du peuple, et, tandis que son compatriote n'est qu'un homme de la classe moyenne, Feargus se donne le prestige d'une hérédité royale et qui remonte au XII<sup>e</sup> siècle ; il se dit le descendant de Roderic O'Connor, roi d'Irlande <sup>2</sup>.

Feargus O'Connor paraît sur la scène politique à trente-sept ans, en 1831, sous le patronage de Daniel O'Connell : c'est à l'occasion de la réforme électorale. Nommé député de Cork lors de l'élection générale de 1832, il siège les années suivantes parmi les radicaux les plus avancés ; il semble dès cette époque partager les vues politiques des démocrates socialistes : en mars 1833 il assiste à une réunion de la National Union of the Working Classes et y prend la parole contre le gouvernement whig <sup>3</sup>. Il se brouille avec son protecteur et il est cependant réélu en 1835 ; mais comme il n'a pas le cens d'éligibilité, il est invalidé. Il se présente à Oldham contre le

1. Lovett, *op. cit.*, p. 171, dit que le mouvement chartiste s'attirait rapidement de nouveaux adeptes et de nouveaux défenseurs « lorsque quelques conseillers insensés, par de furieux appels aux passions de la multitude, excitèrent les démons de la haine, des préjugés et de la discorde pour faire obstacle à ses progrès ».

2. Feargus O'Connor, né en 1794, avait fait ses études au Trinity College de Dublin et publié en 1822 une brochure « *A State of Ireland* ». Sur Feargus l'article de *Graham Wallas*, dans le *Dictionary of National Biography*, *Gammage, Lovett, Northern Star*, 4 mai 1839, *passim*.

3. *Poor Man's Guardian*, 1833, p. 91.

fils de Cobbett et fait nommer le candidat Tory ; après le scrutin, il fait le trajet d'Oldham à Manchester dans une voiture à quatre chevaux surmontée d'un étendard sur lequel est représenté Roderic O'Connor. Le voilà ensuite qui entreprend une longue tournée de conférences qui le fait surnommer par Francis Place, « le commis-voyageur du mouvement démocratique <sup>1</sup> » : il parcourt les districts du Nord et du Centre, dépensant son éloquence abondante, tantôt à critiquer la loi des pauvres ou le Factory System, tantôt à développer les principes du radicalisme.

En 1836, il organise le Comité central des associations radicales et l'année suivante, dans les desseins de ruiner la W. M. A., il fonde à Londres la Democratic association. Il aurait dû cependant être reconnaissant aux leaders de cette association qui, dans sa querelle avec O'Connell, avaient pris sa défense : cette anecdote mérite d'être reproduite telle que la raconte Lovett parce qu'elle montre bien la psychologie comparée de ces deux hommes et jette une vive lumière sur le caractère de Feargus O'Connor <sup>2</sup> : « La première fois que nous entendîmes parler de Feargus O'Connor à Londres fut, je crois, au meeting de *Cockspur Street Tavern*, où il se présenta comme le disciple et le soutien du grand agitateur irlandais : en fait, il se regardait lui-même à cette époque comme l'homme d'O'Connell. Peu après, on me donna à entendre qu'une querelle était née entre eux de questions électorales. Alors O'Connor vint s'installer à Londres et commença à assister à nos meetings radicaux. Peu après sa querelle, Mr. Hetherington, moi-même et quelques autres démocrates de nos amis, croyant tout d'abord que Mr. O'Connell l'avait traité injustement, nous réunîmes à *Theobald's Road* un meeting pour exprimer une opinion à ce sujet. De nombreux amis de Mr. O'Connell assistèrent au meeting et donnèrent leur version de cette querelle, de telle sorte que nous fûmes tous battus sur la résolution proposée ; et, bien que Mr. O'Connor fût dans la galerie à ce moment, il nous laissa nous battre pour lui le mieux que nous pûmes. » Mais O'Connor ne garda aucune gratitude aux hommes de la W. M. A. ; lorsque ceux-ci réunissent en 1837 à un diner radical « les amis du peuple », Feargus O'Connor prend prétexte de l'invitation faite à Daniel O'Connell pour se

1. The constant travelling leader of the movement.

2. Lovett, *op. cit.*, p. 147 et Lovett, *op. cit.*, p. 147-159, 160-161-162, 173, 181, etc...

montrer offensé et bientôt après il commence dans la *Northern Star* une campagne de presse contre la W. M. A. qu'il accuse de ne représenter qu'une aristocratie ouvrière et de trahir les intérêts des classes laborieuses au profit des classes moyennes.

Le 18 novembre 1837, Feargus O'Connor lance en effet un journal, la *Northern Star*, dont les origines contées par Robert Lowery éclairent les procédés et le caractère du démagogue irlandais : J. Hobson, Mr. Hill et quelques autres en Yorkshire comprirent qu'il fallait un journal pour servir d'organe au mouvement naissant ; ils étaient parvenus à réunir sous la forme d'une Société par actions quelques centaines de livres pour en fonder un. Feargus O'Connor les persuada qu'ils n'arriveraient pas à obtenir la somme nécessaire et que l'autorité d'un conseil général l'éditeur et annihilerait l'influence du journal ; il propose que les actionnaires lui prêtent l'argent réuni par eux ; il leur en garantirait l'intérêt, il trouverait à compléter le capital et commencerait immédiatement la publication : Hobson serait administrateur et Hill, rédacteur en chef. Ainsi fut-il fait et le journal fut nommé la *Northern Star*. Mais il y a toutes raisons pour croire qu'à cette époque Feargus ne possédait aucun capital et que l'argent des actionnaires<sup>1</sup> fut le seul argent qui fut jamais consacré au journal. Heureusement pour celui-ci, le tirage s'éleva très rapidement et même jusqu'à soixante mille exemplaires.

Les masses ouvrières qui acclament Feargus O'Connor admirent en lui l'athlète : avant qu'il ait ouvert la bouche, sa stature et son port aristocratique imposent le respect à une foule amoureuse de la force physique ; Feargus a plus de six pieds de haut, il possède des poings solides qui font de lui un boxeur redouté dans les élections ; et son corps paraît avoir « une charpente de fer<sup>2</sup> ». Il a un front large et massif qui fait croire à une grande vigueur intellectuelle. Il n'est pas jusqu'à son défaut, un cou trop court, qui ne contribue à impressionner son auditoire, convaincu, dès qu'il parle, de la puissance de son gosier. Ses muscles ne sont pas en effet les seuls arguments dont l'ait doué la nature : il possède un organe qui lui assure toujours le dernier mot, il a « une voix de tonnerre qui mord l'esprit et perce les

1. Articles de R. Lowery dans le *Temperance Weekly Record*, Lovett, p. 173, en note : les souscriptions furent évaluées à £ 800.

2. Gammage, *op. cit.*, p. 45.

oreilles de ses plus distraits auditeurs, en même temps qu'elle réduit au silence les plus bruyants », une voix dont les éclats retentissent à travers l'espace « trouvant, nous dit Gamage, un écho jusques au fond des cieux, et dépassant celle même de Stentor ».

Feargus est un orateur populaire de premier ordre, surtout dans les meetings en plein air qui vont justement être un des facteurs déterminants de l'évolution du réformisme à la violence. A la multitude exaspérée par le lieu, les événements et la misère, cette voix lancera des paroles d'excitation et des appels à la révolte. Feargus O'Connor trouvera ainsi le chemin rapide d'une popularité immédiate et facilement gagnée par une politique de surenchère qui fut un des instruments de son influence : comme dit Robert Lowery, « il vint dans les districts industriels et, parlant pour plaire, il devint vite populaire ». Feargus O'Connor ne craint pas de flatter basement le peuple et pour obtenir ses faveurs il emploie les procédés les plus grossiers. Le discours prononcé par lui à Londres, le 17 septembre 1838, est un des meilleurs exemples de sa manière, et on y retrouve les flagorneries habituelles aux « Amis du Peuple » lorsqu'ils veulent capter les bonnes grâces du bonhomme Demos.

« Les hommes du peuple sont appelés des pickpockets. Mais, je vous le demande, quelle différence y a-t-il entre un riche et un pauvre pickpocket? Eh bien, il y a cette différence que le pauvre vole dans la poche du riche pour remplir son ventre et le riche vole dans le ventre du pauvre pour remplir sa poche. Le peuple a supporté l'oppression trop longtemps et trop passivement. Je n'ai jamais conseillé au peuple d'user de la force physique parce que je sens que ceux qui lui donnent ce conseil agissent comme des fous ; mais, en même temps, ceux qui décrient ce moyen conservent leur autorité par la seule force physique. Quelle est donc la situation de la classe ouvrière? Les travailleurs sont les enfants de la nature et tout ce qu'ils désirent, ce sont les produits de la nature. On leur a enseigné à défendre la vieille constitution ; mais c'est la constitution de la chandelle et du fourneau à vent. Le peuple réclame la constitution des chemins de fer et du gaz, mais il ne veut pas de Lord Melbourne et de sa constitution à la chandelle. De Lord Melbourne et de ses lois qui sentent le moisi, il ne veut pas ; ce qu'il veut, c'est une constitution et des lois correspondant à l'esprit des chemins de fer, une constitution et des lois mues

par le pouvoir de la vapeur et éclairées par les rayons du gaz... Le peuple n'a qu'à montrer à la Chambre des Communes qu'il est prêt à agir, qu'il est résolu et il faudra bien que la réforme parlementaire ait lieu... On dit que les ouvriers sont de sales compagnons et que parmi eux il ne serait pas possible de trouver six cent cinquante-huit individus capables de siéger à la Chambre des Communes. En vérité, il me sera facile de changer ce sentiment, il me suffira de prendre au hasard parmi les auditeurs présents à cette réunion ; je prendrai les premiers venus et les conduirai à la fabrique de savon de M. Hawes, ensuite je les emmènerai là où ils pourront réformer leurs notes de tailleur, puis chez le parfumeur et le coiffeur où ils pourront être oints de la puanteur à la mode ; et, après ces préparatifs, je les emmènerai sans désenparer à la Chambre des Communes où ils seront les six cent cinquante-huit meilleurs députés qui aient jamais siégé dans cette salle. Je vous déconseille toute violence, toute guerre civile ; mais dans les oreilles de la Chambre des Communes je suis prêt à dire que, plutôt que de voir le peuple opprimé, plutôt que de voir la Constitution violée, puisque le peuple est dans le besoin, si aucun autre homme n'ose agir ainsi, et si la Constitution est violée, je conduirai moi-même le peuple à la mort ou à la gloire... Les hommes du Nord ont eu un léger avant-goût de la force physique. Il y a peu de temps des forces de la police métropolitaine ont été envoyées à Dewsbury ; mais les bons garçons de cette noble ville ont renvoyé ces policiers à leurs foyers. Mon désir est de tenter la force morale aussi longtemps que possible, même jusqu'aux plus ultimes limites, mais je voudrais que vous eussiez toujours dans l'esprit qu'il vaut mieux mourir en hommes libres que de vivre en esclaves. Toute conquête honorable a été faite par la force physique ; mais vous n'en avez pas besoin parce que, si toutes les mains se réunissent pour pousser au Suffrage Universel, vous aurez vite fait de jeter à bas la place forte de la corruption. J'ai bon espoir et bonne confiance que, grâce à l'exercice de cet esprit de discernement qui appartient exclusivement à la classe ouvrière, l'union va se faire, et qu'il en résultera une force morale suffisante pour conquérir les droits du pauvre ; mais, si ce moyen ne réussit pas, alors que tout homme lève son bras pour défendre ce que son jugement lui dit être la justice. »

Ce discours est fréquemment interrompu par des éclats de rire et

des applaudissements qui montrent le succès de tels discours auprès des masses ouvrières. L'habileté un peu grossière de Feargus O'Connor consistait à flatter son auditoire, à détendre celui-ci par des plaisanteries et à satisfaire, sans se compromettre, au goût du public ouvrier pour les paroles fortes. C'est par de tels moyens que Feargus O'Connor réussit à se constituer une véritable puissance.

Celle-ci, créée par une attitude démagogique, va se consolider et se prolonger grâce à l'action de la presse. La *Northern Star* dont Feargus O'Connor devient le propriétaire en novembre 1837 sera le moniteur officiel du mouvement et va bientôt éclipser toutes les autres publications Chartistes depuis l'organe de la W. M. A., *The London Despatch* d'Hetherington, jusqu'au *Northern Liberator*, au *True Scotsman* et au *Birmingham journal* ; depuis *The Champion*, le journal cobbettiste, jusqu'aux journaux lancés par Bronterre O'Brien et par William Carpenter. *The Operative* et *The Charter*. La *Northern Star* verra son tirage s'élever, si l'on en croit Lowery, au chiffre de 60,000 exemplaires et assurera au Démagogue irlandais une longue dictature impossible à contre-balancer. Ce journal, qui mentionne tous ses faits et gestes et qui présente sous le jour le plus favorable toutes ses paroles et tous ses actes, est pour Feargus O'Connor un admirable moyen de publicité et de réclame. Maître d'un grand journal, Feargus O'Connor va s'en servir pour briser ou soumettre à son despotisme tous les hommes qui paraîtront émerger du mouvement chartiste. La *Northern Star* raconte toutes les réunions qui se tiennent dans les plus humbles villages et elle accompagne ces récits de détails destinés à exciter l'intérêt de ses lecteurs. Mais surtout la *Northern Star* permet de flatter la vanité des orateurs chartistes : les discours des plus médiocres sont cités avec des éloges pompeux ; et, lorsqu'ils voient leurs noms et leurs paroles reproduits à soixante mille exemplaires, quelle douce satisfaction pour l'amour-propre de ceux qui souvent venaient de faire leurs débuts à la tribune. Les rédacteurs de la *Northern Star* n'avaient aucun scrupule à exagérer la portée de ces harangues improvisées, à les récrire pour en fortifier l'argumentation et « *les parer, dit Gammage, des grâces de l'éloquence* » ; cependant les auteurs de ces discours les reconnaissaient bien pour leur œuvre personnelle et ils étaient conquis à jamais à la politique d'un journal qui leur distribuait sans compter la gloire, et par suite



aussi, à l'homme qui personnifiait cette politique<sup>1</sup>. N'y avait-il pas là entre les mains de Feargus O'Connor un infailliable procédé pour se créer une clientèle d'autant plus fidèle que la *Northern Star* offrait à cette clientèle une politique exactement adaptée à ses goûts : elle surexcitait par ses articles les passions populaires, et comme certains journaux de la Révolution française, elle avait véritablement développé les instincts de violence qui dorment au fond de l'âme humaine jusqu'à créer un état d'esprit maladif qu'il n'est pas exagéré d'appeler, par un mot dont on a peut-être trop abusé, mais qui est ici l'expression juste, une « névrose révolutionnaire ».

Les autres chefs aux directions de qui le chartisme allait obéir n'étaient pas faits pour contre-balancer les tendances que Feargus O'Connor et la *Northern Star* imprimaient au mouvement : les plus représentatifs sont, parmi les intellectuels, le Dr Taylor et Peter Murray Mac Douall, et, parmi les ouvriers, Richard Marsden, Robert Lowery et George Julian Harney, tous chartistes de la force physique, apôtres de la violence et adversaires de la W. M. A. dont ils critiquent âprement l'action. Esquissons leurs figures singulièrement significatives et qui permettent de comprendre pourquoi l'évolution du réformisme à la violence a été si rapide.

Le Dr John Taylor, ancien chirurgien de la marine, avait appris en France le culte de la Révolution : pendant un séjour de plusieurs années il avait fréquenté les milieux républicains et babouvistes, et il était revenu en Angleterre avec la conviction que la force est le moyen le plus sûr pour réaliser l'idéal démocratique. Il a un visage qui s'illumine d'intelligence et qui s'éclaire de deux grands yeux noirs pleins de feu ; ses cheveux flottants laissent négligemment tomber leurs longues boucles sur ses larges épaules. Ses mouvements sont aisés et pleins d'insouciance, sa voix est prenante et nuancée, sa parole nette et sobre. Partisan de la force physique, il n'agit pas en démagogue ; il est franc, courageux, et désintéressé ; mais sa nature généreuse et le milieu où il a vécu le prédisposent aux croyances révolutionnaires et l'entraînent à unir ses efforts aux hommes de violence contre les réformistes.

Comme le Dr Taylor, Peter Murray Mac Douall a une allure romantique et un esprit blanquiste qui devaient séduire les masses

1. Gammage, p. 17 : « Des hommes traités avec une telle considération valaient des agents appointés pour élargir la vente de la *Star* qui s'éleva à cinquante mille exemplaires. » On voit que le chiffre donné par Gammage est de dix mille exemplaires inférieur à celui donné par Robert Lowery.

ouvrières. Comme lui, il était destiné au rôle de révolutionnaire par son tempérament passionné et son absolutisme social. Une gravure le représente petit, mais bien proportionné, avec un joli visage qu'encadrent les boucles claires de ses cheveux ondulés : le front est large et beau, la bouche est gracieuse, admirablement dessinée et, sous de sombres sourcils, ses yeux apparaissent profonds et lumineux. Toute sa physionomie et surtout la flamme dont l'enthousiasme emplit son regard révèlent une sensibilité émotive, capable de passion, d'énergie et de violence : c'est une des âmes ivres de justice qui n'admettent aucun obstacle à la réalisation immédiate de l'idéal social en une humanité qu'elles croient perfectible et en une société qu'elles veulent parfaite. Peter Murray est ardent, fougueux et impulsif au point que l'instinct supprime en lui la réflexion. D'une famille aisée, il exerce avec succès la médecine dans une petite ville du Lancashire : ses sentiments généreux vont lui faire sacrifier son avenir à ses idées. Il a à peine vingt-quatre ans.

Parmi les autres chefs chartistes, Richard Marsden est bien le représentant symbolique de la misère : c'est un très pauvre tisserand à la main dont le salaire a diminué de 23 shillings par les progrès du machinisme ; pendant des années, il a lutté pour nourrir sa famille avec les quelques shillings qu'il gagne chaque semaine ; plus d'une fois, après avoir mis au Mont-de-Piété tout ce qu'il possédait, il ne lui est plus resté un penny ni pour déjeuner ni pour dîner, et même un jour il a vu sa femme nourrissant un petit enfant s'évanouir d'épuisement. Richard Marsden est un homme très doux, dont les tendres yeux bleus et la figure ouverte révèlent une très grande bonté ; mais ses souffrances, et plus encore le spectacle de la misère, lui ont mis au cœur la haine des institutions politiques et sociales : en public il exprime son amour pour l'humanité et sa colère contre le système industriel en un langage dont le ton n'est jamais âpre, mais dont les paroles sont pleines de violence. Il n'a qu'une idée : mettre un terme aux souffrances de ses compagnons d'infortune et il est amené logiquement à la conception Robespierrienne, prêt à « verser le sang impur pour assurer le salut de la société tout entière ».

Une âme semblable à celle de Marsden anime le corps malingre, chétif et déformé de l'ouvrier tailleur Robert Lowery. Son visage, aimable et placide, s'anime à certaines heures du feu des passions

politiques ; il parle lentement et délibérément, d'une voix forte et claire, et il fait preuve dans ses argumentations d'une solidité et d'une clarté assez rares parmi les orateurs chartistes. Il y a dans sa parole quelque logique, quelque puissance et quelque élévation de pensée. Seulement une âme formée par la souffrance et par le proche contact des misères humaines devait, malgré une modération naturelle, s'abandonner d'autant plus facilement à l'évolution vers la violence que le sentiment de sa difformité physique rendait Lowery plus sensible aux maux de l'espèce humaine.

Tout différent de ceux dont la violence est surtout faite de bonté et d'impatiente sensibilité, est George Julian Harney que dominent la vanité et l'ambition. En l'homme qui veut être le Marat de la Révolution anglaise, une satisfaction infinie de soi-même n'a d'égale que la mauvaise humeur inlassable qu'il a contre les autres. Des lèvres méchantes confirment les promesses de ses yeux noirs et perçants qui ne se reposent jamais sur rien ni sur personne et qu'il est impossible de fixer. George Julian Harney est maussade, méfiant et vindicatif. L'estime immodérée et l'orgueil insupportable qu'il a de lui-même lui viennent-ils de ce que, tout gamin, il s'est fait emprisonner pour avoir vendu des journaux non timbrés et a conquis ainsi dans les milieux radicaux une précoce célébrité ? Son amertume lui vient-elle de ce que, de bonne heure orphelin, il a dû lutter, seul dans la vie, contre la pauvreté et la misère ? Il sait tout au moins se servir de ce passé lamentable et persécuté pour se rendre maître par la pitié de ceux qui l'écoutent, comme le prouve le commencement de son discours à Derby : « Belles femmes de Derbyshire, braves hommes de Derby, je suis heureux de me trouver de nouveau parmi vous. Je ne suis pas un inconnu à la plupart d'entre vous. Je ne suis pas un inconnu aux gouverneurs et aux magistrats de Derby. Il y a trois ans, par un soir d'hiver, je fus arraché sans la moindre explication de ma maison et enfermé dans une prison par les magistrats de Derby, parce que j'avais commis l'odieuse action de vendre un journal non timbré, parce que j'avais essayé d'affranchir la presse anglaise (*honte*) ; oui, mes amis, j'ai été enfermé pendant six mois dans une bastille parce que j'ai osé, contre des lois mauvaises et infâmes, donner aux classes ouvrières cette connaissance non taxée dont elles ont le droit de jouir. Les tyrans m'ont enfermé, mais ils n'ont pu me soumettre. Ils ont détruit mon travail, m'ont pris mes moyens de subsistance

et m'ont renvoyé, pauvre garçon abandonné, chercher dans la rue cette subsistance. Ils m'ont renvoyé sans amis et sans appui; mais je reviens regarder les tyrans en face, dans la fière attitude d'un leader du peuple, comme un des chefs choisis par les braves ouvriers du Northumberland<sup>1</sup>. »

George Julian Harney exerce sa plume en attaquant la W. M. A. et en rédigeant au nom de la London Democratic Association des adresses portant pour épigraphe cette devise : suffrage universel ou mort. C'est l'Ami du Peuple qui veut transplanter en Angleterre les méthodes de 1793. A l'exemple de son idole française, il prêche aux pauvres tisserands de Spitalfields l'insurrection et l'effusion du sang destinée à régénérer l'humanité, en attendant la première place à laquelle il croit avoir droit dans la seconde grande Révolution. Dans les meetings il fait parade de son poignard<sup>2</sup>; sa violence ne connaît aucune limite et elle ne lui sera même pas une originalité puisqu'elle n'est, avec beaucoup moins d'envergure, qu'une imitation de la manière qui vaut à Feargus O'Connor sa toute-puissance.

Et ce sont encore deux démagogues, C. H. Neeson et le cabaretier Peter Bussey : C. H. Neeson, membre de la London Democratic Association, n'est ni très éloquent, ni très intelligent, mais il est désigné à la faveur des ouvriers par la virulence de son langage révolutionnaire, par lequel il essaie de faire concurrence à Harney ; Peter Bussey, propriétaire à Bradford d'un estaminet, rendez-vous habituel des démocrates, doit sa popularité à son affectation d'une grossièreté « qui est considérée comme le signe d'une honnêteté naturelle<sup>3</sup> ».

Ce sont aussi le cordonnier Cardo ; l'ouvrier William Ryder<sup>4</sup> et R. J. Richardson, deux séides de Feargus O'Connor ; et deux jeunes démocrates du Comté de Durham, George Binns<sup>5</sup> et James Williams, libraires et imprimeurs de publications radicales : comme George Julian Harney, ces deux leaders ont à peine dépassé leur majorité et ils manifestent une tendance du mouvement chartiste, la confiance qu'inspirent aux masses ouvrières les chefs

1. *Northern Star*, 9 février 1839.

2. Lovett, p. 203.

3. Gammage, *op. cit.*, p. 66.

4. Ryder d'après Lovett, p. 205, ou Rider d'après Gammage, p. 64, qui écrit aussi Peter Bussey.

5. Fils d'un quaker.

très jeunes, prédisposés par leur jeunesse même à s'adapter aux colères et aux illusions des travailleurs.

De même que le Dr Taylor et Peter Murray Mac Douall symbolisent les aspirations sentimentales de l'idéalisme social et que Richard Marsden et Robert Lowery représentent les revendications de la misère, Feargus O'Connor et George Julian Harney apparaissent comme les socialistes de l'ambition et de l'envie, à côté du mysticisme révolutionnaire et de la révolte ouvrière : ces six hommes résument complètement la psychologie complexe des chefs qui allaient entraîner le chartisme du réformisme à la violence. Mais il ne faut pas croire que les comparses n'ont pas eu leur part d'influence dans cette évolution : la crédulité juvénile des Binns et des Williams, toute prête à affirmer la certitude d'une victoire prochaine, la démagogie grossière des Peter Bussey et des Neeson, toute prête aussi à griser leurs auditoires des promesses les plus invraisemblables, contribueront à développer des tendances révolutionnaires qui sans doute préexistaient à leur intervention. Les apôtres de la violence ont puissamment aidé à transformer en actes les sentiments des masses ouvrières dont la parole de Lovett et de ses amis aurait pu calmer les colères, apaiser les exaspérations et métamorphoser en manifestations systématiques les énergies destinées à se dépenser en une agitation incohérente et vaine.

## II

La politique de la Working Men's Association consistait à créer un grand mouvement d'opinion publique dont la première manifestation serait une pétition au Parlement : la formation d'associations et une campagne de réunions publiques devaient être les moyens de cette propagande pacifique ; et, sur cette méthode d'action, il y avait accord entre la Working Men's Association et la Birmingham Political Union.

La B. P. U. avait à sa tête Thomas Atwood, député à la Chambre des Communes, homme infatué de lui-même et de ses théories. Une gravure représente « The Friend of the people » avec une tête tout en long, un front sans relief et sans profondeur, un nez proéminent prêt à toutes les aventures, une bouche bavarde, prétentieuse et satisfaite de ses paroles, un physique semblant trahir une cervelle légère et vaniteuse. Tout glorieux de se con-

sidérer comme l'auteur de la réforme de 1832, il ne doute pas de faire mieux encore ; il pense que sa réputation le destine au rôle de leader et il compte faire servir la force du mouvement chartiste au triomphe de ses conceptions monétaires : à cette intention il a fait glisser dans la pétition une allusion à ses projets inflationnistes <sup>1</sup>.

Lovett dit avec raison qu'en réalité l'émission du papier-monnaie avait pour Mr. Atwood plus d'importance que la Charte du peuple<sup>2</sup> ; celui-ci justifiait facilement vis-à-vis de lui-même cette préférence puisqu'il considérait « son plan monétaire comme la panacée universelle<sup>3</sup> » et comme très favorable aux intérêts des classes laborieuses ; l'émission du papier-monnaie devait, en effet, provoquer avec une hausse des prix une hausse des salaires. Mais ces idées n'étaient pas acceptées par tous les démocrates ouvriers et elles avaient été combattues dans le *Défenseur du Pauvre*. Les démocrates ouvriers n'avaient point confiance en les promesses des inflationnistes : peut-être pensaient-ils que la hausse des prix n'est pas immédiatement suivie de la hausse des salaires et que celle-ci, plus lente à se produire, n'est pas capable de compenser la vie plus chère ; peut-être craignaient-ils aussi les spéculations favorisées par la dépréciation de l'instrument monétaire. Aussi accueillaient-ils avec enthousiasme le chartisme d'Atwood tout en critiquant son inflationnisme comme contraire aux intérêts des travailleurs.

Dès le 11 janvier 1834, un correspondant du *Défenseur du Pauvre* se demandait : « *Les ouvriers ont-ils intérêt à la hausse des prix ?* » « Dans le n° 134 du *Défenseur du Pauvre*, vous dites que la hausse des prix est avantageuse pour les ouvriers, parce que, d'après cet archiavocat de l'usure, Mr. Atwood, « les ouvriers sont vendeurs de tous les produits, tandis qu'ils ne sont acheteurs que d'une part. » C'est là un énorme mensonge. Tout ce que les ouvriers ont à vendre, c'est leur travail ; et l'augmentation du prix des denrées dépend autant et peut-être plus de l'intérêt du capital, des impôts et du nombre de ceux qui vivent de profits comme les boutiquiers, les teneurs de livres, les garde-magasins, les courtiers, que du

1. « Les lois qui font le pain cher et celles qui, en rendant la monnaie rare, rendent le travail bon marché doivent être abolies », allusion à la mesure de Robert Peel rétablissant le paiement des billets en espèces.

2. Lovett, *op. cit.*, p. 206.

3. Lettre de Bronterre à la *Northern Star*, du 15 août (*Northern Star*, du 18 août 1838). Cette lettre de Bronterre est pleine d'intérêt.

4. *Défenseur du Pauvre*, 11 janvier 1834, lettre de Beal de Sheffield.

travail réel. C'est donc une erreur capitale de supposer que les ouvriers sont vendeurs de toutes choses ou de prendre le montant total de la valeur des produits comme la mesure de la valeur du travail. Le grand desideratum, c'est d'arriver à une réduction du prix des denrées, sans une réduction concomitante du prix du travail réel et la meilleure manière d'y réussir est d'abolir tous les impôts, de réduire et de restreindre l'intérêt du capital à la plus petite somme possible, de diminuer le nombre des commerçants et des non producteurs. On rendra ainsi les prix aussi bas que possible sans diminuer la valeur du travail. »

Et la *Northern Star* devait, le 20 juillet 1839, compléter ce raisonnement et soutenir que le papier-monnaie aurait pour effet de favoriser à la fois la surproduction, la spéculation et la dépréciation du travail, par suite que l'inflationnisme était tout à fait contraire aux intérêts des classes laborieuses : « Mr. Atwood doit savoir qu'une émission illimitée ou trop prolongée de papier-monnaie tend à avilir toute propriété réelle ; par conséquent il lui faut nier que le travail est une propriété réelle, ou prouver que, sous un régime de monnaie fictive, le travail n'est pas soumis à toutes les fluctuations produites, quand il leur plaît, par les maîtres de cette monnaie. Donnez-nous un contrôle sur dix millions de monnaie fictive et non seulement nous commanderons le marché du travail en Angleterre assez longtemps pour créer un état de confusion et d'alarme, mais nous serons capables de ruiner et de chasser hors du marché tous les petits capitalistes. Mr. Atwood croit-il que les moyens d'employer le travail donneraient les moyens correspondants de faire vivre les ouvriers ? Si oui, il est en contradiction avec les règles de l'offre et de la demande. Aujourd'hui, avec les facilités actuelles d'agiotage, tout magasin de Manchester, de Liverpool, de Leeds, ou de toute autre grande ville, fait concurrence au travail : ils peuvent être pleins, *constituant* une réserve pour la spéculation, tandis que toute la population, surmenée pour les remplir, est dépréciée sur le marché. Donnez-nous des billets de £ 1 pour douze mois et l'emploi sans restriction des machines, avec leurs améliorations et leur accroissement, et, en une année, nous produirons plus qu'il est nécessaire pour cinq années. Le travailleur peut-il se procurer les billets de £ 1 pour acheter des vivres aussi facilement et aux mêmes conditions que le capitaliste peut les faire monter pour régler le taux de son salaire ? Le projet de Mr. Atwood est une altération des principes de communauté de Mr. Owen, avec cette

différence seulement que le plan de Mr. Owen assurerait les moyens de réciprocité, tandis que Mr. Atwood laisserait pencher la balance du pouvoir d'un côté. Comme Mr. Hume le lui a bien rappelé, la pétition ne demande ni papier-monnaie, ni abrogation des lois sur le blé, ni abrogation de la loi des pauvres ; elle demande seulement l'envoi à la Chambre des Communes d'hommes qui seraient prêts à abroger *toutes* les mauvaises lois. Le désir de Mr. Atwood de justifier ses anciens associés et de rester bien avec son groupe, tout en allant assez loin pour s'acquitter de sa promesse au pays, l'a amené à perdre de vue la question et à saisir l'occasion de faire de la pétition nationale une béquille pour sa marotte inflationniste<sup>1</sup>. »

Bronterre O'Brien voit bien le danger que peut faire courir au mouvement chartiste la personnalité d'Atwood et, dans une lettre du 15 août 1838, il mettra les chartistes en garde contre l'envie que pouvait avoir Thomas Atwood de se servir de l'agitation chartiste pour faire peur au Parlement et lui arracher la réforme monétaire comme une concession dont le prix serait la charte du peuple. Cependant, malgré ces réserves, le maître d'École du chartisme rend hommage à l'honnêteté de l'homme qu'il juge assez finement en disant : « Dans la mesure où le caractère personnel de Mr. Atwood est en question, je choisirais Mr. Atwood comme leader de préférence à tout autre homme public de l'Angleterre : non que je le regarde comme l'homme le plus sensé ou le plus habile, mais parce que je sais qu'il a un excellent cœur et une sympathie réelle pour les classes laborieuses. » Mais la Birmingham Political Union avait eu l'intelligence de ne pas mettre au premier plan de son programme les théories monétaires que son « bon cœur » faisait pardonner à d'Atwood et c'est pourquoi, dans cette même lettre, nous voyons Bronterre affirmer : « Puisque les Unionistes de Birmingham se sont déclarés en faveur du suffrage universel, c'en est assez pour moi ; la politique de Birmingham n'est plus pour moi une politique de parti, la politique d'une faction ; elle est la politique nationale, la politique de vingt millions d'hommes opprimés. Par la pétition nationale, l'individualité de Birmingham s'est fondue dans la personnalité de la nation. En consentant à faire cause commune avec les millions d'individus non représentés, les hommes de Birmingham ont non seulement expié

1. *Northern Star*, 20 juillet 1839 et *The Chartist Circular* de Glasgow, *Paper Currency*, et *The Evils of Paper money* du 19 octobre 1839 et du 31 juillet 1841.



leurs *anciennes* erreurs, mais aussi ils ont acquis les meilleurs titres à notre concours sincère et complet. En se déclarant pour le suffrage universel, ils se sont déclarés pour les justes droits de toutes les classes; pour les droits même de ceux qui ne voudraient accorder aucuns droits aux autres. C'est là un acte aussi chrétien que magnanime et national. »

Avant même que Bronterre O'Brien se soit prononcé en faveur de l'alliance des Chartistes et des hommes de Birmingham, la Working Men's Association, dès le mois de décembre 1837, a accepté cette alliance et a répondu au message adressé par la Birmingham Political Union aux réformateurs de l'Angleterre et de l'Irlande : « Nous nous joignons cordialement à vous dans l'appel que vous adressez à vos frères de toutes les parties du Royaume lorsque vous leur demandez de faire avec enthousiasme un nouvel effort pour la liberté, de réorganiser leurs Unions politiques et de se constituer dans chaque district, dans chaque ville et dans chaque paroisse, en Working Men's Associations; de ne cesser leur agitation et de ne se déclarer satisfaits que lorsqu'ils auront fait reposer notre système représentatif sur des principes justes et équitables... Avec tout le respect que nous avons pour les décisions de sa Majesté, nous pensons que le cabinet doit être choisi... parmi des hommes disposés à réaliser une réforme qui donne à tous des droits politiques égaux et mette à la disposition de tous une instruction égale<sup>1</sup>. » La B. P. U. a omis de parler du cens d'éligibilité; mais la W. M. A. suppose qu'il n'y a là qu'une omission involontaire : les deux principes directeurs de la W. M. A., l'affranchissement politique et l'éducation du peuple, sont acceptés par la B. P. U. Cette association reconnaît que la réforme de 1832 n'a pas répondu aux espérances de ceux qui ont contribué à la faire adopter : la misère des classes laborieuses prouve que le gouvernement Whig a fait faillite et qu'il n'a pas su accomplir la tâche qui lui avait été confiée. L'accord existe aussi sur la tactique à suivre : une vaste pétition signée par plusieurs millions de citoyens sera présentée au parlement pour forcer son adhésion à une réforme plus complète que celle de 1832.

A l'imitation de la London Working Men's Association et de la Birmingham Political Union se forment par toute l'Angleterre des Working Men's Associations et des Political Unions. Le mouve-

1. Lovett, *op. cit.*, p. 148 à 150.

ment s'étend même aux femmes ; on voit se constituer de nombreuses *Female Political Unions* dont certaines, comme celle de Birmingham, comptent jusqu'à mille trois cents membres. Dans quelles intentions les femmes s'intéressent-elles au mouvement chartiste ? Est-ce dans l'espérance que les démocrates élargiront leurs revendications jusqu'à y embrasser les principes féministes, ou dans celle que le suffrage unisexual conduira au suffrage universel ?

Dans sa première esquisse, le projet de la Charte contenait une disposition relative au suffrage des femmes ; mais elle fut « malheureusement » abandonnée, dit Lovett <sup>1</sup>, « parce que plusieurs membres pensèrent que son adoption dans le projet pourrait retarder l'adoption du suffrage universel pour les hommes ». La Charte du peuple n'accordait le droit de vote qu'à tout habitant mâle du royaume. A Sir Edouard Bulwer Lytton qui demandait pourquoi la Charte n'étendait pas le suffrage aux femmes, la *Northern Star* a répondu et sa réponse mérite d'être reproduite, parce qu'elle est un document curieux sur le féminisme chartiste et qu'en admettant le droit de vote des femmes célibataires elle contredit la Charte du peuple :

« Aucun avocat conséquent du suffrage universel n'a jamais refusé le droit de vote aux femmes non mariées, majeures et saines d'esprit. De telles femmes contribuent pour leur quote-part à la richesse nationale et sont autant que les hommes justiciables de toutes les lois. Elles ont par conséquent autant d'intérêt qu'eux au bon gouvernement du pays et autant de droits à y participer par des députés que les hommes. Une femme mariée par l'acte de son mariage noie tous ses droits civils et politiques dans ceux de son mari et, aussi longtemps qu'elle ne peut être poursuivie pour dettes et pour impôts, aussi longtemps nous considérons qu'il est juste qu'elle perde son droit de vote, c'est-à-dire à partir du moment de son mariage et pendant toute la vie de son mari. Mais nous répétons que le principe du suffrage universel englobe nécessairement toute femme célibataire majeure, et toute veuve saine d'esprit comme étant capable d'exercer le droit de vote <sup>2</sup>. »

Cette concession, en contradiction avec la Charte du peuple, prouve l'importance que, dès les débuts du mouvement, ont prise les clubs de femmes. Et cette importance se manifeste aussi par

1. Lovett, *op. cit.*, p. 470.

2. *Northern Star*, 20 octobre 1838.

le fait que la pétition nationale accueille les signatures des femmes comme celles des hommes. Le grand théoricien du mouvement, Bronterre O'Brien <sup>1</sup>, déclare dans la *Northern Star* qu'on doit prendre au sérieux ce mouvement des femmes : « On espère, dit-il, que trois millions d'individus auront bientôt signé la pétition nationale, trois millions d'hommes et peut-être un demi-million de femmes ; on se moque de ce mouvement des femmes, mais le gouvernement n'est pas moins destructeur du bonheur des femmes que de celui des hommes <sup>2</sup>. » L'adhésion de Bronterre O'Brien est significative.

Que voulaient donc les femmes chartistes ? Une adresse de la *Female Political Union* de Newcastle aux femmes anglaises exprime les tendances de ces clubs de femmes. Celles de Newcastle revendiquent d'abord le droit de s'occuper de politique : les intérêts de leurs pères, de leurs maris et de leurs frères ne sont-ils pas aussi les leurs ? et, puisque ceux-ci sont opprimés, ne doivent-elles pas imiter les grands exemples qui leur ont été donnés par les femmes historiques <sup>3</sup> ? N'ont-elles pas du reste un intérêt personnel à s'unir aux revendications en faveur de la liberté et de la justice ? Tant que le salaire de l'homme sera insuffisant pour nourrir la famille, la femme sera obligée d'abandonner son foyer : « Parce que le salaire de l'homme était insuffisant pour nourrir

1. Sur Bronterre O'Brien, voir *Revue d'histoire des Doctrines*, 1909.

2. *Northern Star*, 8 septembre 1838. Ce mouvement des clubs féminins se prolonge en 1839 : voyez notamment *Northern Star* du 6 juillet 1839, p. 8. Enthusiastic meetings of the Female Political Union of Birmingham.

3. *Northern Star*, 9 février 1839 : « Concitoyennes, nous faisons appel à vous pour vous joindre à nous et aider nos pères, nos maris et nos frères à se libérer ainsi que nous de l'esclavage politique, physique et intellectuel. Et nous mettons en avant les raisons suivantes pour répondre à nos ennemis et encourager nos amis. On nous dit que le royaume des femmes est leur foyer et que le champ de la politique doit être abandonné aux hommes. Ceci, nous le nions ; la nature des choses est contraire à cette assertion, et la conduite de ceux qui l'avancent est en désaccord avec les principes qu'ils affirment. N'est-il pas vrai que les intérêts de nos pères, de nos maris et de nos frères doivent être aussi les nôtres ? S'ils sont opprimés, réduits à la misère, ne devons-nous pas partager ces maux avec eux ? S'il en est ainsi, ne devons-nous pas ressentir les injustices qui leur sont infligées ? Nous avons vu les relations du passé et nos cœurs ont répondu à l'éloge fait par les historiens de ces femmes qui ont lutté contre l'oppression et supplié leurs concitoyens d'être libres ou de mourir. En dehors de ces sentiments, lorsque nous avons connu l'oppression exercée sur les nègres esclaves de nos colonies, nous avons élevé nos voix pour dénoncer leurs tyrans et nous n'avons eu de repos que lorsque les marchands de sang humain furent forcés d'abandonner leur trafic d'enfer. Mais nous avons appris par une amère expérience que l'esclavage n'est pas confiné à la couleur et au climat, et que même en Angleterre une oppression cruelle règne, et nous sommes forcées par notre amour de Dieu et notre haine de l'injustice de nous joindre à nos concitoyennes dans leurs revendications pour la liberté et pour la justice. »

sa famille, nous avons vu la femme obligée d'abandonner son foyer négligé et de travailler avec les tout petits enfants à un labeur dégradant pour l'âme et pour le corps. Nous avons vu le père arraché de sa maison par une presse brutale<sup>1</sup>, obligé de lutter contre ceux qui ne lui avaient jamais fait de mal, payé seulement trente-quatre shillings par mois, alors qu'il aurait dû avoir six livres sterling ; sa femme et ses enfants réduits à la famine et obligés de subsister de la misérable chère distribuée avec parcimonie par la charité mercenaire. Nous avons vu les pauvres volés de leur héritage et une loi promulguée pour traiter la pauvreté comme un crime, pour refuser une consolation à la misère, pour enlever aux malheureux leur liberté, pour arracher les pauvres de leur maison et de leur patrie, pour séparer ceux que Dieu a mis ensemble et arracher les enfants aux soins de leurs parents. Cette loi a été adoptée par des hommes et appuyée par des hommes dont la doctrine avouée est que le pauvre n'a aucun droit à vivre et qu'un créateur infiniment sage et bienfaisant a laissé les besoins de ses enfants sans rien pour les satisfaire. Pendant des années nous avons lutté pour maintenir dans nos maisons un confort tel que nos cœurs nous disaient qu'il réjouirait nos maris après leurs travaux fatigants. Les années ont passé les unes après les autres et même maintenant nos désirs n'ont aucun espoir de se voir réalisés. Nos maris sont épuisés par le travail, nos maisons sont à moitié meublées, nos familles mal nourries et nos enfants sans instruction. La crainte de la faim est suspendue sur nos têtes, le dédain des riches pèse sur nous, la flétrissure de l'esclavage est notre lot et nous sentons notre avilissement. Nous sommes une caste méprisée. Nos oppresseurs, non contents de mépriser nos sentiments, veulent gouverner nos pensées et nos désirs. L'amère servitude du besoin nous lie à leurs pieds ; nous sommes opprimées parce que nous sommes pauvres, les joies de la vie, le bonheur de l'abondance et les sympathies de la nature ne sont pas pour nous ; la consolation de nos foyers, les caresses de nos enfants et l'affection de nos parents nous sont refusées. . . . Nous avons cherché et trouvé que la cause de tous ces maux est le monopole législatif, le gouvernement du pays entre les mains de quelques personnes des classes supérieures et moyennes tandis que les ouvriers qui sont millions, qui sont la force et la richesse

1. Enrôlement forcé des matelots.

du pays sont laissés en dehors du sein de la Constitution. »

A ces maux « il n'y a d'autre remède que d'accorder avec justice à tout citoyen anglais le droit de vote dans l'élection des membres du Parlement qui font les lois qui le gouvernement, et votent les taxes qu'il a à payer. En un mot, il n'y a qu'à faire de la Charte une loi, et à émanciper les esclaves blancs d'Angleterre. C'est pourquoi les ouvriers d'Angleterre, d'Irlande et d'Écosse sont en train de lutter; nous nous sommes groupées nous-mêmes en union pour les y aider; et nous faisons appel à toutes nos concitoyennes pour qu'elles se joignent à nous. Nous déclarons aux riches, aux grands, aux puissants du pays que nos parents doivent être libres; nous disons à leurs nobles femmes que nous aimons nos maris aussi bien qu'elles aiment les leurs, que nos foyers ne doivent pas rester plus longtemps dépourvus de tout confort, que, dans la maladie, le besoin et la vieillesse, nous ne voulons pas qu'on nous sépare d'eux, que nos enfants nous sont précieux et chers et ne doivent pas être éloignés de nous. Nous n'entretenons aucune mauvaise intention contre personne et ne demandons que justice, et c'est pourquoi nous faisons appel à tous pour nous assister dans cette bonne œuvre, principalement à ces boutiquiers que le bill de réforme a affranchis. Nous faisons appel à eux en les priant de se rappeler que c'est grâce aux ouvriers non représentés qu'ils ont conquis leurs droits et qu'ils doivent maintenant remplir la promesse qu'ils leur ont faite de les aider à obtenir les leurs. . . »

Ainsi les femmes de l'Union politique de Newcastle conforment leur attitude à la politique tracée par la W. M. A., puisqu'elles limitent leurs revendications à l'obtention du suffrage universel, et qu'elles font appel pour le conquérir à l'alliance des classes moyennes. Et cette attitude n'étonne plus lorsqu'on sait que la multiplication des clubs féminins est due surtout à l'action du délégué de la W. M. A., Henry Vincent. Ce jeune apôtre du féminisme, « qui n'a qu'à se présenter pour conquérir tous les cœurs à sa cause<sup>1</sup> », exerce un grand prestige auprès des femmes chartistes. A un meeting entre Trowbridge et Bradford, une jeune fille au nom de ses sœurs célibataires lui offre une écharpe de soie. A Bath les femmes démocrates organisent une souscription pour lui donner une belle montre en or; un jour même, apprenant

1. Gammage, p. 77.

la visite prochaine de leur orateur favori, elles se réunissent au nombre de quatre mille et, dignes descendantes de Praxagora et de Lysistrata, elles conviennent qu'aucun membre du sexe fort ne sera admis parmi elles : malgré cette défense, un curieux se glisse sous un déguisement féminin, dans l'assemblée des femmes, mais mal lui en prend, car, l'ayant découvert, celles-ci le chassent avec force horions.

Henry Vincent est de petite taille ; mais ses mouvements sont pleins d'aisance, d'enjouement et de grâce : son grand charme d'orateur est dans le geste. Il a un talent tout particulier pour faire rire son auditoire par sa bouffonnerie et ses dons d'imitation ; il sait aussi le faire vibrer et l'enthousiasmer pour de grandes idées qui apparaissent incontestables lorsqu'elles sont affirmées par cette voix chaude et prenante. Sa fertilité oratoire est incomparable et sa faconde s'explique peut-être par ce fait que, fils d'un orfèvre de Londres retiré à Hull, Henry Vincent a commencé, dès l'âge de treize ans, à faire de la politique et à parler en public. Après un apprentissage dans l'imprimerie, il est revenu à Londres où les mêmes préoccupations l'ont mis en contact avec le petit groupe des démocrates ouvriers ; et, malgré sa jeunesse (il n'a que vingt-cinq ans), il est choisi par la W. M. A. pour accompagner Cleave dans un voyage de conférences.

La W. M. A. a en effet décidé d'envoyer, dans les districts du Centre et de l'Ouest et dans le pays de Galles, ces deux hommes choisis, l'un pour son expérience assagée, l'autre pour sa jeune éloquence : ils ont mission de donner une direction politique aux associations naissantes, de créer de nouvelles unions et d'organiser de grands meetings destinés à agir sur l'opinion publique et sur le Parlement. Mais les délégués de la W. M. A. vont se trouver en présence d'une agitation déjà commencée et en contact avec des populations travaillées par d'autres orateurs d'un tout autre tempérament. Depuis plus d'un an, la loi des pauvres et le Factory System sont l'objet d'une campagne systématique de la part de conservateurs sociaux et de certains radicaux. Dès 1836, Feargus O'Connor a commencé à travers les districts industriels une tournée de réunions publiques dans lesquelles il oppose aux artisans de Londres, à ces petits bourgeois socialistes qui forment le plus bas échelon des classes moyennes, « les visages non rasés, les mains calleuses et les vestes de

futaine » des vrais prolétaires. La double action des Stephens et des Oastler, d'une part, et de Feargus O'Connor, de l'autre, a eu, avant l'entrée en scène de Cleave et de Vincent, un retentissement considérable dans les milieux ouvriers. L'impopularité d'une loi odieuse et un agitateur de premier ordre ont créé en Lancashire et en Yorkshire un état d'esprit révolutionnaire qui va se répandre comme une trainée de feu : un phénomène de contagion collective va se produire qui, s'il laisse intactes les convictions fortes et mûres des Cleave, des Hetherington et des Lovett, atteindra même certains modérés, comme Henry Vincent, que leur générosité juvénile expose à tous les entraînements.

Malgré l'accord entre la W. M. A. et la B. P. U., décidées à mettre en jeu la seule force morale et à organiser un mouvement pacifique, une évolution presque immédiate transforme les caractères du chartisme. Avant même que la W. M. A. ait commencé sa propagande, le chartisme de la force physique était né : la psychologie collective des masses auxquelles s'adressent les protagonistes de la force morale, les conditions dans lesquelles s'exerce leur action, rendront presque impossible la lutte contre les tendances créées et développées par des leaders que leur sincérité ou leur ambition a amenés à préconiser la violence.

Entretenu par les chartistes de la force physique qui dominent les clubs, cet état d'esprit révolutionnaire va être porté à son paroxysme par les réunions publiques dont justement les chartistes de la force morale voulaient faire l'instrument de leur propagande pacifique. Les ouvriers y arrivent avec la fatigue d'un dur travail ou avec l'exaspération de jours de chômage longs, anémiant, désespérants ; aussi leurs âmes s'enflamment-elles d'autant plus facilement aux paroles de révolte, que leur esprit subit une constante surexcitation : la misère au foyer, au dehors un cadre de drame populaire. Dans les meetings, le soir, au clair de lune ou à la lueur des torches, les orateurs oublient toute modération, naturelle ou volontaire, à la vue des visages amaigris et affamés de ceux qui les écoutent ; et, lorsque l'un d'eux s'écrie que le temps d'agir est venu et qu'à sa demande : « Êtes-vous prêts ? » une décharge d'armes à feu répond, comment l'atmosphère même qu'ils respirent n'unirait-elle pas tous les assistants dans un même mouvement de révolte contre les conditions économiques et sociales de leur existence ?

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1838, chaque meeting montre les progrès de la force physique et le recul des méthodes de la W. M. A. Chaque meeting éclaire une des étapes de l'évolution ; et, fait significatif, les deux formes sous lesquelles se manifeste la tendance révolutionnaire, l'idée de violence et l'idée de grève générale vont bientôt se trouver non plus seulement dans la bouche de démagogues, mais même dans celle du leader de la Birmingham Political Union.

Le 1<sup>er</sup> janvier, c'est le conservateur social Stephens qui se déclare un révolutionnaire par le feu, un révolutionnaire par le sang, jusqu'au couteau et jusqu'à la mort, et il donne le conseil à tout homme d'avoir ses pistolets ou sa pique, à toute femme d'avoir sa paire de ciseaux et à tout enfant sa boîte d'aiguilles : c'est le fameux meeting du jour de l'an, à Newcastle upon Tyne, où, à l'occasion de la loi des pauvres, la nécessité de la violence est exprimée pour la première fois. Et le même mois, à Glasgow, à propos du Factory System, au nom du droit qu'a tout homme « de se procurer par son travail de quoi se nourrir et se vêtir confortablement, lui, sa femme et ses enfants », le même Stephens somme les classes régnantes d'agir « comme la loi le prescrit et comme Dieu l'ordonne », sinon il les menace : « Alors nous le jurons par l'amour que nous avons pour nos frères, par Dieu qui nous fit tous pour être heureux, par la Terre qu'il nous donna pour nous nourrir, par le Ciel qu'il destine à ceux qui s'aiment les uns les autres ici-bas, et par l'Enfer qui est la part de ceux qui, violant l'Écriture Sainte, ont condamné leurs compagnons d'existence, l'image de leur Dieu, à la faim, au dénuement et à la mort : nous avons juré par notre Dieu, par la Terre, par le Ciel et par l'Enfer que, de l'ouest à l'est, du nord au sud, nous envelopperons d'une flamme dévorante, à laquelle aucun bras ne pourra résister, les manufactures des tyrans du Coton et les monuments de leurs rapines et de leurs meurtres, édifiés sur la misère de millions d'êtres que Dieu, notre Dieu, le Dieu de l'Écosse a faits pour être heureux. »

Le 24 mars paraît dans la *Northern Star* la lettre de Georges Julian Harney qui attaque la politique de la W. M. A. et affirme l'antagonisme irréductible entre les classes sociales, la nécessité de la lutte de classes, seule tactique propre à donner des résultats. Et le 31, la *Northern Star*, qui depuis le 27 janvier s'est



assuré la collaboration du « Glorieux Bronterre », publié du grand théoricien chartiste un article montrant que les idées émises par Harney se généralisent : « Les matières contenues dans votre numéro de samedi prouvent que ses rédacteurs se préparent à agir aussi bien qu'à écrire et à parler et, ce qui est bien plus important, que les hommes du Nord se préparent à agir avec vous et même à aller plus loin que vous, si c'est possible. Je ne donnerais pas une figue de tous les écrivains de journaux et faiseurs de discours du monde, à moins que leurs paroles ne soient de nature à déterminer le peuple à agir. C'est dans le meeting radical tenu à Bury que j'ai vu le premier exemple d'une Trade Union, ayant l'intelligence et la hardiesse de déclarer que la politique est une partie essentielle de leurs légitimes objets. Le vieux coucou crie : « Nous n'avons rien à faire avec la politique » ; ce cri que des fripons ont inventé a été disqualifié à Bury avec beaucoup de sagesse. » L'action, c'est plus qu'un conseil que donne Bronterre O'Brien, c'est un fait qu'il constate : les populations ouvrières en ont assez des paroles, elles veulent des actes, elles sont prêtes à agir elles-mêmes ; mais quelle sera justement la forme de cette action personnelle et directe ?

Le 8 mai, la W. M. A. publie la Charte du peuple, et le 28<sup>e</sup>, le Comité de la B. P. U. présente pour la première fois ce projet à une réunion publique. C'est à Glasgow qu'a lieu cette première grande démonstration chartiste. La W. M. A. a délégué pour y assister le Docteur Wade et Thomas Murphy<sup>2</sup>, la B. P. U. Thomas Atwood, Douglas, Edmunds, Muntz et Collins. A onze heures, les ouvriers organisent une large procession pour aller au-devant du *leader du peuple*. Et bientôt deux cent mille travailleurs se trouvent réunis sur les bords de la Clyde, l'air retentit de quarante orchestres et deux cents bannières flottent au vent. Accueilli par de formidables applaudissements, Thomas Atwood prend la parole : La W. M. A. et la B. P. U. sont d'accord pour conseiller aux démocrates Chartistes de présenter au Parlement pétitions sur pétitions : si la Chambre des Communes ne s'incline pas devant la volonté exprimée par les trois millions de signatures qu'on peut escompter, après avoir donné aux Législateurs le loisir de la réflexion, les ouvriers et les hommes de la classe moyenne, disposés

1. Lovett, *op. cit.*, p. 172 : Lovett dit le 21, la *Northern Star*, le 28.

2. *Ibidem*.

à soutenir les droits des classes laborieuses, devront proclamer dans tous les métiers une grève « sacrée et solennelle » : pas une main ne devra se mettre à l'ouvrage ; tous les cœurs, toutes les têtes, tous les bras devront s'unir pour travailler au succès de la cause du peuple jusqu'au jour où la victoire sourira à leurs efforts<sup>1</sup>.

Dès le 2 juin, la *Northern Star* commente le « glorieux meeting d'Écosse et les paroles d'Atwood « unis jusqu'à la mort » : « Comme ce sentiment s'accorde merveilleusement avec le sentiment exprimé sur l'objet de la grande Union du Nord « l'emploi de la force physique, si c'est nécessaire ». La force morale est une ombre, la force physique est la réalité. La force morale veut dire la dialectique de l'esprit, c'est-à-dire les moyens de découvrir quelle quantité de maux la nature la plus pacifique peut supporter sans rien dire. Elle enseigne quand l'obéissance est une vertu et quand la non résistance est un vice. » Et le 23 juin, moins d'un mois après le discours de Thomas Atwood dont elle avait été le thème central, l'idée de la grève générale réapparaît dans un article de la *Northern Star* sur le Factory System<sup>2</sup> : « Nous avertissons les patrons que, s'ils réussissaient à supprimer les associations de travailleurs, nous y répondrions par une grève générale qui les contraindrait à des conditions que le peuple n'aurait jamais exigées si l'on avait loyalement agi envers lui. » Ainsi, l'idée de grève générale, lancée en 1832 par le cabaretier socialiste William Benbow, est reprise, au printemps de 1838, par le modéré Thomas Atwood : elle va rencontrer dans les masses ouvrières le même milieu favorable que l'idée de violence. Les deux articles de la *Northern Star* manifestent le progrès des tendances révolutionnaires ; deux idées deviennent dominantes et vont, jusqu'en 1843, diriger le mouvement : la violence et la grève générale. Ces deux modes de l'action révolutionnaire, le mode ancien et le mode nouveau, semblent pouvoir indifféremment être employés de façon combinée ou distincte ; mais, si la grève générale apparaît comme la méthode « pacifique » de la révolution, et même si ses commencements peuvent être sans intentions de violence, elle doit y conduire et l'engendrer : toutes deux sont des applications logiques de la lutte des classes.

1. *Northern Star*, 2 juin 1838.

2. *Northern Star*, 23 juin 1838, article dans lequel est formulée la théorie de l'armée de réserve industrielle.

Et voici justement que le 27 juin, au meeting de Newcastle, Feargus O'Connor reprend l'idée affirmée par Harney de l'antagonisme entre les classes sociales<sup>1</sup> : « La matinée était radieuse et les bannières des hommes libres, portant des devises de liberté, flottaient majestueusement au vent. La procession suivit Pelgrim Street, bruyamment acclamée par les milliers de spectateurs massés aux fenêtres et sur les toits. La rue entière, large de plus de quinze yards, était, sur une longueur de deux miles, couverte d'une foule compacte : quatre cents bannières environ et quarante orchestres de musiciens bien choisis égayaient la scène. Les bannières étaient extraordinairement belles. Mr. Feargus O'Connor marchait à la tête de la Société Hibernienne avec trois de ses compatriotes, et il était précédé d'une superbe bannière de soie verte, large de 15 pieds sur 12 et d'une splendide harpe décorée de la rose, du trèfle et du chardon. » Un ouvrier, James Ayr, prend tout d'abord la parole : « Je suis fier des milliers d'hommes qui se sont réunis aujourd'hui pour apporter leur hommage à l'autel de la liberté. Le glaive de l'oppression est suspendu sur eux; mais, s'il est nécessaire, ils sont prêts à brandir le glaive de la justice et à ne pas le rentrer au fourreau tant que justice ne sera pas rendue au peuple anglais accablé d'injustices et d'outrages. J'ai, avec insistance, cherché autour de moi un visage d'aristocrate afin de pouvoir lui dire à la face ce que je pense, mais je ne puis reconnaître Lord un tel ou le Duc de ceci ou de cela. Non, non, ils n'ont pas voulu affronter l'indignation des hommes de Newcastle. La liberté des affamés et des désespérés, de la veuve et de l'orphelin, et celle des générations futures dépendent de vous — leur attente sera-t-elle trompée? les intérêts des ouvriers sont partout les mêmes et leurs oppresseurs verront que les ouvriers sont sur le point d'être partout unis. Savoir, c'est pouvoir, et être unis, c'est être forts; l'union et la science, qui se répandent maintenant parmi le peuple, amèneront, je le prévois, et très prochainement, la chute de l'aristocratie par tout l'univers. Vous voyez les représentants du despote Nicolas et du tyran poli Louis-Philippe et les représentants de leurs frères en tyrannie assister au couronnement royal par une grande nation d'une petite fille qui ferait mieux de travailler à l'aiguille; mais le peuple ne sera pas plus longtemps égaré par leurs somptueux

1. *Northern Star*, 30 juin 1838, p. 8.

atours : vous songerez à vous et à vos familles, car si vous voyez les colifichets de la royauté d'un côté, de l'autre, vous verrez les damnables bastilles. » Les intérêts des ouvriers sont partout les mêmes, affirme James Ayr : c'est qu'en effet, reprend Feargus O'Connor, la société est divisée en deux classes : le riche exploitateur et le pauvre exploité. « Feargus O'Connor se déchaîne contre Harry Brougham, criblé des traits mordants dont il l'accable : et il excite la gaité et les rires en introduisant Lord et Lady Brougham dans un workhouse fonctionnant d'après le système qu'établirait le suffrage universel, quand ces établissements auront sûrement une salle pour les Ladies et les Lords oisifs <sup>1</sup>. » Mais voici qu'un corps de dragons paraît et défile à cent pas du meeting ; aussitôt, le démagogue irlandais se lève, et, montrant le meeting enveloppé par des troupes de cavalerie et d'infanterie, il s'écrie : « Je suis profondément indigné de cette provocation et de cette manifestation digne de mépris et qui devra être portée devant la Chambre des Communes. La seule chose que je regrette, c'est que les hommes qui m'entourent ne soient pas à même d'y répondre dans le seul langage mérité et de repousser la force par la force. Mon ami Mr. Lowrey a pu réunir, en moins d'une demi-heure, dix mille hommes à South Shields la nuit dernière pour entendre son discours en faveur des principes de liberté : que les bambins de l'aristocratie prennent garde de provoquer le peuple et de l'amener à apporter aussi ses armes dans ses meetings ; car ils verront qu'il y a des cœurs vaillants et des bras vigoureux aussi bien sous de sombres vêtements que sous des habits rouges. » Et, comme un officier pousse son cheval contre la foule, il est accueilli par des sifflets et par des cris de : « Arrière, fripon, n'est-ce donc pas assez pour nous de vous nourrir, faut-il encore que vous nous insultiez et fouliez aux pieds ? »

Tandis que Binns et Williams organisent l'agitation dans le Comté de Durham et qu'Henry Vincent se multiplie dans les Comtés du Centre, haranguant quatre jours de suite les démocrates de Northampton<sup>2</sup>, la W. M. A. et la B. P. U. décident une grande manifestation à Birmingham : Le 6 août, la pétition chartiste est

1. *Northern Star*, 30 juin 1838.

2. Du 1<sup>er</sup> au 4 août : c'est à une de ces réunions que Vincent se déclare le disciple de Thomas Paine et commente ces paroles : « C'est une erreur de dire que Dieu a créé des riches et des pauvres, il a créé des hommes et des femmes et leur a donné la terre en héritage. »

présentée aux habitants de cette ville <sup>1</sup>. Une première réunion a lieu le matin à l'Hôtel de Ville et on peut y remarquer une bannière qui représente trois pains de même prix, mais de différentes dimensions : un pain anglais tout petit, un pain français un peu plus gros, et un très grand, le pain russe. C'est là peut-être la première manifestation du dessein qu'ont certains libéraux de greffer sur le mouvement chartiste la campagne libre-échangiste. L'après-midi, dans l'amphithéâtre de Holloway Head, deux cent mille auditeurs sont réunis pour entendre Thomas Atwood, Feargus O'Connor délégué par six villes du Yorkshire pour assister au meeting, Henry Vincent et Hetherington délégués de la W. M. A., Richardson de Manchester. C'est Atwood qui préside ; il commence par dire qu'il est un pacifique, mais bientôt il ajoute : le Parlement ne pourra pas résister à la revendication de deux millions d'hommes et même, s'il tarde quelque peu à y acquiescer, à celle de cinq millions d'hommes, que la Chambre des Communes, si elle hésite à consacrer leurs droits, peut craindre de voir en masse exercer sur elle une gentille petite pression <sup>2</sup>. Si les pétitions étaient impuissantes et ne parvenaient pas à faire l'impression nécessaire, il leur conseillerait une grève nationale d'une semaine pendant laquelle aucun marteau ne ferait retentir l'enclume, aucune navette ne serait mise en mouvement : bien qu'opposé à l'emploi de la violence, Atwood déclare à ses auditeurs que, si le peuple est attaqué, les conséquences retomberont sur ses agresseurs ; et, si le gouvernement ose l'arrêter, lui, Atwood, dans l'exécution de son projet pacifique, cent mille hommes se lèveront pour demander de suite sa liberté.

De tels propos durent étonner les modérés de la W. M. A. et de la B. P. U. qui entouraient Atwood ; les Douglas, les Salt, les Hetherington durent se demander quel vent de folie avait emporté tout à coup la raison de leur ami. Peut-être aussi n'attachèrent-ils pas immédiatement aux paroles prononcées par Atwood l'importance qu'elles méritaient : Atwood n'était-il pas coutumier du fait ? le moi sacré ne lui avait-il pas déjà servi de thème pour illustrer son discours à Glasgow ? Ne connaissaient-ils pas sa vanité prête à toutes les imprudences ? Et ne le savaient-ils pas un esprit facile à se laisser entraîner et à « enfourcher des dadas » comme il l'avait

1. Lovett, *op. cit.*, p. 481, et *Northern Star*, 11 août 1838.

2. A. Briand parle en 1899 des pesées nécessaires.

fait pour l'inflationnisme. Mais, dès que Feargus O'Connor eut pris la parole, ils comprirent sans doute quelles voies dangereuses leur ami venait d'ouvrir aux chartistes de la force physique. Feargus O'Connor est le premier à lever la main pour affirmer que, si le « glorieux » Atwood est arrêté, il marchera à la tête de ses libérateurs ; naturellement il fait de la surenchère et les cent mille sauveurs d'Atwood se multiplient : quand la pétition sera couverte de signatures, cinq cent mille hommes se réuniront pour l'accompagner à la Chambre des Communes et attendre aux portes du Parlement une réponse immédiate. Les membres de la B. P. U. et de la W. M. A. écoutent sans mot dire ce langage qui leur déplaît ; mais ils se taisent et, s'ils ne manifestent pas leur mécontentement, c'est peut-être parce qu'un des leurs a donné l'exemple, et qu'ils ne veulent pas lui infliger un démenti public ; peut-être aussi ont-ils peur de provoquer une scission ; plus probablement craignent-ils d'être accusés de lâcheté, les modérés osant rarement résister aux violents.

A Birmingham — c'est là le fait qui marque ce meeting — un modéré, grisé par les perspectives de gloire que lui découvrent ses propres paroles, prend l'initiative des exagérations oratoires et des vaines menaces ; par son discours, il donne libre carrière aux divagations des prometteurs. Et le meeting de Birmingham aboutit à une affirmation nouvelle des idées de violence et de grève générale sans qu'aucune protestation soit exprimée par les apôtres de la force morale. Mais ceux-ci ont enfin compris le danger qui les menace : leur compréhension tardive pourra-t-elle réparer leur manque de clairvoyance ? Les modérés voudraient réagir contre les tendances nouvelles dont ils ont senti la force. Cet état d'esprit est noté par William Lovett, parlant du meeting de Birmingham : « Le grand meeting de Birmingham du 6 août peut être considéré comme le premier meeting chartiste <sup>1</sup> auquel Feargus O'Connor introduisit ses idées de violence, ou plutôt ses hâbleries d'Irlandais sur le devoir de s'armer et de combattre, car combattre ne faisait pas partie de son patriotisme. Et, lorsqu'ensuite sa folie furieuse eut excité à l'émeute « *ses chers enfants* », il se déroba aux conséquences personnelles et il s'enfuit en Irlande. Son discours au meeting de Birmingham fournissait à

1. Lovett, *op. cit.*, p. 181. Lovett se trompe.

nos adversaires des armes pour nous attaquer et nous rendit désireux d'éviter, si c'était possible, une pareille démonstration à notre meeting du Palace Yard. » Ainsi, comme le dit Lovett, c'est seulement à Birmingham que les chartistes de la force morale s'aperçurent du danger que Feargus O'Connor et ses imitateurs faisaient courir au mouvement. Il était déjà trop tard ; Lovett et ses amis l'apprirent au meeting organisé par eux à Londres le 17 septembre : les précautions prises par la W. M. A. pour éviter d'être compromise par Feargus O'Connor ne servirent à rien. « Dans nos instructions données aux orateurs nommés par notre association nous leur demandions de s'en tenir aussi étroitement que possible aux deux grandes questions du meeting — *la Charte et la Pétition* — et d'éviter autant que possible les sujets étrangers ou les questions de parti politique aussi bien que toute expression injurieuse ou violente qui pût faire du tort à notre glorieuse cause. Mais, alors que nos propres membres et les délégués de province évitèrent tout ce qui pût donner une arme à l'ennemi, O'Connor et Richardson, un de ses disciples, gâtèrent l'effet moral de notre meeting par leurs fanfaronnades de violence. »

Le meeting de Londres<sup>1</sup> est donc une tentative pour réagir contre l'évolution du réformisme à la violence ; mais l'effort de la W. M. A. fut vain, comme le dit Lovett, par suite de la présence de Feargus O'Connor et de Richardson. Cette réunion, qui ne répondit pas aux espérances de la W. M. A.<sup>2</sup>, avait commencé par un discours de Lovett : celui-ci conformément à sa manière, avait parlé avec sagesse, sincérité et élévation ; Hetherington avait apporté une égale modération à seconder la résolution présentée par le secrétaire de la W. M. A. Mais Ebenezer Elliott, le barde du libre échangeisme, parle ensuite et la loi des pauvres lui donne l'occasion de traiter les classes possédantes « de bande des mendiants les plus pernicious qui aient jamais infesté la société ». Après ces paroles plus vives, l'impression des discours de Lovett et d'Hetherington est vite effacée par les trois discours de Lowrey, de Feargus O'Connor et de Richardson. Le discours du descendant des rois d'Irlande a été déjà cité comme exemple de ses procédés démagogiques. Lowrey

1. Lovett, *op. cit.*, p. 181, dit que 89 villes y envoyèrent des délégués et que la pétition y reçut 16,000 signatures.

2. Le Français Coulier assiste au meeting. Gammage, p. 46 : « Ce fut un insuccès par le nombre de 30,000 auditeurs, chiffre très peu élevé, étant donnée la population de Londres ».

veut être à l'unisson : « Les hommes de Newcastle oseront défendre par les armes ce qu'ils affirment avec leurs langues comme l'armée l'eût appris le jour du couronnement, si elle avait attaqué le meeting. Nous sommes disposés à tenter tous les moyens moraux qui nous restent, nous sommes disposés à faire l'essai d'un trône tant qu'il assurera le bonheur du peuple ; nous sommes disposés à avoir une aristocratie tant qu'elle aura une attitude honnête ; mais nous pensons que nous avons droit de leur part à la réciprocité des droits ; sinon nous sommes prêts à marcher contre le trône et l'aristocratie. Les hommes de la Tyne et de la Wear ne sortiront pas leurs épées tant que leurs ennemis ne tireront pas sur eux ; mais, lorsqu'ils auront mis la main à la charrue, ils ne regarderont plus en arrière. Les choses peuvent-elles être pire qu'elle ne sont à l'heure actuelle ? Le trône est en train de sombrer dans le mépris, comme l'instrument même de l'oppression du pauvre par le riche, et l'Église dégénère en une organisation politique. Ceux qui devraient prêcher l'humilité et la paix sont les plus avides de richesse et les plus tyranniques quand ils possèdent le pouvoir. . . En réalité, partout où des efforts ont été faits pour affranchir les masses ou pour améliorer la condition du peuple, les prêtres se sont toujours trouvés contre eux. Affirmez votre propre indépendance, vous en avez le droit et vos maîtres n'oseront pas vous le refuser. » Comme toujours, Richardson ne met point de détours à engager ses auditeurs dans les voies de la violence : « Les hommes du Lancashire ont commencé à y penser sérieusement et, ayant lu les commentaires de Blackstone, ils ont appris que le peuple a le droit de s'armer pour défendre ses libertés. Les hommes du Lancashire ont déposé sur la table du Parlement une pétition signée de deux cent cinquante mille noms et demandant le rappel du Poor Law Amendment Act. Comment en a-t-on usé avec cette pétition ? Mais elle a été portée par deux gentlemen en robes longues et perruques grises et on n'en a jamais plus entendu parler. Aussi les hommes du Lancashire ont-ils décidé de ne plus pétitionner désormais, mais de faire des remontrances ; certains même ont dit qu'ils ne voulaient pas faire de remontrances, mais s'armer. Le peuple commence à s'armer, le peuple est armé : j'ai vu de mes propres yeux, dans la chaumière, les armes pendues au manteau de la cheminée du pauvre. Mais la pétition nationale arrive de façon tout à fait opportune ; il faut ajouter que le peuple n'a été amené à la



signer que parce qu'elle réclame le suffrage universel. Si cette pétition échoue, je ne puis tenter de dire quelles en seront les conséquences. Les fusils seront chargés, voilà sans aucun doute la seconde étape et je défie aucun gouvernement ni aucune police bourbonnienne de s'en moquer. Il ne sert à rien de chercher à en faire un secret; le secret est la ruine de tout. Tout se fera ouvertement et les hommes du Lancashire agiront légalement et constitutionnellement. »

Avec des hommes tels que Feargus O'Connor et Richardson, les modérés de la W. M. A. auraient dû prévoir qu'ils devaient s'attendre à toutes les audaces : le seul moyen d'assurer à leur manifestation les caractères de leur politique personnelle eût été d'empêcher l'expression des tendances adverses, d'autant plus qu'ils ne pouvaient pas compter sur le moindre respect de leurs propres convictions de la part de leurs impudents antagonistes. C'était un jeu de dupes que de laisser parler ceux dont les moyens d'action étaient d'imposer silence aux autres, soit en les noyant dans les flots de leur abondance oratoire, soit en employant, comme un argument sans réplique, la force de leur gosier. Pour n'avoir pas eu le courage de rompre avec les violents en leur refusant la parole au meeting de Londres, les modérés voient ce meeting, destiné à réagir contre la politique de surenchère et l'audace des prometteurs tourner au profit de ceux-ci et de celle-là.

Le meeting de Londres trompa les intentions de ses trop timides organisateurs; il marque le moment critique, une occasion qu'il fut d'autant plus imprudent de ne pas saisir qu'elle ne se présentait pas à l'improviste, mais qu'elle avait été voulue : par leur faiblesse ou leur ignorance des procédés de la démagogie, les modérés de la W. M. A., au lieu de ralentir, accentuèrent l'évolution vers la violence; et, en même temps, se préparaient, par des griefs réciproques, les divisions entre Chartistes de différentes tendances. En effet, le meeting procéda à l'élection des députés qui devaient représenter Londres à la future Convention et nomma, avec Bron-terre O'Brien, sept membres de la W. M. A., William Lovett, Hetherington, Cleave, Vincent, Hartwell, Moore, Rogers. D'une grande colère à la London Democratic Association : George Julian Harney prétend scandaleux que les quatre cents membres de la W. M. A. soient représentés par sept députés, alors que la Democratic Association n'a aucun représentant.

Les tendances révolutionnaires, que le meeting de la W. M. A. n'a pu enrayer, s'accroissent encore aux meetings de Manchester et de Peep Green. A Manchester, le 25 septembre <sup>1</sup>, dès neuf heures du matin, les délégations des villes et des villages environnants encombrèrent les rues : deux cents bannières symbolisent les aspirations et les colères chartistes : l'une retrace le massacre de Peterloo avec ces mots « le meurtre demande justice » ; une autre porte cette inscription : « plus de pigs et moins de prêtres ». Une troisième représente une tête de mort, des os en croix et une main tenant un poignard, avec ces mots : « Tyrans, voulez-vous donc nous obliger à cette extrémité <sup>2</sup> ? »

Stephens et Feargus O'Connor arrivent ensemble dans une voiture à quatre chevaux et ils sont accueillis par les applaudissements frénétiques des ouvriers dont « les figures émaciées portant la marque de leurs souffrances, les yeux creux, les joues pâles et ridées, les corps courbés et rétrécis, sont autant de témoignages vivants contre un système qui force la masse à travailler pour assurer à quelques-uns toutes les jouissances <sup>3</sup>. » Quelles inspirations les protagonistes de la force physique n'allaient-ils pas trouver, pour vivifier leurs thèmes accoutumés, dans le spectacle qui s'offrait à leurs yeux. Aussi Feargus O'Connor peut-il, tout à son aise, accuser de trahison le gouvernement whig et Stephens déclarer : « Nous sommes venus non pour parler, mais pour affirmer notre volonté et pour montrer notre force ». La pluie, qui se met à tomber pendant le meeting, ne parvient pas à calmer l'enthousiasme et la surexcitation, créés par les orateurs de la violence. Ceux-ci triomphent encore au meeting de Peep Green, entre Leeds et Huddersfield, et deux cent mille ouvriers du Yorkshire y choisissent comme représentant à la Convention Feargus O'Connor, auquel sont adjoints un négociant, Pitkeithly, de l'École de Cobbett, et l'ouvrier William Rider qui n'admet aucun tempérament entre les paroles et les actes.

Cependant les efforts de la W. M. A. étaient secondés par la B. P. U. ; les chefs de cette association essaient, eux aussi, de réagir contre l'influence de Feargus O'Connor et de ses adeptes. A Edimbourg, un meeting est organisé pour désapprouver la politique de violence ;

1. *Northern Star* du 29 septembre 1838.

2. Gammage, *op. cit.*, p. 59.

3. Gammage, *op. cit.*, p. 60.

mais, tandis que le premier meeting en faveur de la Charte avait groupé quinze mille auditeurs, celui qui vote un blâme au démagogue irlandais n'en réunit que cinq mille. Au centre même de son action, à Birmingham, la B. P. U. ne parvient pas à neutraliser l'influence de Feargus O'Connor : dans une réunion destinée à condamner la force physique et la surenchère, celui-ci vient défendre sa tactique et obtient, en faveur de la résolution présentée par lui, une importante majorité. Et il est, en effet, presque impossible pour les Chartistes de la force morale de lutter contre l'instrument tout-puissant qui assure le règne de ce despote politique : la *Northern Star*, chaque semaine, publie des éloges de plus en plus enthousiastes des hommes de violence, et des conseils de plus en plus pressants en faveur de la force physique. Bronterre, le journaliste le plus goûté des démocrates-socialistes, collabore régulièrement à cette feuille : il y développe le programme social du mouvement et y préconise les méthodes qu'il doit aux enseignements des révolutionnaires français et qui sont aussi celles de son compatriote : « Le suffrage universel serait la liberté, la prospérité et une nouvelle existence. Avec le Suffrage universel, vous obtenez un pouvoir sur les droits de possession en vertu desquels la terre est détenue et accaparée, un pouvoir sur les affaires financières du pays, un pouvoir pour créer une Banque Nationale d'émission et autant de Banques de crédit et de prêt que vous pourrez le juger à propos dans l'intérêt des ouvriers et des travailleurs de bonne volonté, un pouvoir sur l'impôt national <sup>1</sup>... Je vous adresse, mes amis et compagnons d'esclavage, une ou deux lignes hâtives, simplement pour vous rappeler la nécessité de procéder rapidement, mais avec calme et avec ordre, à votre organisation. Jusqu'à ce que vous soyez parfaitement unis et organisés de façon à être prêts pour n'importe quel genre d'action que peuvent vous imposer les hautes classes, ni vos meetings ni vos pétitions n'obtiendront même un accueil décent de la part de vos ennemis. Contre de tels scélérats, vous n'avez d'appui, mes amis, que dans votre propre force et votre courage. Soyez donc unis et bien organisés afin d'être forts et puisiez le courage dans l'exemple de vos ancêtres et dans la justice de votre cause <sup>2</sup>. » Bronterre donne bientôt aux revendications chartistes un nouvel organe dont le titre est significatif : *L'Ouvrier*,

1. *Northern Star* du 13 octobre 1838 et *Northern Star* du 6 octobre.

2. *Ibidem*.

*journal des travailleurs* <sup>1</sup>; et il conseille à ses lecteurs de signer la pétition rédigée par la B. P. U., mais en ajoutant que, s'ils n'étaient pas prêts à appuyer leurs signatures par quelque chose de plus énergique, celles-ci ne produiraient aucun effet.

La répétition hebdomadaire de tels encouragements et sous la plume d'un homme tel que Bronterre dont le prestige, depuis 1832, était grand auprès des démocrates ouvriers, devait nécessairement fortifier, dans l'esprit des masses, la croyance en l'efficacité des moyens énergiques et transformer peu à peu des tendances encore hésitantes en des certitudes inébranlables, des prédispositions encore incertaines en des forces irrésistibles.

Malgré les instances de la presse libérale et conservatrice, le gouvernement avait décidé de laisser les Chartistes user librement du droit de réunion et de libre discussion. Lord John Russel avait même déclaré à Liverpool que l'exercice de ces droits ne présentait aucun danger et que leur suspension était au contraire pleine de périls. Les exagérations de certains leaders vont bientôt amener le gouvernement à changer d'attitude et forcer son indifférence volontaire à se transformer en hostilité. Déjà, pendant les mois précédents, à côté des larges démonstrations en plein jour et à côté des réunions du soir dans les salles des clubs, il y avait eu quelques meetings à la lueur des torches; mais, à l'automne, cette forme de réunion, inventée tout d'abord sans doute pour des raisons d'économie, se généralise et, comme elle est très bien adaptée aux tendances qui mènent l'évolution, elle devient un admirable instrument d'agitation révolutionnaire. A peine sortis de l'atelier, sans même se donner le loisir de rentrer chez eux pour prendre quelque réconfort, les ouvriers s'organisaient en procession et parcouraient les rues de la ville en manifestant violemment devant les journaux hostiles ou les maisons des employeurs; et ces hommes, affamés, harrassés, couverts de sueur et de poussière, passaient en un long défilé « éclairé par les flammes rouges « des torches et formant comme un torrent de lumière qui sem-  
« blait illuminer le ciel des lueurs d'une immense cité en feu <sup>2</sup> ».

Les orateurs accoutumés de ces meetings étaient naturellement Feargus O'Connor, Peter Murray Mc Donall et Stephens; mais leurs discours variaient peu: ils n'étaient que les commentaires

1. *Northern Star*, 10 novembre 1838.

2. Gammage, *op. cit.*, p. 94.

de plus en plus violents du même thème. Stephens surtout perd toute mesure et va jusqu'à dire que les classes régnautes sont « une bande de meurtriers dont le sang doit être versé pour satisfaire à la vindicte publique ». A Hyde <sup>1</sup>, brandissant au bout de piques des bonnets rouges et portant des bannières avec des inscriptions comme celle-ci : « Ashton réclame le suffrage universel ou la vengeance universelle » ou encore : « Souvenez-vous des sanglants exploits de Peterloo », quinze mille ouvriers acclament Stephens : parlant du Factory System, le jeune prophète chartriste déclare que « les titres de propriété de M. Howard sont inscrits en lettres de sang sur chaque brique et sur chaque pierre de sa fabrique » ; il attire l'attention de ses auditeurs sur les garde-manger et les celliers des riches et leur dit que, s'ils sont privés du nécessaire et du bien-être auquel leur travail leur donne droit, ils ne commettront aucun crime, mais ils accompliront un acte conforme à la loi morale en prélevant leur nécessaire et leur bien-être sur le superflu de leurs oppresseurs. A l'appui de ces paroles il cite le huitième commandement de l'Écriture Sainte : le « Tu ne voleras pas » impose un devoir égal à tous ; dans l'œuvre du pillage, les riches sont les agresseurs, car ils ont su dans les formes légales dérober aux pauvres le produit de leur travail honnête. Prendre aux classes possédantes leurs richesses mal acquises et leur superflu, ce n'est là rien qu'un acte de justice morale et la reprise absolument légitime de ce qui leur appartient. Permettre aux riches de conserver la possession de la richesse qu'ils ont injustement enlevée à leurs esclaves réduits à la misère, c'est sanctionner la pire des révoltes contre Dieu, c'est une trahison contre l'humanité. Se grisant de ses propres paroles, Stephens conseille à ses auditeurs de se munir d'un large couteau qui ferait très bien pour découper une tranche de bacon ou pour transpercer l'homme qui leur résisterait. Il leur demande s'ils sont prêts et s'ils sont armés ; deux ou trois coups de feu répondent : « Est-ce là tout ? » réclame Stephens et c'est alors une volée de coups de feu. Il demande ensuite à ceux qui veulent acheter des armes de lever la main, toutes les mains se lèvent et de nouvelles décharges ont lieu. Il leur dit de se procurer des fusils, des pistolets, des épées, des piques et tous les instruments « qui prononceront de plus tran-

1. Le 14 novembre, Gamage, p. 95 et 97.

chantes paroles que la bouche » ; sur quoi Stephens ajoute : « Je vois que tout va bien et vous souhaite bonne nuit. » Le 28 décembre, il est arrêté, et le martyr, que la cause chartiste a désormais en lui, va servir, mieux encore que l'orateur passionné, l'évolution vers la violence.

En présence des provocations auxquelles se livraient les apôtres de la force physique et dont les meetings à la lueur des torches étaient l'occasion, le gouvernement s'était décidé à faire afficher une proclamation déclarant ces meetings illégaux. Par cette politique nouvelle, le gouvernement allait contribuer lui-même à l'évolution du Chartisme en rendant plus difficile aux modérés leur attitude pacifique : il mettait ceux-ci dans la presque impossibilité de résister aux passions surexcitées par l'interdiction d'une forme de meeting très populaire ; il donnait aux leaders de la force physique un argument très fort à faire valoir auprès des masses pour les persuader qu'en présence de la persécution, en présence de cette dénégation du droit de réunion, la politique de la force morale était une duperie et que les Chartistes n'avaient plus qu'une ressource, celle d'user du droit qui leur était donné par la Constitution. L'appel aux armes et l'insurrection devaient donc apparaître comme la résultante logique des actes du gouvernement qui se préparait non seulement à interdire certaines manifestations, mais à sévir. Moins prudent que Feargus O'Connor qui, craignant sans doute les conséquences personnelles, avait conseillé d'abandonner temporairement les meetings à la lueur des torches, Stephens avait dénoncé la proclamation comme « une insulte au peuple opprimé » et comme entièrement déstituée de force légale. Aussi un ordre d'arrestation avait-il été lancé contre lui pour avoir assisté à ces meetings illégaux et pour y avoir prononcé des paroles séditieuses.

L'arrestation de Stephens soulève l'indignation des ouvriers qui l'aiment et le regardent comme le premier martyr de la cause chartiste. A Manchester, le jour de son interrogatoire, dès qu'il paraît, il est l'objet d'une ovation qui dégénère bientôt en tumulte et menace de devenir une véritable émeute. Pendant l'interrogatoire, le vacarme est tel que les magistrats se voient obligés de prier Feargus O'Connor d'user de son influence pour apaiser la foule. Alors le démagogue irlandais, tout fier du rôle qu'il va jouer, s'approche d'une fenêtre et fait avec la main un signe pour demander

silence : la foule furieuse l'accueille par des applaudissements et lui obéit immédiatement : Feargus O'Connor parle et facilement il calme la populace en lui promettant que justice sera rendue à l'objet de son adoration. Le soir, Feargus O'Connor parle encore dans une grande réunion publique et déclare que le peuple remportera une victoire rapide sur ses ennemis, sur ses oppresseurs : il dit l'amour et le respect qu'il a lui-même pour Stephens : Celui-ci, assure-t-il, ne sera pas condamné, son crime n'est pas passible de la transportation ; mais, Feargus affirme que, si les tyrans abusent de leur autorité, jamais il ne laissera transporter le corps de Stephens sur le navire tant qu'on n'aura pas foulé aux pieds son propre corps inanimé ; et, par de tels propos, le « hâbleur irlandais » se sert de Stephens pour accroître sa popularité.

Au reste Feargus O'Connor est infatigable ; son activité est extraordinaire. Du 18 décembre au 15 janvier, si l'on en croit ses déclarations au meeting de Leeds, il a pris part à Londres, à Bristol, à Manchester, à Greenfield, à Bradford, à Leeds, à Newcastle, à Carlisle, à Glasgow, à Paisley et à Edimbourg, à vingt-deux grands meetings, après avoir franchi 4.500 milles, partout acclamé et partout accueilli par des applaudissements enthousiastes<sup>1</sup>. Feargus O'Connor est en fait le maître de la situation et il va décider des destinées du Chartisme en asservissant par sa tyrannie le mouvement à une politique ambiguë : la meilleure définition de son attitude est celle que lui-même donna de cette politique dans son discours d'Edimbourg reproduit par la *Northern Star* du 12 janvier : « Je suis accusé d'avoir poussé le peuple à employer la violence et la force. Mais je défie tout homme de poser le doigt sur une seule ligne de mon écriture en faveur de la force brutale pure et simple. J'ai continuellement déclaré que l'homme qui discipline la force brutale détruit la force brutale. J'ai continuellement affirmé que la force morale est suffisante pour réaliser toutes nos intentions. Je vous ai dit de conquérir le suffrage universel par la force morale, si c'était possible, et les moyens pacifiques sont assez efficaces pour l'obtenir ; mais, si les moyens pacifiques ne vous le donnent pas, arrachez-le ou mourez dans cet effort. (*Applaudissements.*) C'est à la cause des vestes de futaine, des mains calleuses et des mentons non rasés que j'ai consacré mes énergies et j'ai

1. *Northern Star*, 19 janvier 1839.

dépensé pour elle plus d'argent et sacrifié plus de temps, de santé et de fortune, qu'aucun autre homme en Angleterre. (*Applaudissements.*) Nous avons été dénoncés comme des anarchistes et des révolutionnaires, comme des incendiaires et des héros du poignard et de la torche; mais, pendant les sept années que j'ai lutté pour la cause des classes laborieuses, il n'est pas arrivé le moindre dommage à une seule personne ou à une seule propriété, sur mon avis ou sur mon conseil. (*Bruyants applaudissements.*) Pourquoi m'injurient-ils? Parce que je ne vous ai pas poussés à des actes incendiaires et que je n'ai pas précipité le pays dans une guerre civile. (*Écoutez, écoutez.*) J'ai trop le respect de la propriété, de votre propriété, de votre travail pour vous donner de tels avis ou vous conseiller une ligne de conduite qui puisse vous amener à de tels résultats. (*Applaudissements.*) En réclamant le suffrage universel, je désire rendre la propriété plus sûre et assurer aux producteurs de toute la richesse une influence et une part dans la disposition et la distribution de ce qu'ils ont créé de leurs propres mains, de ce qu'ils ont tiré de leur sang, de leur moëlle et de leurs nerfs. (*Bruyants applaudissements.*) John de Greenfield a dit que toute l'étoffe du monde était faite pour les hommes du monde entier et je suis tout à fait de l'opinion de John de Greenfield. (*Écoutez, écoutez.*) J'aspire à une plus loyale et plus juste répartition du bien-être et du bonheur. (*Applaudissements.*) Les propriétaires et les manieurs d'argent ont promulgué des lois pour piller les travailleurs et ils ont partagé entre eux les produits de la terre et du travail de millions d'hommes. (*Écoutez, écoutez.*) Ils se sont fait du suffrage une arme de classe et ils s'en sont servis pour voler le peuple. Maintenant je désire que vous obteniez le suffrage universel non pas pour les voler, mais pour vous protéger. (*Écoutez, écoutez.*) Ils disent que nous voulons détruire la propriété, que nous voulons renverser le trône et raser la chaumière; mais je désire voir le trône appuyé sur l'affection du peuple et faire de la chaumière la demeure de la paix, du bien-être et du bonheur. (*Bruyants applaudissements.*) Si c'est une trahison, alors je me glorifie de cette accusation. (*Nouveaux applaudissements.*) Qu'est-ce qui appuie le trône, sinon la chaumière; et qui peut lui donner sa stabilité, sinon l'affection du peuple? (*Écoutez.*) Quelques personnes vous diront que vous vous battez pour une ombre; mais ceux qui parlent ainsi sont ceux qui y ont un solide bénéfice et qui



récoltent encore une moisson de richesses en vous empêchant de conquérir cette ombre. (*Écoutez, écoutez.*) Le suffrage du maître de maison et l'abrogation des lois sur le blé ne sont que des ombres, comparés avec ce pour quoi nous combattons. Le suffrage du maître de maison priverait de leur droit de vote tous les serviteurs, les employés du gouvernement, l'armée et la marine, ce qui provoquerait du mécontentement et un soulèvement, tandis que le suffrage universel réglerait la question sur-le-champ et satisferait les revendications de tous. (*Applaudissements.*) L'abrogation des lois sur le blé serait au seul avantage des manieurs d'argent. Mais je souhaite le suffrage universel pour que les avantages qui résulteront nécessairement de l'abolition des lois restrictives et des monopoles (*Écoutez, écoutez.*) se fassent sentir par l'amélioration de la condition du peuple et le progrès de son bonheur. Je livre le combat pour le travail. Je demande la protection pour cette forme de propriété trois fois sacrée qui en a le besoin le plus urgent, mais qui en est à présent totalement dépourvue. Le suffrage universel peut seul lui procurer cette protection. (*Bruyants applaudissements.*) Si nous ne demandons que le suffrage du maître de maison<sup>1</sup>, nous n'obtiendrons rien. La même agitation qui a amené le bill de réforme aurait amené le suffrage universel; mais les hommes — les whigs — qui devaient profiter de cette mesure ne combattaient que pour eux-mêmes; bien qu'ils aient employé votre force physique contre leurs prédécesseurs pour obtenir cette mesure, ils n'avaient pas de sympathie pour vous, et ils sont maintenant vos ennemis les plus acharnés. Ils commencent maintenant à s'apercevoir que vous êtes ignorants. Je ne sais pas si ceci peut s'appliquer à l'Écosse. John de Greenfield disait encore une chose excellente à ce propos: « Je ne peux pas faire un soulier, disait-il, mais je sais quand il me gêne. » (*Rires.*) Eh bien! si vous ne pouvez pas faire les lois vous-mêmes, vous savez quand elles sont à votre détriment. Vos ancêtres ont été privés de leurs droits parce qu'ils étaient ignorants; vous l'êtes parce que vous êtes ignorants et vos enfants le seront parce qu'ils sont ignorants aussi. La race humaine ne doit-elle jamais faire de progrès en instruction? Et, parmi tous les perfectionnements des temps modernes, la vapeur, la navigation, le machinisme et les chemins de fer, des milliers d'êtres resteront-ils stationnaires

1. *Household Suffrage*, le suffrage de l'habitant, traduit M. Esmieu.

et incapables de désigner parmi eux des législateurs pour régler leurs propres affaires ? C'est contre cette injustice systématique que je combats. Cette cause est celle de milliers de travailleurs et je suis prêt à la défendre avec eux. S'ils ne me soutiennent pas, je tomberai victime de la tyrannie d'un gouvernement cruel et persécuteur ; mais je n'ai pas peur. J'arrive à la défense de M. Stephens... »

Par des discours tels que celui d'Édimbourg, Feargus O'Connor, sans jamais se compromettre, ni se découvrir complètement, précipite implacablement l'évolution du Chartisme. Son prestige est considérable auprès des auditoires ouvriers qu'il séduit par sa verve tour à tour familière et grandiloquente : grâce à son activité infatigable, il étend partout son influence ; et, par sa présence multipliée, il neutralise les efforts opposés de la W. M. A. et de la B. P. U. ; car il est toujours sûr par ses promesses, par ses fanfaronnades et par ses accusations fantaisistes d'avoir toujours raison même contre la raison et le bon sens. Même absent, il agit par la *Northern Star* qui lui permet, sous le couvert de l'anonymat, de jeter le discrédit sur tous les chefs qui ont quelque indépendance ou qui ont l'audace de le contredire. Son insincérité lui est une arme excellente pour ruiner les hommes les plus honnêtes et les plus loyaux ; il dénigre et il accuse sans avoir à se préoccuper en aucune façon de la vérité de ce qu'il avance ; il ne tient pas compte de ce que ses adversaires peuvent répondre pour se justifier, et c'est par une nouvelle accusation de trahison qu'il se contente de prouver le bien fondé de ses premières attaques. C'est là notamment le procédé qu'il emploie contre les hommes de la W. M. A. Dans une lettre à John Fraser, secrétaire de l'association radicale d'Édimbourg, Feargus O'Connor accuse la W. M. A. d'avoir inspiré au Parlement l'idée d'une enquête sur les agissements des Trade Unions et il dit que « le premier pas dans cette voie mortelle a été fait par la London Working Men's Association ». Comme cette association adresse à la *Northern Star* une lettre pour rectifier les faits avancés par ce journal, Feargus se contente d'y répondre d'une façon évasive, de menacer la W. M. A. et de déclarer « que nous l'écraserions ou qu'il anéantirait notre association <sup>1</sup> ».

1. Lovett, p. 159 à 162. Un comité parlementaire fut nommé en février 1838 pour faire une enquête sur les effets du *Combination Act* et les agissements des Trade Unions ; celles-ci nommèrent de leur côté des Comités locaux et un Comité général dont William Lovett était le secrétaire ; les Comités devaient suivre l'enquête pour qu'elle fut faite avec impartialité.

La lettre que la W. M. A. écrivit à cette occasion trace de Feargus O'Connor un portrait : c'est un jugement très équitable de celui qui a jeté les semences de sa folie dans les rangs des ouvriers chartistes : « Mais votre propre moi plein de vanité aspire à la souveraineté — il faut absolument que vous soyez le *Leader du Peuple* — et, dès que nous avons pris la résolution de former une association d'ouvriers et que nous avons fait appel aux ouvriers eux-mêmes pour administrer leurs propres affaires, décidés à nous passer de tous les directeurs de conscience sociale de toutes espèces et qualités, nous vous avons eu contre nous et nous avons eu constamment armés contre nous les *patriotes qui partagent vos sentiments*. Vous avez fait trois ou quatre tentatives pour organiser à Londres des associations où vous puissiez être le *Leader*, ne souffrant pas que les ouvriers pussent oser s'aventurer à penser d'après des principes, au lieu de suivre les directions des idoles populaires. Vous avez fait faillite dans toutes vos tentatives ; vous avez baptisé des réunions publiques du nom de « Grandes Associations » pour les adapter à vos projets ; vous vous êtes créé vous-même « le missionnaire de tous les radicaux de Londres » et vous n'aviez pour seuls commettants que vos propres vantardises pleines de présomption. Vous êtes « le fondateur des associations radicales » : que le ciel épargne votre ignorance et efface le souvenir de Cartwright, de Hunt et de Cobbett. Vous dites à la province que vous seul avez organisé les radicaux de Londres et vous dites aux Londonniens les merveilles que votre génie a accompli en province. Vous colportez votre renommée partout et dans toutes les occasions pour plonger dans l'ombre tous les autres topiques ; vous êtes le grand « *Je Suis* » en politique, la grande personnification du radicalisme — Feargus O'Connor. Est-ce que l'idolâtrie de soi-même peut aller, sans honte, plus loin que vous dans votre article de la semaine dernière ? Les ouvriers de Londres s'étaient réunis pour entendre les rapports des délégués de Glasgow ; leur récit éloquent et pathétique détruisit immédiatement les préjugés créés par une presse corrompue. Vous, vous avez pénétré en intrus dans ce meeting, violant une décision par laquelle seuls les membres des sociétés ouvrières auraient droit à la parole. Dans votre compte rendu rédigé tout exprès, votre sympathie pour les fileurs de coton a consacré à peu près une douzaine de lignes à ce que tous les autres ont dit et à peu près trois colonnes à votre propre discours avec des développements dont vous n'avez pas eu le

courage de souffler mot au moment opportun, bien que vous ayez eu la vanité de les insérer dans votre journal. Nous vous prions de vous rappeler que ces sentiments ont été produits par votre attaque calomniatrice contre nous : vous voudriez faire croire, à notre détriment, que nous avons lésé les intérêts des ouvriers parce que nous avons choisi un autre chemin que vous. Mais l'avenir montrera et les événements bientôt détermineront où se trouvent leurs vrais amis ; si ce sont « les leaders » du peuple qui font violemment appel aux passions des masses, la bouche pleine de menaces, ne parlant que de flammes et d'épées, ou ceux qui cherchent à réaliser l'union des ouvriers en la fondant sur les principes d'instruction et de tempérance et l'administration de leurs propres affaires. »

William Lovett a très bien marqué dans ce morceau l'opposition des deux tendances et le conflit des deux politiques : il a parfaitement défini la politique de ceux qui prétendaient faire l'éducation de la classe ouvrière et réaliser l'union des travailleurs, en la fondant sur le gouvernement de soi-même et de ses propres affaires, en face de « ces conseillers insensés qui par des appels furieux aux passions de la multitude excitaient les démons de la haine du préjugé et de la discorde ». Le secrétaire de la W. M. A. a été un observateur exact lorsqu'il a vu dans l'orgueil de Feargus O'Connor le trait dominant de sa personnalité ; et sans doute a-t-il senti le danger que pouvait faire courir au mouvement l'infatuation de celui qui écrivait sa propre apologie dans la *Northern Star* du 4 mai 1839 : « En septembre 1835 j'eus l'honneur d'être l'organisateur des associations radicales, originales en ceci qu'elles avaient la ferme résolution de se séparer à la fois des whigs et des torys et d'agir pour notre propre compte. Pendant l'hiver de 1835, je quittai Londres chargé de la mission d'établir des associations provinciales dans le Nord. Le cri des classes ouvrières était invariablement « ne nous séparez pas des whigs » ; comme c'était là mon but principal, j'eus à lutter contre des montagnes de difficultés. A cette époque il n'y avait rien de pareil à un meeting radical organisé pour s'occuper exclusivement de projets radicaux. Cependant beaucoup attendaient avec une anxiété haletante les changements annoncés et, comme le temps passait en vain et sans résultats, l'espoir s'affaiblissait. Pendant l'hiver de 1836, j'allai en Écosse et j'y installai plusieurs associations radicales. » La vanité personnelle aveuglait-elle Feargus O'Connor au point de lui donner l'illusion d'être le créa-

teur d'un mouvement dont il a fait servir la force à ses desseins ambitieux après l'avoir arraché par le mensonge et par la ruse aux mains de ses véritables initiateurs ?

La seule action de Feargus O'Connor aurait peut-être suffi à annihiler, grâce à des procédés sans scrupules, l'influence modératrice et pondérée de Lovett et de ses amis. Mais cette action était encore renforcée par celle des surenchéristes, les Peter Bussey, les Neeson, les Rider, les Richardson : George-Julian Harney, plus que tout autre, mettait son point d'honneur à dépasser Feargus O'Connor par la violence de sa parole. Comme la Convention allait s'ouvrir, le grand meeting de Derby offrit à Harney l'occasion de montrer qu'il était capable d'égaliser le grand promoteur dont la réputation et les succès devaient hanter une âme pleine d'envie, de fiel et de vanité. Le discours de Derby, prononcé au commencement de février<sup>1</sup>, complète le discours d'Edimbourg prononcé le mois précédent : l'un et l'autre donnent une idée exacte de l'action exercée par les démagogues et des paroles que les auditeurs chartistes attendaient d'eux. Le discours de Derby est aussi une remarquable manifestation de l'état d'esprit existant parmi les populations ouvrières du Nord. Lorsqu'il le prononce, George-Julian Harney vient de voyager et de porter la bonne parole à travers le Northumberland, le Durham, le Cumberland, le Lancashire et le Yorkshire : il fait le compte rendu de ce qu'il a vu : les populations ouvrières sont prêtes à un mouvement révolutionnaire.

« Je reviens regarder les tyrans en face dans la fière attitude d'un leader du peuple, comme un des chefs choisis par les braves ouvriers du Nord. Je me présente aujourd'hui devant vous comme délégué auprès de la Convention nationale par la ville de Norwich, les pays de Northumberland et de Durham et d'une partie du Cumberland ; et je viens, mes amis, pour vous dire quelle est la situation actuelle du Nord de l'Angleterre. Certes, les tyrans Whigs et Torys, à l'idée des meetings, peuvent trembler et craindre que ce soit le prélude qui amènera les hommes de Derby à prendre cette attitude triomphante de défi vis-à-vis de leurs oppresseurs que les hommes du Nord ont déjà prise. *Applaudissements.* Les tyrans peuvent affecter de nous mépriser ; mais au fond de leur cœur ils tremblent. J'ai vu aujourd'hui les seigneurs de la boutique de Derby à leurs fenêtres

1. *Northern Star*, 9 février 1839.

et sur leurs portes, affectant de se moquer parce que nous, les pauvres, nous, les opprimés, nous qui avons trop longtemps souffert, nous n'avons pas déployé la bannière de soie et la devise dorée. Je conseille à ces vautours, à ces enrichis, à ces ignorants seigneurs de la boutique, de veiller à leur caisse, de courir à leur comptoir, de flatter leurs aristocratiques patrons, de ramper et de se traîner vers eux ; mais de ne pas nous railler, nous qui avons trop longtemps souffert leurs railleries, ou qu'ils en supportent les conséquences. Le jour de la rétribution arrivera plus tôt qu'ils ne pensent. Le jour de Noël dernier, ce jour où, suivant les livres sacrés, le rédempteur de l'humanité est né, ce même jour, j'ai groupé dans les rues de Newcastle-upon-Tyne cent mille braves ouvriers du Nord ; et ce jour-là, comme aujourd'hui, nous avons élevé nos voix vers le ciel de Dieu, nous avons juré par nos foyers et par nos autels, nous avons juré par nos femmes et par nos enfants, nous avons juré, par le Dieu de nos ancêtres, le serment d'hommes résolus à ne pas être esclaves plus longtemps. Nous avons juré de vivre libres ou de mourir. J'ai visité beaucoup de villes d'alentour dans le Northumberland et le Durham, j'ai visité les braves mineurs des bords de la Tyne ; et je vous affirme, mes amis, que les mains qui manient la pioche pourront au besoin manier la pique et le sabre. Je vous dirai comme une preuve de l'esprit qui anime ces districts qu'avant la manifestation du jour de Noël, le bruit courut que le meeting projeté serait interrompu par des soldats comme dans une occasion précédente. Les villages voisins envoyèrent leurs délégués au conseil politique de Newcastle pour savoir si les hommes de ce district étaient décidés à apporter leurs armes avec eux, le jour de ce meeting. (*Applaudissements.*) En outre, quand la nouvelle de l'arrestation de notre glorieux avocat Stephens arriva dans le Northumberland, le soir même les habitants s'assemblèrent au clair de lune ; et le jour suivant (un dimanche) ils envoyèrent leurs délégués au conseil pour savoir s'ils devaient commencer. (*Applaudissements.*) Mais le mot d'ordre des leaders leur fit défaut ; et pourtant le peuple aurait alors frappé un tel coup qu'il aurait fait trembler les despotes et se courber les tyrans.

En quittant ces districts, j'ai visité le Cumberland et, à Carlisle, j'eus l'honneur de faire un discours qui, Dieu soit loué, effraya les seigneurs de la boutique. A Dalston, dans le Cumberland, j'ai assisté à un meeting convoqué par le tambour et par le fifre.

Un homme marchait en tête, sabre en main, et un autre fermait la marche avec son fusil. Arrivés à l'entrée d'une rue, celui qui était à l'arrière-garde déchargea son fusil et celui qui était à l'avant-garde proclama, en brandissant son sabre, que le meeting aurait lieu à telle place, à telle heure, et les hommes qui vinrent au meeting y apportèrent leurs gourdins et leurs couteaux à pain et à fromage. C'est la vraie manière de convoquer et de tenir les meetings. Croyez-moi, il n'y a pas d'argument pareil au sabre et un fusil est sans réplique. (*Applaudissements.*) J'ai également visité le Lancashire et le Yorkshire et je vous dis, mes amis, que Peterloo n'a pas eu lieu en vain, que le Factory System et la New Poor Law ont partout fait leur ouvrage ; le peuple est enthousiaste et résolu. J'ai visité Manchester, Preston, Bury, Ashton, Stalybridge, Leigh, Bradford et plusieurs autres villes. A Ashton et à Stalybridge, je suis entré en rapports avec les partisans dévoués de Stephens. J'ai constaté que son troupeau non seulement l'aime, mais l'adore et déclare à ses oppresseurs que ces hommes, oui, et que ces femmes aussi, qui adorent ce juste, répandront le plus pur de leur sang avant de permettre qu'il soit sacrifié. (*Applaudissements.*) Hommes de Derby, femmes de Derby, vous défendrez de même votre bien-aimé Stephens. (*Cris de : nous le ferons.*) Si vous le voulez, alors poussez pour lui trois chaleureux vivats. (*Trois vivats enthousiastes sont poussés.*) C'est bien. Je pense que vous voulez le défendre? Mais comment le défendre? Je vais vous le dire. Vous donnerez généreusement votre argent pour le soutenir, pour lui permettre de confondre l'oppresseur devant le tribunal et alors, avec l'aide de Dieu, il triomphera de ses ennemis. Si on ne le remet pas en liberté, on l'y remettra quand même; car, si l'argent échoue, nous essaierons de la fourche et, si l'or nous trahit, nous essaierons la vertu de l'acier. (*Cris enthousiastes.*) Nous nous sommes réunis aujourd'hui pour réclamer nos droits; nous sommes assemblés ici pour dire à nos tyrans qu'ils ne nous tyranniseront pas plus longtemps. Nous demandons le Suffrage universel parce que nous croyons que le Suffrage universel nous procurera le bonheur universel. Car le bonheur universel existera ou nos tyrans éprouveront à leurs dépens que nous aurons le malheur universel. (*Applaudissements.*) Nous voulons avoir des foyers heureux et des églises libres, ou, par le Dieu de nos pères, nos oppresseurs partageront la misère

que nous avons supportée trop longtemps. (*Applaudissements.*) L'aristocratie et les seigneurs de la boutique disent que le système fonctionne bien : permettez-moi d'exposer le fonctionnement du système. Dans le *Mercury* de Derby de la semaine dernière, je trouve sous le titre de *Police* qu'un homme du nom de Thomson Williamson fut conduit devant les magistrats sous l'inculpation de mendicité dans les rues. Il paraît qu'il avait déjà été accusé précédemment du même délit, c'est-à-dire qu'il était coupable d'avoir eu faim, qu'il avait commis le crime de porter un habit en mauvais état, de n'avoir pas de souliers et, comme Jésus-Christ, de n'avoir pas un oreiller pour reposer sa tête. Il avait été emprisonné pour ces crimes et, le croiriez-vous, mes amis ? cet audacieux criminel fut convaincu d'avoir commis le crime d'avoir eu faim le jour de sa sortie de la prison, comme il avait eu faim le jour de son entrée. (*Applaudissements ironiques.*) Le *Derby Mercury* raconte que les magistrats l'ont déclaré coupable en qualité de misérable et de vagabond et l'ont condamné aux travaux forcés dans une maison de correction (*Honte*) pendant six semaines. Mes amis, nous demandons le suffrage universel parce que c'est notre droit, et non seulement parce que c'est notre droit, mais parce que nous croyons qu'il donnera la liberté à notre pays et le bonheur à nos foyers. Nous croyons qu'il nous donnera du pain, du bœuf et de la bière... Je répète que nous sommes pour la paix, mais justice doit nous être rendue. Nous devons obtenir nos droits rapidement, paisiblement si nous le pouvons, par la force s'il le faut. (*Bruyants applaudissements.*) L'absence du suffrage universel a permis pendant assez longtemps à nos oppresseurs de nous écraser. L'absence du suffrage universel a permis aux horreurs du Factory System de durer si longtemps ; ce système sanguinaire qui déforme le corps et déprave l'esprit de nos enfants. O ! vous, millionnaires et seigneurs de l'usine, comment répondrez-vous de tous les meurtres que vous avez commis ? Comment répondrez-vous devant le trône de Dieu de vos crimes contre l'humanité ? L'absence du suffrage universel a permis aux whigs et aux torys de forger cette loi sanguinaire la *New Poor Law*. La nouvelle loi des pauvres est la première étape dans l'application du système philosophique par lequel les whigs et les libéraux malthusiens espèrent gouverner l'Angleterre. Oui, mes amis, un hideux coquin a osé, sous la signature anonyme de Marcus, proposer que votre



troisième ou quatrième enfant vous soit enlevé et qu'il soit étouffé par un certain gaz ; et le misérable appelle cela « la mort sans souffrance ». Je souhaiterais que M. Marcus fût ici. *Cris de oui ! oui, mon garçon !* Si la loi sanguinaire de M. Marcus était appliquée, il ne faudrait plus qu'un pas pour compléter le système, et ce serait une loi qui permettrait aux millionnaires et aux seigneurs de l'usine de vous mettre à mort quand vous serez épuisés, de vous abattre comme des chiens enragés quand vous ne leur serez plus d'aucune utilité *Cris de jamais !*, mais jamais cela ne sera, nous ferons de notre pays un vaste désert de désolation et de ruines plutôt que de permettre aux tyrans d'appliquer leur infernal système. *(Applaudissements. Cris de : nous le ferons !* Je demande de nouveau ce que nous réclamons. Nous réclamons que chaque homme puisse avoir sa femme et chaque femme son mari ; nous demandons que chaque jeune homme puisse avoir sa jeune fille et chaque jeune fille son jeune homme. Nous demandons que le mari puisse faire vivre sa femme dans le bien-être sans l'envoyer aux maudites ; *(Écoutez, écoutez !)* qu'il puisse élever ses enfants à son propre foyer, sans les envoyer dans ces trous d'enfer, les fabriques. *(Applaudissements.)* Nous réclamons un état de choses dans lequel tout jeune homme pourra, sans crainte de l'avenir, prendre une femme et accomplir les lois de la nature et de Dieu. C'est une misérable brute, un mal-propre coquin, l'homme qui me dit que je n'ai pas le droit de prendre une femme parce que je suis trop pauvre pour l'entretenir. Si quelque homme devrait être privé de sa femme, ce serait l'homme riche qui a le moyen d'en entretenir d'autres et qui le fait en général. Hommes de Derby, nous voulons avoir nos femmes et nos fiancées et au besoin nous les défendrons avec nos bras droits, avec le meilleur sang de notre cœur. *Applaudissements.* Je vous ai donné à comprendre que les hommes du Northumberland sont armés, je vous invite à suivre leur exemple. » *(Nous le ferons.)*

« Nous croyons que le suffrage universel nous donnera de la bière, du pain et du bœuf. Le suffrage universel procurera le bonheur universel : le bonheur universel existera ou nos tyrans, nos oppresseurs partageront la misère que nous avons supportée trop longtemps », telles étaient les promesses en lesquelles les masses ouvrières avaient une absolue confiance. « Croyez-moi, il n'y a pas d'argument pareil au sabre, et le fusil est sans réplique », tels étaient les conseils que donnaient à leurs auditeurs les chefs

chartistes les plus écoutés. « Le peuple est enthousiasmé et résolu, il s'arme et il est prêt à essayer la vertu de l'acier », tel était le réel état d'esprit des populations laborieuses dans les districts industriels au commencement de février 1839. Aussi, lorsque le 4 de ce mois la Convention chartiste s'ouvre à Londres, l'évolution du réformisme à la violence semble presque achevée et les deux idées qui doivent dominer les débats du Parlement ouvrier sont la force physique et la grève générale. Mais les chartistes de la force morale sont en majorité à la Convention ; Lovett est décidé à résister de toute son énergie aux tendances nouvelles qu'il a vu s'affirmer et grandir à l'encontre de ses propres efforts, il n'a pas perdu tout espoir de faire adopter à la Convention une politique de sagesse. Seulement c'est en vain qu'il luttera et il ne fera que retarder le triomphe complet de la méthode révolutionnaire : les forces déchainées par les paroles de violence et les promesses de surenchère, après trois mois de discussions intérieures, entraîneront William Lovett lui-même.

### III

« Un de mes amis vint me prendre et nous nous rendîmes dans Fleet Street à la salle où la Convention Nationale tenait ses réunions. L'entrée a, sans nul doute, été fréquemment l'objet des plaisanteries des Torys de la noble Chambre ; — ils ont tant d'esprit ! — Elle n'est pas effectivement très pompeuse ; — dans un des petits passages sales et étroits de Fleet Street, est un cabaret de mesquine apparence ; dans le cabaret, un garçon vient vous demander si vous désirez un pot de bière ; — au ton dont vous lui répondez il reconnaît le motif qui vous amène, et si vous lui donnez le mot de passe, il vous conduit par une arrière-boutique, une petite cour et un long corridor, à la salle de réunion ; — mais qu'importe le lieu ? c'était aussi dans des cryptes, — dans les caves et les cavernes que les premiers apôtres réunissaient les chrétiens ! et leurs paroles étaient plus puissantes que la force des Césars. . . . Mon ami fait demander Messieurs O'Brien et O'Connor ; — ces Messieurs viennent ; — je leur suis présentée et ils m'introduisent dans la salle, où personne n'est admis que sur la présentation de deux membres. Toutes ces sages précautions n'empêchent pas que les espions se glissent au sein de l'assemblée. D'abord je fus frappée de l'expression des

physionomies ; je n'avais encore vu, dans les réunions anglaises, que des figures d'une fatigante uniformité sans caractère qui les fit retenir et comme jetées dans le même moule. — La, au contraire, chaque tête représentait une individualité tranchée : — il s'y trouvait environ trente ou quarante membres de la Convention Nationale et à peu près autant de spectateurs sympathiques : ces derniers étaient de la classe ouvrière, presque tous jeunes. — Je remarquai quatre ou cinq ouvriers français et deux femmes du peuple. — Point d'interruption, de chuchotements ni de causeries particulières comme dans la Chambre de *leurs seigneuries*. Chacun prêtait une attention soutenue, suivait le débat avec intérêt. — L'orateur introduisait parfois, selon l'habitude anglaise, des plaisanteries bouffonnes qui provoquaient le rire. — O'Connor parle avec feu, énergie : il est brillant, il anime, il entraîne. — O'Brien se fait remarquer par la justesse de ses raisonnements, sa lucidité, son sang-froid et sa connaissance approfondie des événements passés. — Le Dr Taylor est enthousiaste, fougueux, c'est le Mirabeau des Chartistes. Ces trois hommes peuvent, avec Lovett, être considérés comme les chefs actuels du peuple <sup>1</sup>. »

Ce sont bien là les hommes dont l'influence sera prépondérante sur la Convention : ils vont avoir à choisir entre les deux méthodes qui partagent les Chartistes ; leur attitude semble devoir fixer celle du Parlement ouvrier. Celui-ci, cédant aux injonctions des Démagogues et s'abandonnant à la pente vers laquelle incline le Chartisme, entrera-t-il résolument dans les voies de la violence ? Ou au contraire, déterminé à sauvegarder son indépendance et la légalité de ses actes, va-t-il résister aux tendances prédominantes, rompre avec les promesses de surenchère, et remonter le courant des passions populaires ? La Convention va-t-elle recevoir d'elle-même ou du dehors ses propres directions ? Il peut sembler que cette option est laissée à la sagesse ou à la liberté de quelques hommes qui sont les chefs incontestés des Chartistes : mais une option quelconque est-elle possible dans un parlement aussi directement issu des masses et dans des circonstances où une politique constante et sage se heurte à l'ivresse révolutionnaire ? En fait, les destinées du mouvement sont déjà tracées et la liberté des Conventionnels n'est plus entière : les leaders ne sont plus les maîtres d'imprimer au mouvement leurs volontés et leur action est conditionnée par leur attitude antérieure : les paroles prononcées.

1. Flora Tristan, *La Ville Moustre*, 2<sup>e</sup> édition, 1842, chapitre v : Les Chartistes.

les promesses et les menaces prodiguées par entraînement ou par flatterie démagogique, les lient et ils devront tenir compte de la pression de l'extérieur, c'est-à-dire des forces qu'ils ont déchaînées. Les modérés eux-mêmes seront obligés de subir l'irrésistible contagion des sentiments populaires et de s'incliner devant les méthodes qu'ils n'ont pas su combattre efficacement. La Convention va présenter le spectacle d'une évolution semblable à celle qu'a manifestée l'histoire du mouvement pendant les deux années précédentes<sup>1</sup>.

Les impressions de Flora Tristan permettent d'évoquer la Convention chartiste qui tient sa première séance, le 4 février, au British Coffee house, Cockspur Street, mais qui se réunit ensuite dans la salle de Fleet Street, décrite par l'auteur de la *Ville Monstre* : Soixante Conventionnels sont présents et, parmi eux, on remarque trois magistrats, six éditeurs de journaux, un ministre de l'Église d'Angleterre, un ministre dissident, deux médecins : les autres sont des boutiquiers, des commerçants et des ouvriers. Hugh Craigh Bailie, le délégué d'Ayrshire, préside et le *Parlement du Peuple* s'ouvre par cette prière du Dr Wade, qui « semble faire une impression profonde sur l'assemblée » : « O Dieu, créateur et protecteur de l'humanité toute entière, nous t'offrons nos plus humbles et nos plus ardents remerciements pour les grâces que tu as répandues sur cette terre autrefois heureuse. Fais, Dieu des nations, que la folie et la perversité de nos dirigeants ne privent pas plus longtemps le pauvre des biens de la vie et ne refuse à ton peuple aucun de ses droits sociaux ou politiques<sup>2</sup>. »

1. La source principale est ici *La Northern Star*. *La Northern Star* donne chaque semaine le compte rendu des séances de la Convention : les récits de Gammage sont tout entiers empruntés à la *Northern Star*, il y ajoute, avec des imprécisions ou des erreurs de date, ses considérations et opinions personnelles, la critique des exagérations de la politique O'Connoriste. À côté de ces comptes rendus hebdomadaires on peut consulter *L'histoire de la Convention générale des classes laborieuses*, par James Taylor, le délégué de Rochdale, dans les numéros 19, 26 octobre, 2, 9 novembre et suivants de la *Northern Star*.

2. *Northern Star*, 9 février 1839, Lovett, p. 102 et suivantes. Tandis que la *Northern Star* du 9 février donne le chiffre de soixante-délégués, Lovett parle seulement de cinquante-trois et ce chiffre paraît confirmé par l'énumération que donne la *Northern Star* du 16 mars 1839 ; mais, si l'on contrôle la liste de la *Northern Star* du 16 mars, on s'aperçoit qu'un certain nombre de délégués nommés par les meetings n'y figurent pas : c'est notamment le cas de trois des délégués nommés à Birmingham le 6 août 1838, Edmunds, G.-F. Muntz et P.-H. Muntz ; celui d'Osborne élu pour Brighton, de William Carrier élu pour Bradford, de Warden pour Bolton, et de Smith pour Liverpool. Si l'on y joint Cobbett et Nightingale, élus au meeting du 25 septembre pour Manchester, en même temps que Richardson et Bronterre O'Brien, on trouve que neuf délégués ne figurent pas sur la liste du 16 mars, soit un total de soixante-deux au lieu de soixante ; mais les délégués de Birmingham, les deux Muntz

Dès le premier jour, les Conventionnels sont appelés à se prononcer entre les deux tendances à propos de la nomination d'un secrétaire. Ils doivent marquer leurs préférences, choisir entre les modérés et les violents. Lorsque les délégués de Birmingham proposent William Lovett, cette proposition rencontre d'abord une vigoureuse opposition ; mais les Chartistes de la force physique croient plus prudent de ne pas se faire mettre en minorité et Lovett est élu à l'unanimité. A la séance suivante, Feargus O'Connor, qui n'était pas présent lors de l'élection, cherche un moyen de se débarrasser d'un secrétaire aussi gênant : il sait que la fermeté de Lovett s'opposera aux méthodes de la force physique et aux tentatives de démagogie ; il craint sans doute plus encore une autorité morale qui porte ombrage à son orgueil ; il voit avec peine la Convention rendre un hommage éclatant à l'homme dont la valeur et l'influence sont seules capables de contrebalancer sa puissance. Aussi présente-t-il une motion pour obliger toute per-

n'ont jamais dû sieger ; et l'on peut avec les sept autres reconstituer le chiffre de soixante délégués présents à la première séance. Il y a lieu de remarquer du reste que la liste des cinquante-trois est certainement inexacte puisque, si certains comme Cobett, donnerent très vite leur démission, d'autres, par exemple Osborne, prirent part aux réunions ultérieures de la Convention. Voici les noms des cinquante-trois délégués que signale la *Northern Star* du 16 mars :

Burns, William . . . . .	Aberdeenshire.
Bussey, Peter . . . . .	West Riding of Yorkshire.
Collins, John . . . . .	Birmingham and surrounding districts.
Cleave, John . . . . .	Metropolitan Districts.
Carpenter, William . . . . .	Bolton.
Cardo, William . . . . .	Marylebone.
Craigh, Hugh . . . . .	Ayrshire.
Douglas, Robert-Kellie . . . . .	Birmingham.
Duncan, Abram . . . . .	Dumfries and Maxwelltown.
Deegan, John . . . . .	Hyde, Staleybridge, Newmills.
Frost, John . . . . .	Newport.
Fletcher, Matthew . . . . .	Bury, Heywood, Ratcliff.
Fenney, James . . . . .	Wigan.
Gill, William . . . . .	Sheffield.
Good, John . . . . .	Brighton.
Hetherington, Henry . . . . .	Metropolitan districts.
Hartwell, Robert . . . . .	Metropolitan districts.
Harney, George-Julian . . . . .	Northumberland, Derby.
Halley, Alexander . . . . .	Dumfermline.
Hadley, Benjamin . . . . .	Birmingham and surrounding districts.
Jones, Charles . . . . .	Newtown, Welshpool.
Knox, Robert . . . . .	County of Durham.
Lovett, William . . . . .	Metropolitan districts.
Lowery, Robert . . . . .	Newcastle, Northumberland.
Loveless, George . . . . .	County of Dorset.
Mathew, Patrick . . . . .	Perthshire, Fifeshire.

sonne acceptant une fonction rétribuée à la Convention à donner sa démission de délégué. Mais, dans ces calculs, l'agitateur irlandais a oublié le désintéressement de Lovett : celui-ci est décidé à offrir gratuitement ses services et Feargus retire sa motion <sup>1</sup>.

La force morale paraît donc l'emporter ; l'élection de Lovett comme secrétaire prouve que les modérés sont en majorité à la Convention <sup>2</sup> : de cette première victoire vont-ils savoir et pouvoir profiter ? la certitude de leur nombre va-t-elle leur donner le courage de vouloir être les plus forts ? En même temps qu'elle manifestait la force numérique des modérés, l'élection de Lovett allait être pour eux une cause de faiblesse, en blessant l'amour-propre de Feargus O'Connor et en provoquant son mécontentement. Si, tout d'abord, craignant peut-être les responsabilités personnelles, celui-ci hésitait entre deux attitudes, ses incertitudes devaient être vite fixées parce qu'il ne pouvait trouver une

Mealing, Richard . . . . .	Bath, Trowbridge.
Moore, Richard . . . . .	Metropolitan districts.
Marsden, Richard . . . . .	Preston, Chorley.
Mills, James . . . . .	Oldham.
Moir, James . . . . .	Glasgow, County of Lanark.
Mc Douall, Peter-Murray . . . . .	Ashton under Lyne.
Neeson, Charles . . . . .	Bristol.
O'Connor, Feargus . . . . .	West Riding, Bristol.
O'Brien, James . . . . .	Metropolitan Districts, Leigh, Bristol, Norwich, Newport, Isle of Wight and Stockport.
Pierre, John . . . . .	Birmingham.
Pitkethly, Lawrence . . . . .	West Riding of Yorkshire.
Richards, John . . . . .	The Potteries, Staffordshire.
Rogers, George . . . . .	Metropolitan districts.
Richardson, Reginald-John . . . . .	Manchester.
Ryder, William . . . . .	West Riding of Yorkshire.
Smart . . . . .	Leicester.
Skevington, John . . . . .	Derby, Loughborough.
Sankey, William-Stephen-Villiers . . . . .	Edimburgh.
Salt, Thomas . . . . .	Birmingham.
Taylor, John . . . . .	Newcastle, Carlisle, Wigton, Alva, Renfrewshire.
Taylor, James . . . . .	Rochdale, Middleton.
Tizht, Benjamin . . . . .	Reading.
Vincent, Henry . . . . .	Hull, Cheltenham, Bristol.
Wade, Arthur . . . . .	Nottingham, Mansfield.
Wood, Joseph . . . . .	Bolton.
Wre, James . . . . .	Manchester.
Whittle, James . . . . .	Liverpool.

1. Lovett, *op. cit.*, p. 202.

2. Gammaze se trompe quand il dit que les Chartistes de la force physique étaient en majorité (*op. cit.*, p. 407).

revanche à cette élection, qui était pour lui une défaite. qu'en inspirant à la Convention une conduite opposée à celle préconisée par Lovett. Dans l'esprit de Feargus O'Connor, le triomphe de la politique démagogique pouvait seule affaiblir l'influence de son rival et lui faire échec. L'intérêt même de sa renommée imposait au descendant des rois d'Irlande le devoir de rester fidèle à la tactique qui lui avait servi à la conquérir : poursuivre sa politique de surenchère, était le seul moyen de maintenir son influence ; c'était aussi défendre sa personnalité ou tout au moins ce qu'il y avait de stable dans son inconsistante ligne de conduite. La *Northern Star* était là pour faciliter ses desseins : elle apparaissait comme l'organe de l'opinion publique chartiste : par son action hebdomadaire elle pouvait amener les troupes chartistes à exercer une pression sur la Convention.

Dès le 9 novembre, paraît un article sur « la glorieuse Convention », « le Parlement à la lueur des torches et le Parlement à la lumière du jour » et le ton de cet article indique le sens dans lequel les rédacteurs de la *Star* vont essayer de pousser la Convention : le journaliste y développe naturellement l'idée de l'antagonisme des classes ; il prévoit l'attitude qu'aura la Convention en cas de lutte entre « l'ennemi commun, le riche oppresseur, et le pauvre opprimé » ; il parle de la violence comme si elle était un fait inéductable : « Si l'on arrivait à la violence, les délégués comme un corps de défense combattraient à la tête du peuple, pour lequel ils sont prêts à risquer leur vie, avec l'appui de son courage. Quand il aura été décidé du sort de la pétition, nous devons être prêts à agir selon les circonstances. Quant à présenter une autre pétition, nous demandons très respectueusement la permission de n'en rien faire. » Dès la première semaine, la *Northern Star* envisage l'éventualité d'une lutte et elle incite les Conventionnels à prendre une attitude offensive à l'égard du pouvoir : la menace d'une action directe au cas où la pétition serait repoussée, telle est la suggestion de ce premier article. La *Northern Star* prépare les esprits à forcer la main aux Conventionnels, à les entraîner au delà du rôle pour lequel normalement ils ont été nommés, à transformer leur action de contrôle en une action de combat. La Convention n'a été élue que « pour surveiller la présentation de la pétition et pour obtenir, par tous les moyens légaux et constitutionnels, l'ordonnement de la Charte du peuple. »

La Convention a pour mission de vérifier la pétition et de la confier à Atwood et à Fielden, qui doivent la présenter à la Chambre des Communes : et, si, comme le pense Lovett, elle doit appuyer cette présentation « en développant une opinion publique favorable aux principes Chartistes, en créant aussi des organisations politiques dans les régions où il n'en existe pas », elle excéderait ses pouvoirs en voulant aller plus loin, faire appel à la violence pour exercer une pression sur le Parlement et lui arracher par la force la Charte du peuple : elle n'a pas été nommée pour organiser l'action directe ou la lutte de classe.

Tandis que la *Northern Star* prédispose ses lecteurs et l'opinion Chartiste à agir sur la Convention, Feargus O'Connor est trop habile pour heurter de front et immédiatement les tendances de la majorité (il n'est pas rare de le surprendre ainsi en apparente contradiction avec son journal). Le 13 février, il soutient une motion de Bronterre O'Brien demandant que les Conventionnels aient une entrevue avec les députés du Parlement de Westminster : « Cette entrevue doit avoir lieu comme entre membres de deux clubs » (c'est l'expression même de Bronterre) et servir à rassurer les membres du Parlement, en leur montrant que « les intentions du peuple sont d'agir légalement et sans violence ». Sur quoi Feargus O'Connor déclare : « ces hommes doivent savoir que le peuple n'a aucun désir de violence parce qu'il est convaincu que le maximum de force morale est supérieur au minimum de force physique <sup>1</sup> ». Ainsi, le 16 février, le démagogue irlandais lui-même affirme l'idéal de la force morale : et, si l'on peut douter de sa sincérité, on doit croire à celle de Bronterre : sans doute, en théorie, celui-ci est partisan de la manière babouviste, mais un certain esprit de prudence politique est capable d'incliner ses principes devant des raisons d'opportunité.

Le 26 février, Feargus O'Connor et Bronterre O'Brien sont encore d'accord avec la majorité de l'Assemblée pour faire appel aux méthodes de la force morale. Feargus présente une motion proclamant la nécessité pour la Convention de poursuivre la propagande chartiste et d'envoyer à cet effet en province quinze délégués. Bronterre

1. *Northern Star* du 16 février : la veille, le 12 février, la Convention avait discuté la question du libre échangeisme et, après un discours de Bronterre, avait voté une motion déclarant que cette agitation ne devait pas distraire les chartistes de leur objet essentiel et que l'abrogation des cornlaws devait avoir pour condition préalable la réforme du suffrage.



appuie cette proposition : « il faut continuer l'agitation et il n'y a pas de meilleur moyen que celui proposé par Feargus pour éveiller toutes les énergies de la démocratie ». Seulement cette propagande doit être pacifique : aux Conventionnels envoyés ainsi en mission il sera expressément recommandé « de ne se mettre en rapport avec aucun corps ou association, de n'user d'aucun langage violent ou inconstitutionnel et de n'enfreindre les lois en aucune manière par leurs paroles ou par leurs actes <sup>1</sup> ».

Cette résolution qui devait avoir sur l'évolution de la Convention des conséquences importantes fut provoquée par la déception qu'avait causée la pétition : alors que Bronterre avait escompté plus de trois millions de signatures, 500,548 seulement avaient été réunies, lors de l'ouverture de la Convention <sup>2</sup> : en vérifiant les feuilles des différentes villes, on s'était aperçu que, dans de nombreuses régions, il n'y avait aucune organisation chartiste capable de recueillir des signatures ou même seulement d'intéresser la population au mouvement. C'est la raison principale qui avait déterminé la Convention à retarder la présentation de la pétition de quelques semaines et à envoyer quinze représentants en mission. Sur cette question, il paraissait exister un accord parfait entre les Conventionnels : la Convention n'avait-elle pas été nommée pour surveiller la présentation de la pétition et pour obtenir par tous les moyens légaux et constitutionnels l'adoption par le Parlement de la Charte du peuple ? L'envoi des missionnaires semblait conforme aux vues du Chartisme de la force morale, dont Lovett exprime l'opinion, puisqu'une opinion publique favorable au Chartisme et se manifestant par un plus grand nombre de signatures devait appuyer fortement la pétition.

Cependant cette décision acceptée par la majorité de l'Assemblée, comme tout à fait adaptée à sa politique, était grosse de conséquences : elle contenait en puissance les trois causes qui amenèrent l'évolution de la Convention. Tout d'abord elle provoque une première scission et un double mécontentement. James Paul Cobbett, effrayé par cette résolution, présente une motion tendant à limiter l'activité de l'assemblée à la seule pétition nationale : il prétend que la Convention a pour mandat exclusif de vérifier la pétition et de la

1. *Northern Star* du 2 mars ; le 25 février, Marsden avait prononcé un discours sur la misère des tisserands à la main.

2. *Northern Star*, 9 février.

confier aux députés Atwood et Fielden. D'après le délégué de Manchester, si l'assemblée sort de ce rôle, elle commettra un excès de pouvoir. Mais cette interprétation est repoussée et Cobbett se retire.

La proposition de Cobbett devait rencontrer contre elle la presque unanimité des Conventionnels : Chartistes de la force morale et Chartistes de la force physique se sentaient liés et imaginaient que « le peuple attendait d'eux davantage ; qu'après les promesses qui avaient été faites et les espérances qui avaient été excitées, il n'y avait pas d'autre alternative que des *mesures ultérieures*, au cas où la pétition serait rejetée<sup>1</sup> ». Donc, dès le premier mois, la pensée des mesures ultérieures se présente logiquement à l'esprit des Conventionnels ; mais on comprend qu'elle ait pu effrayer la timidité ou la sagesse de certains d'entre eux. La crainte et la discussion des mesures ultérieures allaient, en provoquant des démissions, affaiblir la majorité destinée bientôt à devenir minorité et même ensuite à se fondre complètement. C'est la cause première et importante de l'évolution de la Convention. Une seconde apparaîtra dans les conséquences que devaient avoir sur l'esprit des représentants en mission leur contact avec leurs commettants, avec les enthousiasmes et les passions qu'ils avaient suscités, mais dont ils n'étaient plus les maîtres. Cette pression de l'extérieur est redoutable pour des démocrates qui se croient toujours obligés de se mettre en harmonie avec leurs commettants, quelques sacrifices personnels de caractère ou d'idées qu'il leur en coûte : un Parlement du peuple est toujours impressionnable à l'excès. Ici cette influence se présente sous une double forme : avant de se faire sentir par la voix des Conventionnels en mission, elle peut et elle va s'exercer directement par les clubs sur l'assemblée, à l'imitation de la Révolution française dont les pratiques apparaissent comme un idéal et dont les errements hantent les esprits de ces nouveaux Jacobins. Les Conventionnels de l'extrême gauche vont chercher à intimider et à dominer l'assemblée en faisant intervenir les clubs : de là une troisième cause de faiblesse pour les modérés.

En face de la grande majorité qui comprenait, à côté des délégués de Birmingham et de W. M. Association, les Bronterre O'Brien et les Feargus O'Connor, il y avait eu, dès le début, à la Convention

1. Gammage, *op. cit.*, p. 106.

une petite troupe de révolutionnaires insensibles aux considérations qui avaient amené l'apologiste de Robespierre et le démagogue irlandais à se rallier aux Chartistes de la force morale : ces irréductibles apôtres de la force physique formaient une minorité dissidente groupée autour de George Julian Harney dont l'ambition insatisfaite était prête à tout pour faire triompher par ses théories sa personnalité. Des âmes simplistes comme celles de Rider et de Marsden ne pouvaient admettre qu'une immédiate réalisation de leurs espérances et des promesses qu'ils avaient faites au peuple. Aussi le retard apporté à la présentation de la pétition les avait-il rendus furieux et le disciple de Marat avait profité de leur déception pour s'instituer le chef d'un parti dont la faiblesse numérique devait être compensée par la force du langage et par l'impératif des revendications : ne voit-on pas du reste par l'histoire contemporaine et dans la pratique parlementaire qu'aux yeux de certains démocrates, il y a pour les théoriciens du nombre comme un droit divin de la souveraineté populaire qui les investit, même en minorité, d'un droit supérieur à celui de la majorité : les événements les justifient puisqu'aussi bien, par leur persévérance à s'affirmer les seuls représentants légitimes de la démocratie, ils parviennent à forcer la conviction et le vote de leurs inconsistants opposants. C'est ce qui devait se produire à la Convention : d'instinct George Julian Harney l'avait compris comme il avait compris le parti qu'on pouvait tirer des clubs.

Il y avait justement à Londres une association bien faite pour servir d'organe à la Voix populaire représentée par les Harney et pour dicter à la Convention ses ordres. A toutes les réunions de la London Democratic Association, George Julian Harney et ses partisans ne cessaient d'accuser la majorité des Conventionnels de faiblesse et de lâcheté parcequ'elle ne décrétait pas immédiatement la révolution : dans un meeting en plein air, à Smithfield, l'ami du peuple apparaît sur la plate-forme le bonnet rouge sur la tête, il déclare qu'il est prêt à combattre et flétrit ceux qui trahissent la cause du peuple, découragent ses ardeurs et annihilent ses efforts. Enfin, à un meeting de la London Democratic Association, Harney fait adopter une triple résolution et adresser à la Convention une lettre contenant les sommations du club :

« 1° Avant un mois, la Charte deviendra la loi du pays, si les Conventionnels font leur devoir ;

« 2<sup>o</sup> Aucun retard ne doit être apporté à la présentation de la pétition nationale ;

« 3<sup>o</sup> A tout acte d'injustice et d'oppression, il faut opposer une résistance immédiate. »

Cette lettre est lue à la séance du 4 mars. Une violente discussion s'élève. Tout d'abord se pose la question de savoir si cette communication intempestive sera reçue? Bronterre déclare qu'il ne convient pas de donner au Parlement des raisons préjudiciables de rejeter la pétition<sup>1</sup>. Cleabe, Hetherington, Taylor, Wade protestent contre les paroles et les menaces qui peuvent compromettre la Convention : une forte majorité déclare que la lettre ne sera pas reçue. L'assemblée se demande ensuite quelles sanctions elle va prendre à l'égard de ses trois membres, Harney, Rider, Marsden, qui ont provoqué cette manifestation et approuvé publiquement les injonctions de la London Democratic Association. Leur conduite est l'objet de vives critiques. Villiers Sankey présente une motion désapprouvant les Conventionnels qui font tort à la cause en usant d'expressions révolutionnaires « à la française et en portant publiquement des emblèmes français ». Whittle, l'éditeur du *Champion*, présente aussi une motion et demande qu'Harney, Marsden et Rider soient obligés à des excuses ; il faut qu'ils désavouent les injonctions adressées à la Convention ; et, comme ils s'y refusent, leur expulsion est réclamée. Harney a commencé par déclarer qu'il n'a aucune confiance dans la justice de la Convention et qu'il en appellera au peuple ; cependant, ne sentant aucun appui dans l'assemblée, les trois Conventionnels « jugèrent alors prudent de faire les excuses demandées, après nous avoir fait perdre trois jours de notre temps<sup>2</sup> ». Si l'imitation des pratiques de nos clubs jacobins avait échoué, c'était parce que la Convention siégeait à Londres ou l'influence de la London Democratic Association était contre-balançée par celle de la Working Men's Association et surtout parce que, à la différence de Paris, la capitale anglaise n'est en aucune façon un foyer d'agitation révolutionnaire. A Londres, les démocrates étaient en petit nombre<sup>3</sup> et, à l'exception des « enragés » adeptes d'Harney,

1. Lovett, p. 204, et *Northern Star* du 9 mars.

2. Lovett, p. 204.

3. Ce qui le prouve, c'est, malgré la population de Londres, le nombre relativement peu élevé d'auditeurs que groupaient les meetings chartistes.

presque tous Chartistes de la force morale : la pression d'un club tel que la London Democratic Association était insuffisante pour impressionner le Parlement du peuple ; le séjour de la Convention à Londres était favorable aux modérés.

Cet essai d'intervention paraît inefficace. La Convention semble déterminée à défendre son indépendance. Mais la tentative est révélatrice : elle fait prévoir la pression qui va bientôt s'exercer plus fortement et plus sûrement sur les Conventionnels parce qu'aussi d'une façon plus obscure et plus inconsciente. Il est déjà très significatif qu'un mois après l'ouverture du Parlement chartiste, les clubs essaient de gouverner l'assemblée. Les Conventionnels ont résisté tout d'abord, mais, malgré leurs fermes résolutions, ils sont désarmés contre les désirs de ceux dont ils sont les fidèles serviteurs : ils ne sont que les délégués de leurs commettants et c'est de ceux-ci qu'ils doivent attendre et recevoir avec soumission leurs meilleures inspirations. La Convention cédera peu à peu à la pression du dehors, lorsqu'elle se présentera non plus sous la forme particulière d'un club, mais en prenant le langage impératif de la volonté populaire exprimée par la voix toute-puissante des meetings.

L'envoi des représentants en mission avait eu des effets contraires à celui qu'en escomptait la majorité modérée, et cet acte allait profiter à ceux qui s'y étaient opposés en le considérant comme un inadmissible retard apporté à la présentation de la pétition. Les délégués devaient, selon les méthodes de la force morale, répandre les principes du Chartisme, créer partout, dans les régions même les plus endormies, un mouvement d'opinion publique : leur contact avec les masses chartistes allait leur inspirer ou leur imposer une conduite toute différente de celle qu'ils s'étaient proposée : modifier insensiblement leur esprit par le spectacle de foules exaspérées et par la contagion d'un état d'âme révolutionnaire se communiquant des commettants aux délégués. Envoyés pour donner aux troupes chartistes des directions, les Conventionnels en mission devaient en recevoir de celles-ci et les accepter sans réagir : les uns, presque sans s'en apercevoir et par une logique naturelle, en imaginant qu'ils ne prenaient conseil que d'eux-mêmes et n'obéissaient qu'à leur propre délibération ; les autres sur la foi du dogme de la souveraineté populaire et en considérant comme leur devoir de sacrifier la superbe

de leur conscience à la raison supérieure et infailible du peuple.

La propagaude de Feargus O'Connor et de ses imitateurs a porté ses fruits : les troupes débordent déjà les chefs et vont forcer ceux-ci à payer, par une conduite imprudente et folle, les engagements qu'ils ont contractés. La misère exploitée par les démagogues, l'exaspération entretenue par eux amèneront bientôt des hommes tels que Bronterre, « la plus forte tête du Chartisme », à des paroles et à des actes contraires à l'attitude qu'il avait d'abord adoptée. L'envoi des délégués en mission sert d'une façon inespérée la toute petite minorité battue dans les séances des 4, 5 et 6 mars. Harney et ses partisans profitent des meetings pour dénoncer au dehors les Conventionnels, leur reprocher leur timidité, les accuser de pactiser avec les classes régnautes et de trahir le peuple. William Rider ne craint pas de déclarer qu'il n'y a pas huit honnêtes gens à la Convention. Et, naturellement, ils trouvent à la Convention même un puissant allié en celui qui avait prédisposé l'esprit des Chartistes à concevoir les rêves et les espérances les plus exagérés : Feargus O'Connor est prêt, par tous les moyens, à mettre en relief sa personne et n'y peut réussir qu'en s'appuyant sur la gauche et en déplaçant peu à peu l'axe de la majorité. C'est pour donner satisfaction aux plus violents que le démagogue irlandais propose à la Convention d'organiser une grande réunion publique à la date du 11 mars, date critique dans l'histoire du Chartisme, car au meeting de la Crown and Anchor commence l'évolution de la Convention vers la violence.

Ce jour-là, c'est l'honnête Frost qui préside ; mais les orateurs et non le président donnent le ton à la réunion. Tous les discours appartiennent à la manière forte ; Feargus O'Connor, Julian Harney, d'autres encore incitent le peuple à se préparer à la lutte qui approche. Le fait le plus important du meeting est le revirement qui se produit dans l'attitude de Bronterre O'Brien ; son discours est un témoignage, plus significatif que celui de Feargus ou celui d'Harney, de l'évolution déterminée par la prise de contact des délégués et de leurs commettants : « La pétition porte déjà un million deux cent mille signatures. Mais je sais que la Chambre des Communes la rejettera, quel que soit le nombre des signatures, a moins qu'il n'y ait un nombre égal de fourches derrière. *Rires et applaudissements.* Les hautes classes s'offrent 300 millions pour administrer les affaires du pays, tandis que les producteurs ont

seulement 90 millions et bien qu'ils soient trois pour un. Les Chartistes signeront la pétition et ils pourront dire avec un correspondant du Nord dont la lettre m'est parvenue seulement hier « qu'il n'y a pas ici un travailleur de seize à soixante ans qui n'ait signé la pétition et il y a une pique pour toute signature ». Je ne vous conseille pas de vous procurer des piques et des fusils, parce que la loi ne me le permet pas et c'est la seule raison. *Rires.* Je ne suis qu'un historien : tous les hommes de Leeds et de Lancashire ont des piques. Je ne conseille pas à ceux qui m'écoutent d'en faire autant. Je rapporte seulement le fait. Si tous les hommes d'Angleterre sont aussi prêts que mes amis du Nord, cela ajoutera du poids à la pétition. *Rires renouvelés.* Organisez-vous, mettez-vous dans un état de défense tel que, si une tentative était faite pour suspendre les lois et la Constitution de ce pays, puisque vous êtes le bras droit de l'État, puisque vous êtes ceux que le gouvernement appelle aux armes, vous puissiez être en mesure de précipiter les traîtres dans l'éternité, s'ils essayaient de détruire... *(Un tonnerre d'applaudissements couvre la voix de l'orateur et sa conclusion<sup>1</sup>.)*

Aux séances du 13 et du 26 février, le maître d'école du Chartisme a déclaré que les intentions du peuple étaient d'agir légalement et sans violence; le 4 mars encore il a protesté contre le langage d'Harney, de Marsden et de Rider; et voici qu'au meeting du 11 mars, il conseille aux Chartistes de s'armer : ses paroles montrent que son revirement est dû aux impressions reçues des districts du Nord. Les Conventionnels sont hypnotisés par les démonstrations révolutionnaires du prolétariat industriel et, comme le prouve l'intervention d'Osborne demandant l'envoi de délégués dans le Sussex<sup>2</sup>, ils s'imaginent qu'il sera facile aux représentants en mission de « *mettre le Sud en harmonie avec le Nord* ». Leur état d'esprit est admirablement exprimé par Bronterre, encore que la psychologie de celui-ci soit plus complexe que celle de ses collègues et qu'elle révèle un curieux mélange de sagesse et d'entraînement. Bronterre oscille entre une politique opportuniste et une politique révolutionnaire. Au meeting de la Crown and Anchor, son tempérament babouviste a repris le dessus et vaincu ses scrupules de prudence. Ce n'est qu'en juillet qu'il se rendra compte qu'il a

1. *Northern Star*, 16 et 23 mars.

2. *Northern Star* du 23 mars.

commis une erreur en exagérant et en généralisant un état d'âme localisé et en attribuant aux paroles et aux menaces, prononcées au cours des meetings, la valeur d'engagements prêts à se prolonger en actes : alors seulement un nouveau revirement se produira en lui et il usera de son influence pour éviter à la Convention le ridicule d'une entreprise dans laquelle elle s'est inconsidérément embarquée.

En même temps qu'il indispose contre les Chartistes ceux dont l'opinion est encore incertaine, le meeting du 11 mars a pour résultat immédiat de provoquer des démissions qui vont diminuer à la Convention le nombre des purs Chartistes de la force morale. Après Cobbett, ce sont en effet trois délégués de Birmingham, Hadley, Salt et Douglas qui se retirent et, par leur départ, affaiblissent une des forces du parti modéré, la Birmingham Political Union. Sans doute les Conventionnels démissionnaires sont remplacés par d'autres : mais les nouveaux membres sont choisis parmi les Chartistes de la force physique. Au dehors l'effet devait être des plus fâcheux en influençant défavorablement l'opinion publique et en donnant au gouvernement de bonnes raisons pour combattre le mouvement et pour s'opposer à l'adoption de la pétition : c'est ce que comprend bien Lovett qui apprécie en ces termes le meeting du 11 mars : « le parti de la force physique y dépensa tant de folie et de violence que les délégués de Birmingham se retirèrent <sup>1</sup> ».

Pendant la Convention poursuivait ses débats. Le Factory System était l'objet d'une des premières discussions au Parlement ouvrier et une protestation contre le Factory System réunissait l'adhésion de tous les Conventionnels : le 13 mars, Mc Douall prononce un discours et présente une motion relative au Factory System : et cette résolution de James Taylor, délégué de Rochdale, est adoptée à l'unanimité : « Après avoir entendu le remarquable exposé fait par le Dr Mc Douall sur le Factory System et le témoignage des autres orateurs, la Convention est d'avis que ni paix ni bien-être, ni bonheur ne peuvent exister tant que durera ce système <sup>2</sup> ». Ce furent aussi le New Rural Police Bill, la situation de

1. Lovett, *op. cit.*, p. 203, et *Northern Star* du 6 avril : Hadley, Salt and Douglas se retirent le 28 mars « parce que la Convention n'a pas été guidée par les principes de paix, de légalité et d'ordre ».

2. *Northern Star* du 16 mars. Le Discours de Mc Douall se trouve dans la *Northern Star* du 23 mars.



la « malheureuse » Irlande <sup>1</sup>, la conduite de Lord John Russel à l'égard de Frost, rayé de la liste des magistrats pour avoir assisté à Londres à deux meetings Chartistes <sup>2</sup>. Bailie Craigh proposa même de discuter la question des mesures ultérieures à adopter au cas où la pétition serait rejetée, mais il fut « prudemment jugé par la Convention que cette question serait remise après la présentation de la pétition <sup>3</sup> ».

Les Conventionnels se passionnaient à ces discussions et, s'abandonnant au plaisir de discourir, ils développaient longuement et inlassablement toutes leurs idées personnelles et impersonnelles avec l'abondance oratoire qui est l'un des traits des milieux parlementaires : c'est là que se vérifie le mieux la définition que Proudhon donne du parleur « *ce timbre sonore à qui la moindre chose fait rendre un interminable son* » ; et, comme « *chez le parleur le flux du discours est toujours en raison directe de la pauvreté de la pensée* », nombreuses sont les séances du Parlement chartiste qui se résument en quelques formules sonores et en quelques thèmes faciles. Avec sa sincérité habituelle Lovett le remarque et juge ainsi les débats du Parlement ouvrier : « en fait la passion du bavardage fut la caractéristique de notre petite Chambre comme elle est celle de la grande Chambre de Westminster. »

Tandis que les délégués restés à Londres bavardaient et s'enivraient du son de leurs propres paroles, les Conventionnels en mission s'enflammaient au contact de ces travailleurs du Nord qui « tous de seize à soixante ans ont signé la pétition et sont prêts à appuyer leurs signatures avec des piques <sup>4</sup> ». Une évolution conforme à la logique naturelle des assemblées démocratiques devait entraîner la majorité de la Convention au delà de ses premières intentions et l'incliner vers les méthodes de la force physique. Dès le 27 mars, la Convention songe à publier des extraits du *Morning Chronicle* relatifs au droit qu'a le peuple de s'armer. Le Dr Taylor, appuyé par Skevington, propose d'adopter le rapport de la commission : le Dr Wade proteste contre cette proposition, non parce qu'il nie ce droit, mais parce que cette publication est selon lui une incitation à la violence et une recommandation d'user de la

1. *Northern Star* du 2 mars, p. 7, discours de Feargus O'Connor.

2. Lovett, *op. cit.*, p. 204 et 205.

3. *Ibidem*.

4. *Northern Star*, 23 mars.

force physique <sup>1</sup>. Cette protestation si sage n'est pas entendue. Et le lendemain même de cette séance, le 28, le Dr Wade donne sa démission : il le fait sur la demande de ses électeurs « parce que, dit la *Northern Star* <sup>2</sup>, il a refusé de reconnaître le droit à l'insurrection ». Démission doublement significative et parce qu'elle affaiblit les modérés par le départ d'un homme de grande autorité et parce qu'elle manifeste les sentiments des Chartistes de Nottingham.

Au commencement d'avril, le 9, Richardson <sup>3</sup> reprend la question qu'il avait déjà posée précédemment : il veut faire adopter à la Convention une motion affirmant le droit pour le peuple de s'armer : il prononce un long discours et cite de nombreuses autorités à l'appui de sa proposition : « il est admis par les plus hautes autorités, depuis Aristote et Cicéron jusqu'à Locke et Blackstone, sans qu'il puisse y avoir le moindre doute, que le peuple de ce pays a le droit de se servir d'armes. » Bronterre O'Brien, Mac Douall, Fletcher, Harney, Neeson et O'Connor se trouvent d'accord pour appuyer la proposition qui est combattue par Halley, Carpenter, Burns, Rogers et les Chartistes de la force morale logiques avec leurs principes. Lovett <sup>4</sup> déclare que finalement le vote lui est favorable ; en réalité la motion de Richardson n'obtient que quatre voix et c'est un amendement du Dr Fletcher qui est adopté par dix neuf voix : « la Convention est convaincue que toutes les autorités du Droit constitutionnel sont d'accord sur le droit incontestable qu'a le peuple de posséder des armes ». Cette séance n'en reste pas moins la première manifestation importante d'une orientation nouvelle : sans doute déjà le meeting du 11 mars pouvait faire prévoir l'évolution qui se produisait dans les esprits, mais celle-ci s'affirme, lors des discussions du 27 mars et du 9 avril, par un vote. La faction d'Harney, blâmée et désavouée au commencement de mars par la quasi unanimité des délégués, fait maintenant partie de la majorité sans avoir eu rien à sacrifier de ses principes. Les Chartistes fidèles à la force morale, comme les délégués écossais et les délégués de la W. M. A., seront désormais la minorité de droite qui remplace celle de gauche.

1. *Northern Star* du 30 mars.

2. *Northern Star* du 20 avril.

3. Lovett, *op. cit.*, p. 207.

4. Lovett, *op. cit.*, p. 205.

5. *Northern Star* du 13 avril : la *Northern Star* n'indique pas les noms pour ce vote du 9 avril.

Cette victoire de la force physique est aussi une revanche de Feargus O'Connor sur Lovett, à laquelle la *Northern Star* a largement contribué : ce journal assure le succès du Démagogue par sa large publicité et par sa toute-puissance sur le public chartiste : de celui-ci elle s'est rendue maîtresse autant par ses basses flatteries que par la place qu'elle accorde aux forfanteries et aux hableries du grand amuseur populaire. Le 27 avril, Feargus raconte que, « lorsqu'il était membre de la Chambre des Communes, il avait dit à ses collègues qu'ils étaient six cent cinquante-huit pickpockets, et, lorsqu'il fut accusé par Lord Sandon d'avoir tenu ce propos, il avait déclaré qu'il ne pouvait avoir dit six cent cinquante-huit parce qu'il se serait compris dans ce nombre <sup>1</sup> ». Son gosier fertile en injures faisait autant pour conserver à Feargus la faveur du peuple que sa verve et ses plaisanteries d'un humour un peu grossier. Le descendant des rois d'Irlande savait, dans les grands meetings <sup>2</sup>, empoigner de si vigoureuse manière ses interrupteurs ! Un jour que Feargus disait qu'il approuvait entièrement les déclarations de Buckney, une voix dans la foule s'était écriée : Buckney n'a aucune autorité ici. Sur quoi Feargus de répondre qu'il le sait, mais que vraiment Buckney devrait avoir cette autorité (*Applaudissements, non, Buckney est un..... et un.....*) « Qu'est ceci ? reprend O'Connor, viens ici, salade de whig et de tory, parle en homme et ne siffle pas comme un serpent dans l'herbe (*Applaudissements répétés*) ; tu es un vieil homme libre envoyé ici pour soutenir ton parti, mais, si tu troubles le meeting, on te jettera dehors par le cou et par les pieds. Que dit-il ? Crois-tu que je sois venu ici pour entendre tes grognements et tes sottises ? Tu vis de corruption et ne demandes pas à changer ; Buckney vit de son travail et s'efforce d'en obtenir la protection. » (*Applaudissements.*)

Tandis que, par de tels jeux de plume et de langue, Feargus fortifie chaque jour sa situation politique et parlementaire, Bronterre déploie une étonnante activité en ce mois d'avril : en quelques jours il assiste à dix-neuf meetings et en outre à un grand nombre de réunions aux public houses ; il visite notamment et harangue les démocrates de Leigh, de Chorlton, de Manchester, de Salford, de Bolton, de Bury, d'Ashton under Lyne, de Rochdale et de

1. *Northern Star* du 27 avril 1839.

2. *Northern Star* du 8 septembre 1838.

Middleton<sup>1</sup>. Le 30 avril, il raconte à la Convention le résultat de sa mission : il fait part à ses collègues des impressions qu'il a recueillies : son discours nous permet de saisir sur le vif une des raisons les plus profondes de l'évolution à laquelle nous assistons. Le maître d'école du Chartisme parle d'abord de sentiments enthousiastes qu'il a rencontrés chez tous les démocrates animés du plus grand désir de soutenir la Convention ; et il ajoute : « Tandis qu'un si grand nombre d'hommes mettent leur confiance dans la Convention et sont décidés à la défendre en tout événement, il est lamentable de voir parmi les Conventionnels des hommes qui n'ont pas confiance les uns dans les autres : c'est là tout au moins l'opinion générale, un sentiment de désappointement existe en présence de cette mésentente entre Conventionnels. A tous autres points de vue, les meetings présentent un caractère satisfaisant. » Après le compte rendu de sa mission, Bronterre donne à la Convention le conseil de changer son siège et de le transporter à Birmingham : « Dans cette ville, la Convention serait plus utile et plus unie. Le peuple a quelque idée que l'atmosphère de Londres est mauvaise pour les Conventionnels et que l'air de Birmingham serait excellent. Le peuple pense que le métier de fabriquer des fusils fortifie les bras et que la fabrication de la monnaie de cuivre a une tendance à encourager les travailleurs parcequ'elle leur donne l'idée qu'ils possèdent un capital dans leurs propres mains. Le peuple est très anxieux de voir la Convention à Birmingham à l'abri des fusils qu'y fabriquent les travailleurs ; et surtout, quand le temps des mesures ultérieures arrivera, le peuple considère comme indispensable la présence de la Convention à Birmingham ou à Manchester. » Bronterre estime du reste utile que la Convention agisse comme l'avait fait le parlement d'Angleterre lorsqu'il siégeait une session à Winchester, une autre à Westminster, et la session suivante à York. La présence des Conventionnels à Birmingham aurait pour effet de grouper et d'unir le peuple autour d'eux. Bronterre conclut ainsi : « Si les Conventionnels restent unis, s'ils prennent garde de ne pas remplir les journaux de misérables querelles personnelles, mais de faire en sorte que les trois colonnes de compte rendu du *Sun* puissent être consacrées à une activité parlementaire toute entière vouée à servir et non à desservir la cause, la démocratie augmen-

1. *Northern Star*, du 6 avril (meeting de Brighton et discours de Bronterre), et *Northern Star*, du 4 mai.

terait leurs forces en envoyant de nouveaux délégués : le peuple ne doute pas un instant du succès ; les travailleurs sont décidés à triompher si la Convention veut les y aider. »

Dans ce discours qui nous révèle les divisions et l'impuissance des parlementaires, Bronterre prétend exprimer les sentiments des masses chartistes. Or que réclament celles-ci ? D'abord l'union de tous les Conventionnels en vue de l'action et d'une action énergique : le peuple ne doute pas de la réussite de ses efforts, il est déterminé à agir ; mais, les Conventionnels doivent prendre résolument la direction du mouvement et conduire le peuple à la victoire. D'autre part, et c'est là si l'on en croit Bronterre un désir spontané des auditoires chartistes, Londres doit être abandonnée pour Birmingham : à Birmingham les Conventionnels se trouveront au centre même de l'armée chartiste toute prête à se lever à la voix de ses leaders. Quelles inspirations différentes recevront de l'atmosphère enflammée de Birmingham les Conventionnels lorsqu'ils se sentiront entourés et soutenus par une population enthousiaste et résolue, alors qu'à Londres l'indifférence des foules amollit leur ardeur et abat leur courage. Reçu par Bronterre des meetings auxquels il venait d'assister, ce conseil, qui allait être suivi quelques jours après, était grave puisqu'il devait rendre plus proche et plus immédiat le contact des représentants et de leurs commettants et rendre par suite aussi la pression de l'extérieur irrésistible.

Du droit de s'armer, reconnu le 9 par les Conventionnels, au conseil, recueilli par Bronterre, de siéger à Birmingham et par là de s'exposer à tous les entraînements, quels progrès en ce mois d'avril avait faits la Convention ! Elle allait pousser plus loin ses démarches imprudentes en adoptant l'idée de mesures dont il était impossible de prévoir les conséquences : la grève générale allait réapparaître suggérée à la Convention par Feargus O'Connor, non, semble-t-il, de propos délibéré, mais par le hasard d'une flatterie à l'adresse de Thomas Atwood. Le 1<sup>er</sup> mai, comme celui-ci demandait au démagogue irlandais quelles seraient les mesures ultérieures au cas où la pétition serait repoussée, Feargus répondit « que ces mesures ultérieures seraient celles que M. Atwood conseillait lui-même, savoir la grève générale <sup>1</sup> », parole inconsidérée,

1. *Northern Star* du 14 mai, discours d'O'Connor du 2 mai.

prononcée probablement par pure flagornerie, parole reniée du reste plus tard par Feargus, quoique ce soit son propre journal qui la rapporte, parole qui va accentuer encore l'évolution. L'idée du déplacement à Birmingham et celle de la grève générale allaient être les deux plus lourdes fautes de la Convention.

Le 6 mai, la pétition nationale est apportée à la résidence d'Atwood qui a promis de la présenter au Parlement le lundi suivant : elle mesure une longueur de trois milles, mais ne réunit qu'un million deux cent cinquante mille signatures au lieu de trois millions. A deux heures la pétition est placée sur une voiture, magnifiquement décorée. Les délégués suivent derrière, deux par deux, chacun portant une rosette rouge, précédés du président Bailie Craig et du secrétaire William Lovett. De Fleet Street à Temple Bar, la procession est accueillie par les hourrahs du peuple de la rue et par ceux aussi des spectateurs aux fenêtres des maisons. La pétition est surmontée par un large placard en tête duquel se trouvent ces mots « la *Pétition Nationale* », mots auxquels, dit la *Northern Star*, on aurait dû ajouter ceux-ci : « *A la voix d'une nation, qui aurait l'audace de résister*<sup>1</sup>. » La procession s'arrête devant le *Weekly Chronicle*, pour siffler deux rédacteurs de cette feuille, puis devant le *Sun*, pour acclamer ce journal dont les rédacteurs répondent par des applaudissements enthousiastes. Nouvelles acclamations devant la maison de Frost. A Panton Square, on s'arrête à la maison de Fielden où Atwood doit recevoir la pétition : « Lorsque nous arrivâmes chez Atwood, dit Lovett, celui-ci commença par nous déclarer qu'il ne savait pas quand il pourrait présenter la pétition parce qu'on attendait le soir la démission de lord John Russel. Nous l'informons de notre désir de lui voir faire cette présentation le plus vite possible et de le voir aussi saisir l'occasion la plus proche de présenter le Bill appelé « la Charte du peuple ». Il se refusa à accéder à cette seconde demande parce que, dit-il, il n'était pas d'accord sur tous les points, spécialement sur le principe de l'égalité des districts électoraux. Une longue conversation suivit : M. Atwood déclara que sa conduite dépendrait de l'accueil que recevrait la pétition. En fait, l'émission du papier-monnaie avait pour lui plus d'importance que la Charte du peuple. » Les faits venaient montrer la justesse de cette appréciation.

1. *Northern Star* du 11 mai, et Lovett, p. 206.

Le 9 mai, Vincent est arrêté à Londres, dans sa maison de Crosner Street, sur mandat des magistrats de Newport, pour avoir assisté à un meeting séditieux organisé dans cette ville. Cet événement rend irrémédiable l'évolution de la Convention vers la violence : car, tandis que cette arrestation donne aux protagonistes de la force physique un argument en faveur de la lutte à outrance, elle atteint dans sa sensibilité le plus utile représentant du parti de la force morale William Lovett. L'arrestation de Vincent exaspère Lovett et, à la séance du 9 mai, le plus ardent défenseur des méthodes pacifiques et légales paraît entraîné lui aussi par l'évolution et converti aux méthodes révolutionnaires.

C'est à cette séance <sup>1</sup>, en effet, qu'est discutée l'adresse de la Convention au peuple anglais, rédigée par Bronterre O'Brien <sup>2</sup>. Sans doute cette adresse affirme que les Conventionnels sont décidés à obéir à la loi ; mais le ton en est singulièrement agressif : « le gouvernement essaie de provoquer une insurrection prématurée afin d'avoir des motifs pour dissoudre la Convention, pour interdire les meetings en faveur de la Charte et pour abolir ce qui reste des garanties constitutionnelles... Non contents de ces machinations « les tyrans » cherchent à armer le riche contre le pauvre sous prétexte de protéger la vie et la propriété ; si l'on croit ce que dit la presse, les ministres se sont engagés à fournir à deux cents aristocrates du Monmouthshire des armes payées avec les impôts... Le conseil que nous vous donnons est d'obéir strictement à la loi, mais en même temps de vous préparer à obliger vos oppresseurs à y obéir aussi. Soyez sur vos gardes en ce qui concerne les espions ou les fous qui voudraient vous pousser à des actes d'illégalité, mais en même temps sachez que vous avez le même droit de vous armer que vos ennemis et que, si vous abandonnez ce droit, vos libertés sont à jamais perdues. Soyez prudents et vigilants, mais en même temps fermes et inflexibles. Ne faites pas parade de vos armes aux meetings, mais gardez-les reluisantes et toutes préparées à la maison afin d'être prêts à toute éventualité et à tout moment pour défendre votre reine, votre pays et vos libertés. En apportant sans besoin vos armes dans les lieux publics, ne donnez pas à vos oppresseurs une

1. *Northern Star* du 11 mai ; Lovett, p. 206. Lovett se trompe en disant que l'arrestation de Vincent a eu lieu le 10 mai.

2. *Northern Star* du 18 mai, p. 6.

excuse pour violer le droit inviolable que vous avez de vous réunir et de discuter vos revendications, mais en même temps n'oubliez pas de vous préparer à résister, les armes à la main, à toute tentative inconstitutionnelle faite pour supprimer par la force physique votre agitation pacifique. »

Ces conseils, si contraires à la politique de la force morale, soulèvent les critiques des Halley et Villiers Sankey qui s'opposent à l'adresse parce qu'elle recommande très clairement au peuple de s'armer. Leur protestation n'est écoutée que de très rares Conventionnels : les deux délégués écossais ont contre eux non seulement les adeptes de la violence et les théoriciens de la force physique, mais William Lovett lui-même <sup>1</sup>. Feargus O'Connor développe les thèmes auxquels les Conventionnels sont accoutumés : « ce sera la guerre entre la pauvreté et la propriété ; qu'ils ne s'abusent pas, c'est la propriété qui attaquera la pauvreté ». Mais l'étonnement est grand, quand William Lovett se lève pour prononcer ces paroles : « J'ai toujours préconisé les moyens pacifiques et je me suis attiré la haine, le blâme et le mépris pour l'avoir osé ; mais maintenant que le gouvernement et que les classes moyennes sont décidés à empêcher notre agitation pacifique ; maintenant que nos meetings peuvent être empêchés au gré d'un magistrat ou même par une ordonnance qui n'a pas force de loi ; maintenant que des membres de la Convention peuvent être emprisonnés sur la déposition d'un policeman, alors on peut dire que la liberté recule au lieu de faire des progrès. Il nous faut manifester notre résolution de résister sur la brèche à la tyrannie, autrement nous serons écrasés. Nous avons encore en réserve quelques mesures beaucoup plus efficaces que les armes. Les classes moyennes placent leur confiance dans l'armée, dans la police et dans les autres moyens d'opprimer le peuple ; mais, si j'exprime mes propres sentiments, plutôt que d'être réduits à la condition des Français qui ne peuvent se réunir plus de trois ou quatre à la fois et dont la presse est baillonnée, plutôt que de subir un tel esclavage, j'aimerais mieux que l'Angleterre devienne un désert. »

Après le discours de Lovett, on ne s'étonnera pas de voir seulement sept Conventionnels voter contre l'adresse, tandis que trente-deux votaient pour : il y avait trois abstentionnistes et huit

1. *Northern Star* du 18 mai : de nombreux délégués prennent part à la discussion.



absents. Si l'on totalise ces chiffres, on trouve que la Convention comprenait alors cinquante membres, au lieu de soixante indiqués par la *Northern Star* comme présents à la première séance : le 9 mai, il avait déjà dix démissionnaires : c'étaient, tout d'abord J.-P. Cobbett ; puis, le 28 mars, les trois délégués de Birmingham, Hadley, Salt et Douglas ; le même jour, le Dr Wade ; le 23 avril M. Matthew, le délégué écossais de Perthshire <sup>1</sup> et M. Wood, le délégué du Bolton <sup>2</sup> ; le 2 mai, William Ryder qui avait déjà menacé de donner sa démission le 23 avril <sup>3</sup> ; le 6 mai, Wroe, le délégué de Manchester, remplacé par Christopher Dean et Rogers <sup>4</sup>. Et presque toutes ces démissions, sauf celle de William Ryder, venaient des modérés : d'autres allaient suivre, provoquées encore dans les rangs des modérés par l'adoption de l'adresse et surtout par celle du manifeste : le parti de la force morale s'évanouissait, les uns se retirant effrayés par les démarches de leurs collègues, les autres, comme Lovett, convertis à la force physique par l'entraînement irrésistible des sentiments et des événements. La révolution qui s'était produite dans l'âme de Lovett avait été justement remarquée et elle avait accru la rapidité de l'évolution ; la *Northern Star* n'avait pas manqué d'en tirer argument en faveur de ses théories dans son article intitulé : *Conversion de la force morale à la force physique* <sup>5</sup>.

L'arrestation de Vincent et la conversion de Lovett avaient pour résultat de rendre inévitable le déplacement de la Convention à Birmingham. Suggéré le trente avril par Bronterre, ce conseil avait été présenté par lui comme conforme au désir des troupes charlistes. Toujours préoccupé de flatter le peuple et espérant aussi avoir plus d'autorité à Birmingham qu'à Londres, Feargus O'Connor avait proposé qu'à partir du lundi 13 mai, la Convention siégeât à Birmingham : « Aucun argument, dit Lovett, n'ayant été apporté en faveur d'une telle motion et estimant que c'était une lâcheté, je jugeai bon de proposer un amendement pour que nous continuions à siéger à Londres jusqu'à la présentation de la pétition et au vote

1. *Northern Star* du 27 avril « sans indication de raison ». On peut supposer que M. Matthew avait été effrayé de l'évolution de la Convention.

2. Parce qu'il avait accepté un poste dans l'administration de la Poorlaw.

3. *Northern Star*, le 27 avril et le 11 mai, « à la demande de ses commettants ».

4. Selon Gamage, *op. cit.*, p. 109, Rogers aurait aussi donné sa démission au commencement de mai.

5. *Northern Star* du 18 mai.

relatif à l'introduction de la Charte du peuple au Parlement <sup>1</sup>. » L'amendement de Lovett avait été mis en minorité, mais d'autres objections avaient été faites à la motion d'O'Connor et la discussion remise. L'arrestation de Vincent donne au démagogue irlandais l'occasion de reprendre sa proposition et il fut décidé que le 13 mai les Conventionnels se réuniraient à Birmingham.

A leur arrivée dans cette ville, le 13, les délégués chartistes sont accueillis par une population enthousiaste dont les sentiments viennent d'être surexaltés « par la conduite arbitraire des autorités locales <sup>2</sup> ». Bronterre O'Brien harangue la foule : « Vous vous êtes rassemblés aujourd'hui pour dire à vos gouvernants que, s'ils consentent à faire des lois justes, vous consentirez à vous y soumettre. Mais, au lieu de promulguer des lois conformes à l'intérêt des classes laborieuses, ils vous gouvernent par le sabre; alors, par Dieu, vous les renverserez avec des fourches. (*Bruyants applaudissements.* Si vos gouvernants faisaient de justes lois destinées à garantir un salaire normal pour une journée normale de travail, je vous le demande, ne seriez-vous pas tous de loyaux, de justes et de fidèles sujets? *Oui, oui.* Mais, s'ils édictent une loi pour le riche et une autre pour le pauvre ou mieux aucune loi protectrice pour le pauvre et s'ils gouvernent par le sabre, ne préféreriez-vous pas mourir que de vous soumettre ». *Cris répétés de oui, oui certainement.* Après Bronterre, parlent aussi Thomas Atwood, Duncan, Lowery Carpenter, Neeson, Hartwell, Marsden, Collins; puis Feargus O'Connor prend la parole : « Quand la force morale cessera d'agir, alors la force physique tombera comme la foudre sur nos oppresseurs. » La pluie commence à tomber à flots, mais tous les assistants demeurent pour écouter encore Feargus, puis Lovett et Harney <sup>3</sup>.

Le lendemain 14, le Parlement ouvrier se réunit pour discuter le manifeste de la Convention au peuple anglais. Ce manifeste présente un grand intérêt par sa forme et par son contenu. Par le choix de huit questions précises que les Conventionnels doivent poser aux meetings simultanés le lundi de la Pentecôte, ce document

1. Lovett, *op. cit.*, p. 205, 206; d'après Gammage, p. 109, le déplacement n'était que l'exécution d'une suggestion d'Atwood; mais il s'explique par d'autres causes que le désir de plaire à Atwood.

2. Lovett, *op. cit.*, p. 208. Les autorités locales avaient interdit les meetings sur le Bull Ring.

3. *Northern Star*, 18 mai.

paraît laisser la décision des mesures ultérieures à la volonté populaire, alors qu'en réalité il engage délibérément les Conventionnels dans les voies de la violence : par l'adoption du manifeste et par sa mise en circulation à dix mille exemplaires, le Parlement ouvrier abandonne d'une façon définitive les méthodes de la force morale pour les méthodes révolutionnaires. Le manifeste va fixer le sens de l'évolution. Par les considérants qui précèdent les huit questions, le manifeste chartiste de 1839 mérite d'être rapproché du manifeste communiste de 1847 : il est un exemple dont pourront s'inspirer Karl Marx et Engels. A ce double titre, son élaboration et ses considérants intéressent l'histoire du mouvement ouvrier.

William Lovett raconte ainsi les travaux préparatoires du manifeste : « Plusieurs adeptes de la force physique discouraient avec abondance des mesures ultérieures sans paraître avoir des idées claires sur ce sujet ; des membres du parti modéré pensèrent qu'il convenait d'organiser une réunion pour arriver, après un débat approfondi, à une opinion précise, plutôt que de laisser introduire cette question par quelque tête chaude sans réflexion ni considération. » Une réunion de délégués eut lieu alors à l'Arundle Coffee-house pour discuter à fond la question avant d'en faire l'objet d'un débat public à la Convention. A ce meeting, de nombreux représentants assistèrent, un président fut nommé et chaque membre présent exprima à tour de rôle son opinion sur les mesures ultérieures à adopter au cas où la pétition serait rejetée. Lovett, en qualité de secrétaire, prit note des différentes opinions et des conclusions auxquelles on était arrivé et, dans la semaine, il les rédigea en la forme d'un manifeste : il fut décidé qu'on tiendrait une réunion dans les locaux de la W. M. A. pour le discuter clause par clause. Après discussion, le manifeste tout entier fut unanimement adopté, Mr. Halley de Dumfermline fut le seul opposant. Un comité fut nommé le jour suivant par la Convention pour prendre en considération la question des mesures ultérieures : il se composait de Frost, de Bussey, de Feargus O'Connor, de Pitkeithly et de Mills, Lovett en était le secrétaire ; après quelques modifications, le manifeste fut adopté par le comité qui allait le présenter à la Convention lorsque la discussion en fut remise à la première séance de Birmingham <sup>1</sup>.

1. Lovett, *op. cit.*, p. 207.

Les précautions prises par les modérés pour apporter dans la rédaction du manifeste toute la réflexion et toute la prudence possibles n'empêchèrent pas cette rédaction de devenir un factum d'allure révolutionnaire et d'une inspiration très différente de celle qui avait animé la majorité première de la Convention : telle avait été l'influence exercée sur l'esprit des Conventionnels, même modérés, par les nouvelles venues des districts industriels et par le spectacle que présentaient les populations ouvrières du Yorkshire et du Lancashire. Empruntant à cette agitation révolutionnaire ses inspirations, et développant les thèses accoutumées du socialisme ouvrier, le manifeste a des allures guerrières et il contient des considérants qui permettent de le rapprocher du manifeste communiste de 1847<sup>1</sup> : « Citoyens et compagnons d'esclavage, nous avons résolu de conquérir nos droits pacifiquement si nous le pouvons, par la force si nous y sommes obligés ; mais malheur à ceux qui commenceront la guerre avec le peuple ou qui par la force voudront contenir notre pacifique agitation en faveur de la justice, car à un signe ils seront éclairés sur leur erreur et en un bref combat leur pouvoir sera détruit. Vous nous avez faits les modestes instruments de votre volonté et de vos décisions ; nous avons accompli le devoir que vous nous imposiez dans la mesure de notre pouvoir et nous sommes prêts à aller plus loin pour exécuter vos ordres ; mais, des nombreux rapports que nous avons reçus, nous croyons que vous attendez de nous le soin de recueillir les volontés et les intentions du pays en ce qui concerne les moyens les plus efficaces de faire de la Charte du peuple la loi. Désireux par conséquent de connaître clairement les opinions et les décisions du peuple, dans le temps le plus bref possible, et doublement désireux d'en assurer la juste réalisation sans effusion de sang et sans tache, nous soumettons respectueusement à votre sérieuse considération les propositions suivantes : à tous les meetings simultanés<sup>2</sup> qui se tiendront pour demander par pétition à la Reine d'appeler à son conseil des hommes de bien, aussi bien qu'à tous autres meetings de nos unions

1. Lovett, p. 210 : « Voulez-vous vous soumettre de la naissance à la mort à un labeur incessant pour offrir à ceux qui vous accablent de taxes et qui vous volent, sur chaque journée de douze heures, le produit de neuf heures de votre travail pour entretenir vos paresseux et insolents oppresseurs ? Voulez-vous supporter plus longtemps que les plus grands bienfaits du machinisme se transforment en les pires malédictions de la vie sociale ? . . . »

2. Qui devaient avoir lieu le lundi de Pentecôte.

et associations qui auront lieu jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet, les questions qui suivent seront posées au peuple assemblé « Etes-vous prêts :

1<sup>o</sup> A opérer le retrait de toutes les sommes d'argent que vous possédez dans les caisses d'épargne, dans les banques privées ou entre les mains de personnes hostiles à vos justes droits?

2<sup>o</sup> A convertir tout votre papier-monnaie en or et en argent?

3<sup>o</sup> A vous abstenir de tout travail et de toute boisson enivrante, si la Convention estime que la grève générale est nécessaire pour préparer les travailleurs à conquérir la Charte de leur salut politique?

4<sup>o</sup> A défendre avec les armes des hommes libres les lois et les privilèges constitutionnels que vos ancêtres vous ont laissés, en usant de votre droit constitutionnel et traditionnel?

5<sup>o</sup> A présenter des *candidats chartistes* aux prochaines élections?

6<sup>o</sup> A boycotter les commerçants non chartistes?

7<sup>o</sup> A lutter par tous les moyens en votre pouvoir pour les grands principes de la Charte du peuple et à décider qu'aucune contre-agitation en faveur d'une mesure de justice moins complète ne vous détournera de votre juste cause?

8<sup>o</sup> A obéir à tous les ordres justes et constitutionnels de la majorité de la Convention?

Telles étaient les huit questions<sup>1</sup> que les Conventionnels devaient poser aux meetings simultanés du lundi de Pentecôte. Après s'être rendu compte des opinions du peuple sur toutes ces questions et avoir déterminé avec soin ses décisions, la Convention se réunira le premier juillet et entreprendra de mettre à exécution la volonté du peuple.

Le 14 mai, la Convention à Birmingham discute le manifeste dont William Lovett fait la lecture. Bronterre O'Brien déclare qu'il est opposé à la publication du manifeste comme document sanctionné par la Convention : ce serait illégal et exposerait les Conventionnels à des poursuites pour crime de conspiration contre la propriété. Par là Bronterre fait allusion à ces deux questions que l'assemblée va faire disparaître du manifeste : refuseront-ils de payer toutes les taxes, rentes et impôts ? cesseront-ils de lire tous les journaux qui leur sont opposés ? Feargus O'Connor fait aussi des objections dans le même sens. Le D<sup>r</sup> Taylor et le D<sup>r</sup> McDouall expriment leur appro-

1. Lovett, *op. cit.*, le Manifeste, p. 208 à 215

bation ; Richardson et Moir recommandent tout particulièrement la « descente sur les banques ». Après une discussion très prolongée, O'Connor propose la suppression des clauses relatives au refus de payer les rentes, les taxes, les impôts et au boycottage des journaux hostiles : cette suppression est décidée. Carpenter présente une motion en faveur de l'adoption du manifeste et appuyée par Lowery : le manifeste est adopté par une majorité de douze voix <sup>1</sup>.

Le lendemain 15, le délégué de Liverpool, Whittle et celui d'Hyde, Deegan se retirent et donnent pour raison de leur démission l'adoption du manifeste. Le nombre des Conventionnels présents est très peu élevé ; Bronterre présente un amendement à la proposition de Richardson pour décider que la Convention se réunira à Birmingham, et non à Londres, le 1<sup>er</sup> juillet : cette proposition est adoptée par une majorité de dix-neuf voix <sup>2</sup>. Le 16, la Convention se réunit encore et le 17, Bronterre lui fait adopter des résolutions destinées à recommander aux Chartistes de ne point apporter d'armes dans les meetings simultanées et de ne pas fournir à leurs ennemis un prétexte pour dénaturer leurs intentions : la Convention du reste continue à affirmer qu'elle est décidée à opposer la force à la force et à repousser l'assassinat par le juste homicide : après quoi elle se sépare jusqu'au premier juillet.

L'attitude prise par la Convention dans le manifeste révèle ses incertitudes, sa faiblesse et son souci d'éviter la responsabilité des mesures ultérieures. En proposant celles-ci à la ratification des masses chartistes, certains Conventionnels avaient le secret espoir de voir les meetings répondre négativement aux questions les plus graves ; mais, par cette espérance, ils faisaient preuve d'une absolue ignorance de l'âme populaire. Cependant l'évolution à laquelle ils venaient d'assister aurait dû donner à ces modérés quelque expérience et leur être une excellente leçon de science politique et sociale : ne s'étaient-ils pas aperçus que, pour s'être abandonnée trop facilement aux forces instinctives au lieu d'essayer de les discipliner, la Convention n'avait plus été maîtresse de ses propres destinées ? En réalité, c'était peut être moins par absence de psychologie que par absence de caractère que péchaient les Conventionnels : en adoptant le manifeste, la plupart avaient été dominés par deux sentiments. Ils avaient le désir de n'avoir point

1. Lovell, p. 208 ; *Northern Star* du 18 mai.

2. *Northern Star* du 18 et du 25 mai.

à prendre immédiatement une décision : mais là encore ils se leurraient et ne savaient que remettre aux événements le soin de décider pour eux : ne pas vouloir choisir, c'était déjà choisir, c'était adopter dès à présent les solutions qu'ils proposaient à la sagesse populaire, car cette sagesse à laquelle ils s'en remettaient était, encore plus qu'eux-mêmes, à la merci de tous les entraînements. Il craignaient aussi de paraître manquer de courage et d'être accusés de trahison s'ils préconisaient la prudence qui devait être fatalement interprétée comme une lâcheté. Au fait, la surenchère des uns et la faiblesse des autres avaient conduit la Convention à une impasse d'où il lui était impossible de s'évader : si elle optait pour une politique de sagesse, elle avait les plus grandes chances de ne pas être écoutée et de se déconsidérer aux yeux de ceux qui avaient cru de bonne foi à la réalité des promesses et à la proximité des espérances ; pour maintenir leur crédit, pour conserver la confiance de leurs électeurs, les Conventionnels devaient rester en harmonie et avec leurs troupes et avec eux-mêmes, fût-ce en sacrifiant la prudence la plus élémentaire, au prix des pires errements et des plus néfastes conséquences.

De leur faiblesse et de leur imprudence les plus intelligents parmi les Conventionnels eurent nettement conscience. William Lovett avoue qu'il a obéi à un vent de folie, Feargus O'Connor cherche à déclinier toute responsabilité : et, ici encore, ces deux hommes apparaissent dans l'opposition de leurs tempéraments : l'un avoue très loyalement qu'il s'est trompé et qu'il a eu un moment d'erreur ; son adversaire sans scrupules essaie, après l'insuccès, de rejeter sur les autres la responsabilité des mesures qu'il avait été le premier à préconiser : n'est-ce pas Feargus O'Connor, en effet, qui le 1<sup>er</sup> mai avait déclaré à Thomas Atwood qu'au premier rang des mesures ultérieures serait placée la grève générale : n'avait-il pas fait partie du comité qui elabora le manifeste ? y avait-il protesté contre ces mesures ? et, lors de la discussion du 14, ne s'était-il pas borné à faire rejeter par la Convention le boycottage des journaux hostiles et le refus de payer les impôts ? Pendant les meetings simultanés, Feargus O'Connor prendra plusieurs fois la parole, mais il ne dira pas un mot pour désavouer le manifeste : ce n'est qu'après l'arrestation de son rival qu'il deviendra l'apre critique du manifeste.

« Mais, dit Lovett, lorsque je me trouvai emprisonné à Warwick Goal, Feargus eut l'impudence de se glorifier d'avoir été l'homme qui avait empêché la grève générale, bien qu'il eût dépensé son activité à la recommander. Ensuite, en diverses occasions, il essaya de persuader à ses dupes qu'il avait escamoté la mesure de violence bien que ses disciples et lui eussent été les premiers à parler de s'armer, de retirer l'argent des banques et de réaliser le projet d'Atwood, la grève générale. Je mentionne ces faits, non pour désavouer ma collaboration au manifeste, encore que je pense avoir fait un acte de folie en prenant part à certaines de ses dispositions ; mais, à la Convention, je sacrifiai beaucoup à l'union, à l'amour que j'avais de notre cause, et à l'espoir que je mettais en elle ; et j'ai encore assez d'orgueil pour croire que, si je n'avais pas été emprisonné, j'aurais pu empêcher beaucoup d'émeutes et de folies qui se produisirent<sup>1</sup>. »

Quelle belle page et combien instructive ! en même temps qu'il nous fournit un document nouveau sur le caractère de Feargus, William Lovett nous révèle les sentiments auxquels il obéit lui-même à la Convention. Une aberration passagère est insuffisante pour expliquer son attitude ; chez un homme tel que Lovett l'élément volontaire complète toujours l'élément sentimental : à côté des circonstances qui touchèrent son cœur, dans son amitié pour Vincent et dans sa foi passionnée en la cause Chartiste, le désir d'union amena ce réformiste à rédiger et à signer un factum révolutionnaire ; par là se découvre un des ressorts qui, dans un Parlement du peuple, font le triomphe toujours renouvelé des extrémistes sur les modérés.

#### IV

Entre le 17 juin et le 1<sup>er</sup> juillet, les Conventionnels se multiplient pour haranguer les auditoires chartistes des grands meetings « réunissant une nombreuse assistance<sup>2</sup> » et qui adoptent le manifeste. Chacun, selon ses inclinations particulières, développe ses thèmes favoris, et, parmi les questions que la Convention a posées au peuple, insiste sur celle qui est son dada préféré, Richardson

1. Lovett, *op. cit.*, p. 208.

2. Lovett, p. 216 ; *Northern Star* du 25 mai, des 1<sup>er</sup>, 15, 18 et 22 juin.



conseille la « descente sur les Banques » et Brenterre O'Brien, la politique des candidatures chartistes aux prochaines élections : « La Chambre actuelle des Communes, dit Bronterre au meeting de Glasgow, ne représente pas le peuple; elle représente les gail-lards qui vivent de profits et d'usure; elle représente aussi une bande de canailles, hommes de lois, évêques, prêtres, agioteurs et prêteurs sur gage; elle représente des hommes qui n'ont aucun intérêt à la prospérité du pays : l'agioteur a le même intérêt à la calamité publique que le prêteur sur gage à la détresse privée. Elle représente aussi les officiers, les militaires, et c'est un fait qu'à Londres, près de deux mille tenanciers de maisons publiques ont des votes. » Pour le D<sup>r</sup> Taylor, le boycottage est le meilleur moyen de forcer leurs ennemis à résipiscence : « Marquez à la craie, de chaque côté de la rue, les portes des boutiquiers qui ne vous aideront pas à conquérir la liberté, et vous les amènerez ainsi à penser que la classe laborieuse a toutes les qualités requises pour l'exercice du droit de vote. Que la musique des pennies, la seule qui charme ses oreilles, cesse, que les coffres-forts restent vides, et le boutiquier reconnaîtra vite le droit du peuple à être représenté. Si vous adoptez cette tactique et si vous la mettez immédiatement en pratique, par ce seul procédé vous obtiendrez la Charte : votre Comité n'a qu'à ouvrir boutique et vous trouverez bientôt de chaque côté de la rue bon nombre de concurrents qui rivaliseront avec vous pour la défense des principes chartistes. » Et au même meeting de Glasgow, Peter Bussey renchérit sur ces paroles : « Il n'existe aucune sympathie entre les classes, il n'existe qu'une question de livres, de shillings et de pennies. L'OR est le Dieu des Boutiquiers et, si le chemin pour arriver à la tête d'un anglais est à travers son ventre, je crois que le chemin pour atteindre la tête d'un bourgeois est à travers ses poches <sup>1</sup>. » De son côté Robert Lowrey, qui, toujours guidé par son intransigeante sensibilité, préconise la violence, en recommandant le droit de s'armer, demande à ses auditeurs écossais s'ils sont prêts à tenir leurs engagements : « Aucun homme ne doit affirmer avec sa langue ce qu'il n'est pas prêt à exécuter avec son bras. Vous ne permettrez pas que la Convention porte le bonnet d'un fou sur la tête, mais vous prouvez que vous êtes fils de ceux qui abandon-

1. Gammage, *op. cit.*, p. 121.

nèrent leurs foyers pour gagner la montagne, le sabre au côté. »

De toutes les questions présentées à l'agrément de la volonté populaire, celle qui allait concentrer l'attention des Conventionnels ne paraît pas avoir été mise en relief d'une façon particulière par les orateurs de ces grands meetings : l'idée de la grève générale était acclamée comme les autres par les auditoires enthousiastes, mais sans qu'elle provoquât des applaudissements plus précis que ceux qui allaient en bloc à toutes les questions du *manifeste*. La grève générale avait été acceptée, sauf quelques opposants, par tous les Conventionnels, qu'ils appartenissent au parti de la force morale ou à celui de la force physique; seulement si l'idée du *mois sacré* avait été acceptée par tous, tous n'étaient pas d'accord sur l'opportunité de sa mise à exécution : si l'on en croit Lovett<sup>1</sup>, pour les modérés, la grève générale n'était qu'un épouvantail : « Aussi n'étaient-ils pas opposés à voir discuter cette question par la Convention le 1<sup>er</sup> juillet comme un moyen de négocier avec nos adversaires. » Et un mot du délégué écossais Abraham Duncan résume très vigoureusement cette politique : « Nous devons faire trembler nos oppresseurs en les tenant suspendus jusqu'au-dessus de la gueule de l'enfer, mais nous ne devons pas les y laisser tomber. » Dans l'esprit de ces modérés, la grève générale n'était donc qu'une menace, un moyen d'intimidation pour forcer la main au Parlement. Lovett pensait même qu'on pouvait aller jusqu'à conseiller la cessation du travail à un ou deux grands métiers : les modérés n'avaient en vue qu'une simple mise en application partielle.

Si pour les modérés la grève générale se réduisait à un procédé d'intimidation et à la possibilité d'une manifestation partielle, elle apparaissait aux protagonistes de la violence comme une des formes les mieux adaptées à la réalisation de leurs désirs et de leurs revendications : n'attendaient-ils pas du mouvement chartiste autre chose que la Charte du peuple? N'était-ce pas toutes les espérances socialistes qui miroitaient à leur esprit? Sans doute la Charte était seulement à leurs yeux l'instrument le plus sûr pour y atteindre, puisque aussi bien la pure démocratie politique doit nécessairement conduire au socialisme; mais ne pouvait-il y avoir des chemins moins longs et des moyens plus expéditifs pour entrer

1. Lovett, *op. cit.*, p. 216 et 217.

directement dans les palais de l'Égalité sociale, sans subir l'obligation d'attendre au seuil que les lents débats de la démocratie parlementaire en ouvrirent toutes grandes les portes? La grève générale pouvait forcer le vote des deux Chambres, l'adhésion du Gouvernement à la Charte du peuple: mais ne pouvait-elle mieux encore? Et sa mise à exécution n'était-elle pas le commencement même de la révolution rêvée?

Les uns et les autres, partisans de la force morale ou apôtres de la violence, ignoraient qu'en préconisant avec des visées différentes la grève générale, ils servaient les intérêts et obéissaient aux secrets désirs de ceux qu'ils combattaient, de ceux qu'ils jugeaient les pires ennemis des classes laborieuses. L'idée de la grève générale avait été lancée très innocemment par Thomas Atwood: mais il est probable que le leader de la Birmingham Political Union avait été le jouet inconscient des capitalistes et des industriels. Dans une lettre du 31 juillet<sup>1</sup>, Feargus O'Connor reconnaît que « les patrons considéraient le projet de grève générale comme une bonne aubaine. » La naïveté vaniteuse de Thomas Atwood n'a-t-elle pas été habilement exploitée dans le dessein de préparer l'opinion ouvrière? Il semble en effet que la grève générale était souhaitée par les milieux industriels qui y voyaient un remède à la crise de surproduction: les entrepreneurs n'osaient pas prendre la responsabilité d'un arrêt momentané du travail, mais ils auraient été satisfaits d'en voir prendre l'initiative par les travailleurs. C'est à la réalisation de ce vœu secret que l'imprudente Convention va dépenser ses plus grands efforts.

Cependant, tout d'abord, ce n'est pas la grève générale qui est l'objet des premières discussions de la Convention. A peine celle-ci vient-elle de se réunir à Birmingham le 1<sup>er</sup> juillet, que déjà certains conventionnels demandent son retour à Londres. Hugh Craigh croit cette mesure opportune et il est appuyé par Moir qui présente la motion suivante: « L'état des affaires publiques exige que le siège de la Convention soit immédiatement transporté à Londres. » Aussitôt Feargus O'Connor, à qui était dû le déplacement de Birmingham, dépose un amendement: « Les Conventionnels expriment leurs plus vifs remerciements au peuple de Birmingham pour l'excellente réception qu'ils en ont reçue et déclarent qu'ils continueront à siéger à Birmingham<sup>2</sup>. » Mais, comme il craint peut-être

1. *Northern Star* du 3 août.

2. *Northern Star* du 6 juillet.

un vote contraire à son amendement, il ajoute que, quant à lui, « il ira partout où la majorité de la Convention désirera aller ». Le démagogue irlandais s'assure ainsi contre les risques d'un échec. Dans la même séance, il parle du procès auquel il a assisté la semaine précédente à Mansfield : « puisque les riches s'arment et s'exercent même au maniement des armes sous la direction de la police métropolitaine, les Conventionnels ont le devoir d'avertir le peuple qu'il a le droit de posséder des armes. Quoi, les riches auraient le droit de s'armer pour opprimer le peuple et on refuserait à celui-ci les moyens de se défendre, quelle violation flagrante de toute justice ! » Puis, pour tenir la balance égale entre la force morale et la force physique, il raconte aussi que « les femmes de Mansfield, par protestation, ont adopté le système du boycottage et ne veulent plus dépenser un shilling dans les boutiques des commerçants qui s'arment contre le peuple, si bien que tel individu qui recevait £ 15 par jour verra bientôt le gazon pousser dans sa boutique. Ce qui prouve que le peuple a assez de force morale pour repousser les actes d'oppression ». Et, après avoir recommandé tout d'abord un moyen de force physique, il conseille ensuite le moyen légal de la pétition au Parlement <sup>1</sup>.

Dans le discours d'O'Connor, un seul fait aurait dû attirer l'attention de la Convention : c'est que le jour même, à Birmingham, trois cents constables avaient prêté serment : et ce fait à lui seul aurait pu être un argument assez fort pour justifier la proposition de retour à Londres que Moir reprend le lendemain 2 juillet. Mais les raisons que le délégué écossais fait valoir en faveur de sa motion sont tout différentes : « Il faut retourner à Londres sans délai, car le Gouvernement est aux prises avec les plus grandes difficultés, il n'a qu'une majorité très faible qui varie de deux à dix voix et il a beaucoup de peine à se maintenir : sa situation financière est critique et la Convention doit être à Londres pour en profiter. » Deegan seconde la motion et Feargus O'Connor s'y oppose naturellement : « Nous ne sommes pas encore restés à Londres assez longtemps pour être autorisés à adopter une telle résolution. . . Il s'est passé cette nuit à Birmingham des événements qui réclament notre présence ici. Nulle part la Convention ne pourra être plus en sûreté ni mieux protégée contre le danger que là où elle se trouve. C'est pourquoi je demande que la Convention se transporte à

1. *Northern Star* du 6 juillet.

Londres lundi prochain <sup>1</sup>. » Contradiction nouvelle de la part d'O'Connor, mais qui s'explique, soit par le désir de gagner du temps, soit encore par celui de concilier les deux opinions entre lesquelles étaient partagés les Conventionnels et de se faire un mérite de son intervention auprès de chacun d'eux.

A l'appui de sa proposition, Moir apporte des chiffres : il les emprunte au *Sun* du 1<sup>er</sup> juillet : du 20 au 26 juin 49,090 onces d'argent en lingots, 247,344 onces de monnaie d'argent, 11,750 onces de monnaie d'or et 6,570 onces d'or en lingots ont été exportés : « Je pense, ajoute-t-il, qu'on peut douter que la Banque d'Angleterre puisse payer plus de 18 d. par livre, et, si telle est la situation, je souhaite que la Convention se rende à Londres le plus tôt possible. » Le D<sup>r</sup> Fletcher et Craigh appuient cette motion ; Pitkeithly déclare que la Convention sera mieux à même de délibérer et de donner des ordres à Londres qu'à Birmingham ou dans toute autre ville de province. Au contraire, le D<sup>r</sup> Taylor et Cardo se prononcent en faveur de l'amendement d'O'Connor, qui semble, d'après les débats, réunir treize Constitutionnels contre dix.

Peter Bussey propose alors que la Convention reste à Birmingham jusqu'à ce qu'elle ait reçu les réponses aux questions du manifeste. Le D<sup>r</sup> Fletcher et Richards s'opposent à cette motion. Richards observe que le peuple se demande quand la Convention publiera ses instructions et quand commencera la mise à exécution des mesures ultérieures ? Le peuple attend avec anxiété les ordres de l'Assemblée. A Londres, étant donné la situation dans laquelle se trouve le Gouvernement, la Convention serait près de la Chambre des Communes, prête à toute éventualité. Feargus prend la parole : « Le devoir de la Convention est maintenant non de recevoir, mais de donner des ordres. La question qui se pose est de savoir si nos instructions auront plus d'efficacité parties de Londres ou de Birmingham ; en restant à Birmingham jusqu'à lundi prochain, beaucoup de bonne besogne peut être faite. »

Au milieu de cette discussion, semblable à tant de débats parlementaires, Lovett seul apporte un peu de clarté et présente le seul argument qui vaille en faveur du séjour à Birmingham ; le

1. Le 8 juillet.

secrétaire de la Convention dit qu'il ne voit pas l'avantage qu'il peut y avoir pour la Convention, comme l'a affirmé Moir, à se trouver près de la Banque : « Il suffit que nous exprimions à nos commettants notre désir de les voir convertir leur papier en or pour que cette conversion ait lieu. Notre ordre sera obéi tout aussi bien que s'il vient de Londres. De plus je pense qu'en déplaçant le siège de la Convention, nous ferions preuve d'indécision de caractère et nous marquerions que nous n'avons pas apporté assez de circonspection dans nos décisions avant que de les adopter. Certes, si jamais il a été nécessaire de venir à Birmingham, il est nécessaire aussi que nous y restions plus longtemps que nous ne l'avons encore fait. » C'était là le seul motif raisonnable que l'on put faire valoir ; il était dicté à Lovett par le bon sens et la droiture de son âme d'honnête homme. Lovett a le sentiment, ignoré des autres Conventionnels, de la constance dans les paroles et dans les actes, nécessaire à toute assemblée qui veut s'assurer le respect et l'autorité. Le secrétaire de la Convention veut éviter à celle-ci le ridicule de « *porter un bonnet de fou sur la tête* ». Depuis la séance du 10 mai, Lovett s'est ressaisi et le débat sur la grève générale montrera encore sa prudence et son habileté.

Après lui, Neesom reprend les théories d'O'Connor : « Selon moi la population de Birmingham a une plus grande confiance dans la Convention que celle de Londres ; je pense que nous pouvons donner l'ordre des mesures ultérieures aussi bien de Birmingham que de tout autre endroit... Le peuple est déterminé à ne pas attendre plus longtemps pour obtenir ses droits politiques ; et en vérité il saura les conquérir pacifiquement, s'il le peut, et par la force, s'il y est obligé. Je sais que le sentiment général est favorable à une action immédiate conformément au manifeste » Collins veut donner satisfaction aux partisans de l'action immédiate et limiter les risques en restreignant les ordres de la Convention aux mesures les plus inoffensives : « La crise est arrivée, dit-il ; les banques sont aux prises avec les plus grandes difficultés. Mon opinion est que nous perdrons notre temps si nous ne voulons pas concentrer notre attention sur une ou deux mesures ultérieures. Je suis partisan de faire vite ; il ne faut pas de longues heures pour placarder par toute l'Angleterre les conseils de la Convention au peuple : la descente sur les banques et l'abs-

tention de tout article soumis à l'accise sont, plus que toutes les autres, les deux mesures capables de provoquer une grande agitation. »

Ainsi se poursuivent ces discussions dont nous reproduisons fidèlement la confusion pour donner l'idée exacte de ce qu'étaient ces séances critiques de la Convention. Chacun parle selon son tempérament et malheureusement, sauf Lovett qui consulte sa raison et deux ou trois modérés obéissant à leur bon sens, ces hommes n'écoutent que leurs instincts, les conseils de leur sensibilité aveuglée, ou les intérêts de leur ambition.

La motion Bussey repoussée, la Convention adopte une proposition du Dr Taylor par laquelle elle s'engage à se réunir à Londres le mercredi 10 juillet. Le même jour, le 2 juillet, les délégués rendent compte de leurs missions. Pour la plupart ils se répètent. Dans le comté d'Ayrshire, à Leicester, à Nottingham, à Derby, à Liverpool, le peuple est prêt à obéir aux ordres « légaux et constitutionnels » de la Convention, dit Craigh, et le manifeste a été adopté avec une surprenante unanimité, déclare Deegan. Puis c'est Cardo : « A Penzance, dans les Cornouailles, le peuple retire son argent des Caisses d'Épargne ; les pauvres mineurs, qui ne gagnent que cinq shillings par semaine et qui ignorent les choses de la politique, ont décidé de mettre en application les principes du manifeste <sup>1</sup>. » A Leicester, selon Dean, le peuple est impatient d'en arriver aux mesures ultérieures. A Bath, à Bristol, à Cheltenham, dans le Wiltshire, le Somersetshire, et le Leicestershire, Neesom prétend que le peuple attend la mise à exécution des mesures ultérieures et n'est pas disposé à attendre longtemps.

Le discours d'O'Connor, rendant compte de sa mission, est un nouvel exemple de ses procédés de bluff : « Aux meetings de Peep Green, de Birmingham et de Kersallmoor, plus d'un million d'individus ont décidé de conquérir le suffrage universel par la force morale, s'ils le peuvent, sinon par la force physique. Nous avons créé une opinion publique, nous l'avons organisée, il ne nous reste plus qu'à la diriger... Nous nous trouvons dans une position si forte que nous pouvons dire aux whigs : donnez-nous le suffrage universel ou sinon nous le prendrons. » Si l'on en

1. Cardo donne des détails intéressants.

croit Donaldson, à Stourbridge, à Lye Waste, et à Dudley, le peuple ne peut plus endurer la misère et attend seulement les ordres de la Convention pour agir. Selon Marsden, Lancaster, Burnley, Chorley ont répondu affirmativement aux questions du manifeste. Dans le Cheshire, le peuple, dit Richards, est décidé à tirer vengeance de ses oppresseurs, s'il n'est pas donné satisfaction rapide à ses revendications. A tous les meetings auxquels le Dr Taylor a assisté, les résultats ont été excellents, et Collins dit que partout, à Greenock, à Bannockburn, à Alloa, à Montrose, à Dundee, à Perth, à Edimbourg, la Convention a été acclamée et l'ardent conventionnel affirme que jamais dans toute sa vie il n'a vu se manifester un tel enthousiasme ni une telle ardeur. Quel optimisme, quel illusionnisme ! et même quelle naïveté, peut-on dire, lorsqu'on entend Burns reprocher à Hartwell d'avoir omis de donner cette preuve des progrès de la cause chartiste, la présence parmi les membres des associations radicales de policemen occupés activement à recueillir les souscriptions <sup>1</sup>.

Le lendemain, 3 juillet, après que Woodhouse et James Taylor ont rendu compte de leur mission, la Convention aborde la discussion des mesures ultérieures. Tous les délégués viennent de déclarer que le peuple est prêt à agir et qu'il n'attend qu'un signe de la Convention : aussi cette assemblée est-elle comme déterminée par tout ce qu'elle vient d'entendre à examiner immédiatement la mise à exécution des mesures ultérieures. Parmi celles-ci une seule va concentrer l'attention, non parce qu'elle apparaîtra le moyen le plus efficace de réalisation, mais parce qu'elle se recommande aux démagogues par ses aspects de révolution prolétarienne comme un admirable moyen de réclame et que les autres Conventionnels, sauf quelques exceptions, n'oseront pas y paraître opposés. Tous, en effet, ou presque tous, se déclareront partisans de la grève générale : les uns, plus pressés parce qu'ils ne s'inquiètent pas des risques et veulent seulement satisfaire aux exigences de leur réputation de démocrates trop impatient du bonheur du peuple pour supporter aucun délai, vont demander qu'on fixe au mois sacré la date la plus rapprochée; les autres, désireux en leur âme et conscience d'écarter une si grande folie, approuveront le principe, mais, pour des raisons d'opportunité,

1. *Northen Star* du 6 juillet : « M. Hartwell a omis de dire qu'il se trouvait même des policemen parmi les membres des associations radicales. »



réclameront son application à terme. Entre les uns et les autres, Lovett, comprenant le danger, et aussi qu'il est impossible de heurter de front l'opinion la plus bruyante, essaiera par une mesure dilatoire d'écarter la mise à exécution immédiate de la grève générale qu'il considère irréalisable.

Le Dr Taylor prend le premier la parole : « J'ai visité ma circonscription et j'ai demandé à mes commettants leurs réponses aux questions du manifeste : sur les grands principes, le peuple est en accord parfait avec la Convention et il est décidé à conquérir la Charte, quelles qu'en puissent être les conséquences ; il ne désapprouve aucunes des démarches de la Convention ; tout au contraire, il est unanime à penser qu'elle a plus fait qu'on n'en pouvait attendre. J'ai assisté à vingt-six grands meetings en Écosse et j'y ai posé les questions du manifeste qui, d'une façon générale, ont reçu des réponses affirmatives ; mais, en ce qui concerne le mois sacré, le peuple croit qu'il ne conduirait à rien moins qu'à la Révolution. Cependant, si la Convention dit un mot en faveur de cette mesure, le peuple est prêt à la suivre. Ma première intention était de fixer un jour, le lundi 15 juillet par exemple ou toute autre date, pour que la Convention publie ce jour-là ses ordres. Mais je propose à la Convention de publier immédiatement une adresse au pays tout entier pour demander au peuple de retirer son argent des Caisses d'épargne, d'opérer la descente sur les banques, de commencer le boycottage, de s'abstenir de la consommation des objets soumis à l'accese, et d'user de leur privilège constitutionnel pour s'armer le plus vite possible. » On remarquera la réserve du Dr Taylor en ce qui concerne la grève générale ; cette réserve paraît être aussi celle des meetings auxquels il a assisté ; il convient de lire entre les lignes dans ce discours qui écarte le mois sacré : la grève générale, ce n'est rien moins que la Révolution et le peuple y est-il bien prêt ?

Feargus O'Connor se lève pour appuyer la motion du Dr Taylor : mais indirectement, selon sa manière, il va amorcer la discussion de la grève générale : « Je considère que les mesures ultérieures sont le plus grand sujet d'examen qui se pose à la Convention. la question la plus importante à résoudre. Car nous n'avons pas à attendre simplement ce qu'il peut advenir de la pétition, mais nous devons conquérir la Charte ; et je suis convaincu que, tant que nous n'aurons pas un mois sacré, nous n'aurons jamais le

suffrage universel. » Ainsi Feargus fait dépendre l'obtention du suffrage universel de la grève générale : cette fois encore il est l'un des auteurs responsables et, peut-on dire même, l'instigateur de la plus grande folie de la Convention ; peut-être que, si sa voix influente n'avait pas prononcé cette parole, un autre après lui ne l'aurait pas transformée en un acte, en une proposition. Mais il n'était pas non plus dans les habitudes de ce grand politique de s'engager à fond dans une circonstance décisive ; aussi ne recommandait-il pas la mise en application immédiate de la grève générale ; et, comme par cette phrase il craint de s'être peut-être trop avancé, après avoir poussé la Convention vers le mois sacré, il cherche ensuite en la flattant à la retenir : « La Convention est maintenant la seule autorité qui existe dans ce pays ; mais je pense que nous ne devons pas faire sentir trop soudainement au peuple le pouvoir qui est entre nos mains. Nous avons conquis une grande importance dans le pays, et il ne faudrait pas risquer une défaite générale pour un triomphe partiel. » Par ces paroles, Feargus se réserve, pour l'avenir, le droit de dire qu'il a déconseillé l'opération.

Ce que Feargus n'avait que suggéré, Peter Bussey va le faire : « L'opinion de mes électeurs est qu'il faut retirer l'argent des Caisses d'épargne, et ils sont en train de le faire. En ce qui concerne le droit de s'armer, le bon vieil esprit anglais les anime ; ils ont des candidats chartistes tout prêts ; ils sont disposés à faire du boycottage dans toute la mesure désirable ; ils sont convaincus de la nécessité de ne consacrer leurs efforts à aucune agitation qui ne mène au suffrage universel. Si la Convention donne le mot d'ordre pour le mois sacré, mes électeurs sont prêts à ne reprendre leur travail que lorsque la Charte sera devenue la loi du pays. Aussi, présenterais-je un amendement (à la motion du Dr Taylor). » Et Peter Bussey propose que la Convention recommande au peuple d'agir conformément au manifeste le 15 juillet. L'amendement Bussey diffère de la motion Taylor parce qu'il ne fait pas de distinction entre la grève générale et les autres mesures ; Bussey n'exclut pas la grève générale d'une réalisation qu'il veut immédiate et qu'il fixe au 15 juillet, tandis que le Dr Taylor remettait le soin de discuter cette grave question à une délibération ultérieure.

Cinq Conventionnels appuient immédiatement l'amendement de

Bussey. Cardo considère que la descente sur les banques suffira amplement à provoquer l'essor de la grève générale : le Dr Fletcher pense que la grève générale serait la meilleure méthode pour amener la réalisation des projets chartistes : « une descente sur les banques serait suffisante pour provoquer la grève générale : et, si ce jour arrivè, il faudra se nourrir, mais qui osera refuser cette nourriture ? Si un sentiment de justice et un sentiment d'humanité ne suffisent pas à nous la faire donner, nous l'obtiendrons de la crainte ». Le Dr Fletcher soulève donc une objection contre la grève générale, mais il ne s'y arrête pas. Le Dr Mac Douall dit que le peuple d'Ashton a décidé de se munir d'armes : « Je désire voir la grève générale adoptée aussi vite que possible et, comme juillet est un mois célèbre pour la Révolution et la Réforme, je conseillerai le mois de juillet, car nous avons en perspective une bonne récolte que nous pourrons moissonner. » Warden appuie la proposition de Bussey parce qu'il pense que « la grève générale est l'équivalent d'une insurrection nationale » : et Brown qui vient d'être mis en liberté exprime sa satisfaction de l'amendement Bussey : « Si jamais j'ai senti du plaisir à recouvrer ma liberté, c'est à présent, parce qu'elle me fournit l'occasion de soutenir l'amendement de M. Bussey. Il est impossible que le mouvement actuel se continue plus longtemps sans que quelque chose soit fait pour fixer une date précise et mettre un terme aux souffrances des classes laborieuses opprimées : et, en fait, je considère comme absolument indispensable que cela soit fait. »

De l'aveu même de ses défenseurs, la grève générale apparait la voie qui mène à la révolution : elle est, selon le mot de Warden, l'équivalent d'une insurrection. Et c'est sans doute aussi le motif pour lequel quelques Conventionnels refusent de prendre la responsabilité d'une telle décision : Deegan est très fermement d'avis de placer la grève générale en dehors de leurs résolutions et de ne proposer à l'adoption du peuple que les autres mesures du manifeste. Collins appuie énergiquement la motion du Dr Taylor et considère qu'il vaut mieux laisser la question de la grève générale pour plus tard. Craigh est plus prudent encore : il avoue qu'il n'a reçu aucune instruction de ses commettants pour hâter les mesures ultérieures et il est d'avis que la Convention doit attendre encore une réponse précise à la pétition. L'attitude prudente de Craigh n'avait aucune chance de rallier la majorité des Conven-

tionnels et William Lovett s'en était rendu compte. Aussi, lorsqu'à la reprise de la séance, il prend la parole pour appuyer la motion Taylor, il ne veut pas contredire trop directement les partisans de la grève générale, mais seulement obtenir leur consentement aux propositions dilatoires qu'il va leur faire. Son discours est à fois un nouvel exemple de son sens exact du réel et une preuve de l'expérience que lui ont donnée quelques mois de vie parlementaire.

« Je suis, dit William Lovett, en parfait accord avec la motion du Dr Taylor ; mais en même temps aussi je ne puis m'empêcher de penser avec M. Bussey et les autres partisans de la grève générale qu'un *holiday ou mois sacré* serait le seul remède efficace aux souffrances du peuple ; mais, tout en partageant cette opinion, je suis d'avis qu'il faut savoir ce qu'on peut attendre de la Chambre des Communes et quelle est sa réponse à la motion Atwood relative à la Charte avant de recommander une démarche aussi sérieuse et solennelle que le mois sacré. Je pense aussi qu'il doit être fait provision de vivres pour le peuple avant de lui donner l'ordre de cesser le travail. Je pense qu'il vaut mieux nommer un comité de dix à douze personnes chargées de chercher les meilleurs moyens de réalisation pour le mois sacré. Je crois également qu'un excellent moyen serait de choisir quelques métiers qui, en se mettant en grève, amèneraient tous les autres métiers à abandonner le travail, et de réunir des fonds pour les soutenir. Ce serait une excellente façon d'éprouver l'opinion publique, car, si les Chartistes ne sont pas capables de souscrire 1 s. ou 6 d. par semaine pour une telle œuvre, on pourrait émettre de sérieux doutes sur la possibilité de les voir abandonner eux-mêmes l'atelier. Telles sont les raisons pour lesquelles je suis d'avis qu'il faut voter la motion Taylor et ensuite nommer un comité pour le dessein dont je viens de vous entretenir. » En se prononçant pour la nomination d'un comité chargé d'examiner les possibilités d'une application partielle de la grève générale, Lovett espère ajourner à l'infini et même arriver complètement à écarter la grève générale, dont il redoute les conséquences autant pour les travailleurs Chartistes que pour la Convention ; il sait ce qu'on peut attendre en mettant à l'épreuve les puissances de sacrifice des Chartistes et ce que doit donner l'expérience de leurs dispositions réelles en faveur du mois sacré ; et, dans son autobiographie, il ne craint pas de nous révéler les

motifs qui lui avaient fait adopter cette tactique pour écarter la grève générale : « si les Chartistes n'étaient pas disposés à payer chaque semaine une petite somme, on ne pouvait guère espérer d'eux l'unanimité d'adhésion nécessaire à la grève générale ; et alors nous aurions, dit-il, une excuse véritablement raisonnable pour abandonner le projet <sup>1</sup>. » Quel sens politique profond dans cette phrase et dans cette attitude ; quelles ressources l'expérience parlementaire et le gouvernement des hommes font apparaître en des individus qui semblent mal préparés par leur caractère, par leur éducation ou même par leurs idées !

Le débat sur la grève générale continue, mais, quoique aucun des Conventionnels n'y apporte la même lucidité, il ne manque pas d'intérêt, parce que les discours des uns et des autres mettent en relief les raisons secrètes de Lovett<sup>2</sup>. C'est John Frost qui se déclare d'accord avec ses collègues sur la nécessité du mois sacré ; mais ajoute « je ne pense pas que nous soyons prêts à en donner l'ordre au peuple anglais » ; Richards demande que la Convention ne se presse pas trop de fixer une date ; Skevington confirme ces paroles ; et Moir dit que proclamer la grève générale serait agir contrairement à la plus élémentaire sécurité. Lovett veut profiter des sentiments exprimés par les précédents orateurs pour reculer la délibération sur la grève générale et la faire rejeter bien au delà de la décision que la Chambre des Communes prendra le 13 juillet à l'égard de la Charte : le 1<sup>er</sup> août lui paraît l'époque convenable pour examiner cette question.

1. Lovett, *op. cit.*, p. 217.

2. Après Fletcher demandant que, si le 20 juillet la Charte n'a pas obtenu force de loi, la grève générale soit proclamée, John Frost dit : « Je suis d'accord avec mes collègues sur la Nécessité du mois sacré, mais je ne pense pas que nous soyons prêts à en donner l'ordre au peuple anglais. » Puis c'est Richards qui raconte que dans le Nord du Staffordshire et dans le Sud du Cheshire le manifeste a amené sans aucun ordre de la Convention un retrait général de l'argent des caisses d'épargne et que dans les Potteries les Chartistes se livrent de préférence au boycottage ; « Mes commettants m'ont donné pour instructions de déclarer à la Convention que, si elle donne le mot d'ordre pour le mois sacré, elle sera obéie, mais qu'ils préféreraient que la convention ne se presse pas trop, en fixant une date, afin de permettre au peuple pendant quelques semaines de s'y préparer. » Et Skevington confirme les paroles de Richards. Moir pense que le temps n'est pas encore venu pour proclamer la Grève générale, qu'il faut attendre que la chambre sanctionne ou rejette la grève générale ; partisan de la descente sur les Banques, il est opposé à la fixation d'un jour pour le commencement de la grève générale : ce serait agir contrairement à la plus élémentaire sécurité.

Collins, Hartwell<sup>1</sup> et Pitkeithly viennent apporter leur concours à Lovell : « Je veux attirer votre attention, dit Pitkeithly, sur un fait : si le peuple commence la lutte lorsqu'il n'est pas encore préparé à la soutenir, il ne fera que river ses chaînes plus fortement, comme le peuple français l'a fait dans les deux luttes qu'il a entreprises. Notre devoir est de faire tout ce qui est possible et tout ce qui apparaît essentiel à la sécurité et aux progrès de la cause et nous avons toutes les chances en notre faveur, si nous n'agissons pas d'une façon imprudente, car le gouvernement tombe de plus en plus bas chaque jour, tandis que le peuple s'élève en dignité : si nous commettons la faute d'agir prématurément en ce qui concerne l'une des mesures, fût-ce seulement de quelques jours, cette imprudence peut nous ramener vraisemblablement de vingt ans en arrière. »

La grève générale est actuellement prématurée, disent les Conventionnels qui ont encore quelque modération, ou même seulement le sens du possible et le souci de ne pas exposer à d'inutiles dangers les ouvriers chartistes. « Les temps sont proches », affirment au contraire les partisans de la révolution immédiate ; Neesom et Marsden soutiennent énergiquement la nécessité de fixer au plus tôt le jour de la grève : « Je désire seulement, dit Marsden, faire luire aux yeux du peuple des espérances que nous puissions compter réaliser. » Mac Douall dit qu'il est autorisé par les mineurs de Stockport à déclarer qu'en bloc ils sont prêts à défendre la Convention et à exécuter ses ordres et qu'ils sont prêts aussi à le faire avec QUELQUE CHOSE dans leurs mains. Le Dr Fletcher prétend que, dans tous les meetings auxquels il a assisté, les mesures auxquelles le peuple attache le plus d'importance sont la descente sur les banques et la grève générale ; et avec Dean, il est le seul à présenter la grève générale comme l'expression du vœu des meetings : on a l'impression que ceux même qui, parmi les conventionnels, préconisent la grève générale immédiate, obéissent plutôt à un sentiment personnel qu'aux sentiments ou aux injonctions de leurs commettants.

Si l'esprit de surenchère, la misère exaspérée, le mysticisme révo-

1. Hartwell déclare qu'il n'a pas reçu d'instructions de ses commettants pour voter la date du mois sacré tant qu'on ne saura pas le sort de la Charte ; Collins dit qu'en adoptant certaines mesures seulement, les Conventionnels gagneraient la confiance du peuple plus facilement que s'ils fixaient témérairement un jour pour le mois sacré.

lutionnaire ou une sensibilité enthousiaste et crédule ont aveuglé Neesom, Marsden, Mac Douall et Fletcher au point de leur masquer l'évidence, c'est-à-dire le fait que le peuple chartiste n'est ni prêt ni disposé à la grève générale, et que ceux qui abandonneraient leur travail ne seraient ni suivis ni soutenus par la grande masse des travailleurs, comment nommer les sentiments sur lesquels repose l'opinion de Dean? Son discours manifeste une naïveté telle qu'on peut se demander si elle est involontaire ou non. « J'ai reçu, déclare Dean, des instructions de mes électeurs pour voter immédiatement la fixation du jour où la grève générale doit commencer, car beaucoup d'entre eux meurent de faim et ne savent pas, quand ils se lèvent le matin, où ils pourront trouver un seul repas ; si vous retardez la grève générale afin que le peuple puisse faire des provisions en vue de cette éventualité, il ne restera plus parmi eux personne pour la promouvoir. Les maîtres des fabriques d'Ashton et du voisinage ont déclaré qu'ils réduiraient les salaires de leurs ouvriers et feraient marcher les usines seulement trois ou quatre jours par semaine ou qu'ils les fermeraient pendant un mois entier. » Dean est convaincu que, si la Convention ne fixe pas une date, le peuple entrera en collision avec les autorités ; son discours éclaire le mystère de cette course folle à la grève générale, à laquelle, dans cette séance du 3 juillet, s'abandonnent les Constitutionnels, qu'ils soient partisans ou secrètement effrayés de l'entreprise.

En effet, bien qu'il se dise d'accord avec William Lovett pour attendre le sort réservé à la Charte, le Dr Taylor n'a sans doute pas compris la tactique de Lovett et il propose, au lieu du 1<sup>er</sup> août, la date du 13 juillet pour discuter le jour de la grève générale ; désirant, dit-il, présenter une motion qui réunisse l'unanimité des Conventionnels, il amende sa première résolution ainsi : « La Convention publiera sans délai un appel au pays tout entier, conviant le peuple à retirer son argent des Caisses d'épargne et des mains des banquiers hostiles à la Charte du peuple ; à convertir toute monnaie en or ; à s'abstenir de tous articles sujets à l'accise ; à commencer le boycottage et à user de leur privilège constitutionnel pour s'armer ; les membres de la Convention se réuniront le 13 juillet afin de fixer le jour où le mois sacré devra commencer, si la Charte n'est pas encore devenue loi. » Skevington seconde cette motion, le Dr Fletcher l'appuie, et Peter Bussey consent à

retirer son amendement, car il a eu du reste complète satisfaction : le Dr Taylor, qui était d'avis de réserver la question de la grève générale, a fait sienne la motion plus truculente du démagogue ; et, par sa résolution amendée, il s'est mis lui-même et il a mis ses collègues dans l'obligation de voter le mois sacré malgré lui et malgré eux aussi peut-être.

Le Dr Taylor s'est-il abusé sur la force de l'opinion adverse ou s'est-il trompé sur la mesure des concessions qu'il a cru faire ? en cédant complètement, il s'est imaginé trouver une transaction, et une fois de plus la minorité réelle l'a emporté sur la majorité ; car, si l'on dénombre les voix, on constate que huit conventionnels seulement s'étaient prononcés d'une façon formelle pour la grève générale : c'étaient Bussey, Brown, Warden, Neesom, Marsden, Mac Douall, Fletcher et Dean, auxquels il convient d'ajouter Cardo qui avait secondé l'amendement Bussey et Stowe qui avait déclaré que ses commettants étaient prêts à soutenir la Convention en faisant grève. Tous les autres, Craigh, Collins, Deegan, Pitkeithly, Richards, William Lovett, John Frost, Skevington Hartwell, Smart <sup>1</sup>, Moir, le Dr Taylor lui-même y étaient plus ou moins opposés et il faut leur adjoindre Feargus O'Connor qui, bien qu'ayant dit que, tant qu'on n'aurait pas le mois sacré, on n'aurait pas le suffrage universel, devait voter le 43 contre la grève générale : soit treize Conventionnels contre dix. En présence de ce partage des Conventionnels entre les deux opinions, si l'excellent docteur n'en était pas incapable, on pourrait voir quelque ironie dans les paroles du Dr Taylor se félicitant de l'unanimité qui s'était manifestée et disant qu'il n'avait jamais assisté à une discussion conduite avec tant d'agrément et des sentiments si cordiaux.

La résolution adoptée par la Convention la mettait dans l'obligation de voter le 43 le mois sacré, si la pétition était rejetée ; or déjà on pouvait escompter ce rejet. L'attitude des conventionnels dans cette séance même fournissait au gouvernement des arguments pour qualifier le mouvement chartiste de révolutionnaire et par là le disqualifier, et, alors même que la Chambre des communes aurait été disposée à accueillir la pétition, elle ne pouvait plus le faire sous la menace de la grève générale ; on pouvait dire que d'ores et déjà la grève générale était votée et qu'il n'y avait plus

1. *Northern Star*, 6 juillet : Smart avait dit qu'il ne fallait pas prendre une décision hâtive.



qu'à en fixer le jour. Et quels faits avaient donc amené les conventionnels à cette mesure extrême ? De simples acclamations de meetings. Dans ce débat du 3 juillet, sauf des démagogues de la trempe de Bussey et de Neesom ou des illuminés comme Mac Douall et Marsden, tous les autres proclament bien haut leur adhésion au principe, mais souhaitent en reculer l'application à l'infini. Cependant leur lâcheté et l'esprit de surenchère, qui s'est glissé à la Convention et est devenu l'âme des discussions, les empêchent de s'opposer d'une façon assez ferme à une entreprise qu'ils sentent impraticable et les amènent à donner l'unanimité à la motion Taylor. Il faut dire toutefois, à l'honneur de Lovett, que celui-ci comprit cette folie et qu'il chercha à l'éviter en demandant la nomination d'un Comité de six membres chargé de trouver les meilleurs moyens de mettre à exécution « cette grande entreprise »<sup>1</sup>. Malheureusement les événements de Birmingham et son arrestation empêchèrent le secrétaire de la Convention de poursuivre le dessein si habilement combiné de faire remettre la grève générale aux lenteurs d'une procédure moins expéditive, aux soins d'un comité peu nombreux et qui par suite avait chance d'apporter dans ses délibérations plus de réflexion et moins d'entraînement que l'assemblée. Ces événements allaient aussi précipiter encore d'un élan plus rapide les Conventionnels dans la voie dangereuse où la discussion du 3 les avait engagés et dans une entreprise qui, comme l'avait dit l'un d'eux, « n'était rien moins que la Révolution ».

## V

Le 4 juillet, une première émeute éclate à Birmingham<sup>2</sup>. Pendant l'agitation de 1832, les réformistes de Birmingham, ouvriers et bourgeois, avaient coutume de se réunir sur le Bull Ring durant les heures du dîner et de la soirée pour entendre la lecture des nouvelles de la journée. Les Chartistes avaient suivi cet exemple et s'assemblaient sur la même place. Les autorités locales comprenaient des bourgeois, réformistes en 1832, que le vote du reform bill avait rendus conservateurs : jugeant cette pratique séditieuse, elles l'avaient interdite. Cependant, malgré

1. *Northern Star* du 13 juillet : séance de la Convention du 6 juillet.

2. Lovett, p. 217 à 221, et *Northern Star* du 13 juillet. Gammage p. 131 se trompe en disant que cette émeute a eu lieu le 8 juillet.

certaines arrestations, les Chartistes n'en continuaient pas moins leurs réunions en ce lieu consacré. Aussi les autorités de Birmingham avaient-elles réclaté à Londres un renfort qui leur arriva par chemin de fer le 4 juillet. A peine descendus du train, les hommes de la police métropolitaine sont mobilisés pour disperser sur le Bull Ring le peuple écoutant pacifiquement la lecture du journal commentée par un ouvrier : gourdins au poing, ils foncent sur la populace et il exercent leur traditionnelle brutalité sur hommes, femmes, enfants qui leur tombent sous la main. Surpris par cette attaque inopinée tous fuient : mais bientôt leur exaspération triomphe de leur premier effroi, ils se retournent contre la police qui à son tour est obligée de fuir. L'arrivée de l'armée et la lecture du *Riot Act* transforment en défaite une victoire commençante ; des détachements sont placés à toutes les issues du Bull Ring et d'autres circulent à travers les rues pour empêcher les attroupements. Il est dix heures et demie. Les Chartistes qui sont parvenus à se rallier parcourent la ville en chantant : à bas les tyrans, à bas. Entre onze heures et minuit, des cris s'élèvent : « à Holloway, à Holloway » : et les manifestants se portent vers Holloway head <sup>1</sup>, lorsque, passant devant l'église Saint-Thomas, ils ont l'idée d'arracher les grilles « pour s'en faire des armes et pour se défendre s'ils étaient de nouveau attaqués <sup>2</sup>. » Une fois munis de ces armes formidables, ils songent naturellement à s'en servir et à tirer vengeance de la police : retournant en arrière, ils se précipitent à nouveau vers le Bull Ring lorsqu'ils rencontrent le Dr Taylor et Mc Douall. Ceux-ci ont les plus grandes difficultés à les persuader de jeter bas leurs armes et le Dr Taylor doit user de son influence pour arracher à la fureur populaire un homme de la police. Malgré cette intervention, reconnu au milieu des manifestants, le Dr Taylor est arrêté à deux heures du matin « pour avoir été vu parmi la foule <sup>3</sup> » et, avec dix autres prisonniers, est conduit à Warwick goal.

Le 5, dès neuf heures du matin, les Conventionnels se réunissent au Lion d'Or, tout émus des événements de la nuit, et anxieux, dit Lovett, de voir exprimer publiquement l'indignation causée par cet outrage fait au peuple : « De cœur avec eux et sentant profondément qu'une grave injustice avait été commise, je rédigeai et pro-

1. Un des lieux habituels de meetings, un peu en dehors de la ville.

2. Lovett, p. 248 : « For having been seen among the crowd. »

3. *Ibidem*.

posai à la Convention trois résolutions qui furent unanimement approuvées. » La Convention affirmait le droit du peuple de se réunir sur le Bull ring ou partout ailleurs ; elle protestait contre l'outrage infligé au peuple de Birmingham « par des forces de police sanguinaires et inconstitutionnelles venues de Londres, agissant sous l'autorité d'hommes qui ont autrefois approuvé ces meetings populaires et y ont même pris part et qui, maintenant qu'ils participent au pillage public, cherchent à maintenir le peuple en état d'esclavage politique et de dégradation sociale ». La Convention protestait aussi contre l'arrestation arbitraire et brutale du Dr Taylor. « Ces résolutions, ajoute Lovett, furent signées par moi en ma qualité de secrétaire et portées à l'imprimeur par l'un d'entre nous, M. John Collins. » Un grand nombre des délégués présents réclamaient l'honneur de joindre leur signature ; Lovett dit avec simplicité « que le sacrifice d'un seul était suffisant et que, par suite, il signerait seul <sup>1</sup> ». Le 6, tandis que les résolutions de la Convention étaient affichées sur les murs de Birmingham, Lovett et Collins étaient arrêtés.

L'émeute du 4 juillet avait eu pour résultat immédiat 80 arrestations. Le Dr Taylor avait subi en prison les traitements qu'on inflige aux criminels de droit commun. En dehors de Birmingham, d'autres arrestations, celle de George Julian Harney, avaient lieu. Lovett et Collins étaient toujours emprisonnés. En présence de ces faits, les conventionnels semblent avoir perdu tout à fait la tête : au lieu d'enlever par leur conduite à leurs adversaires toute possibilité de les accuser de fomenter la révolution, ils fournissaient à ceux-ci de bonnes raisons pour garder vis-à-vis des Chartistes une attitude intransigeante.

Réunis à Londres le mercredi 10 juillet, comme il avait été convenu, à St-Johnson's Tavern, Bolt Court, dans Fleet Street, ils s'abandonnent à la colère qu'ont provoquée en eux les événements : Cardo et Neesom demandent la discussion immédiate de la grève générale ; sur les observations de Fletcher, cette proposition est repoussée ; mais Carpenter et Cardo présentent une résolution qui, vigoureusement soutenue par Hetherington, Neesom, Woodhouse et Burns, est adoptée par la Convention : « La Convention a lu, avec des sentiments d'inexprimable indignation, les déclarations qui ont été faites l'autre soir à la Chambre des Communes par le

1. Lovett, *op. cit.*, pp. 218 et 219.

secrétaire d'État à l'Intérieur relativement à la nécessité et à l'opportunité d'employer la police métropolitaine dans différentes régions pour supprimer les réunions publiques, tenues pacifiquement par le peuple, et l'approbation que le même ministre a donnée à l'attaque sanguinaire et abominable faite contre le peuple de Birmingham par cette police inconstitutionnelle et nuisible. La Convention est d'avis que, chaque fois et partout où les hommes, assemblés pour des desseins justes et légaux et n'occasionnant par leur conduite aucun trouble, aucune émeute, sont attaqués par la police ou par d'autres forces, tous les principes de la légalité et de la légitime défense les autorisent à repousser la force par la force, même s'il en résulte le meurtre des individus coupables<sup>1</sup> de si féroces attaques contre les droits et les personnes. »

Le fait qu'Hetherington et Neesom se rencontrent pour défendre cette résolution prouve qu'elle est l'expression du sentiment unanime des Conventionnels : mais aussi, par cette résolution, ceux-ci font le jeu du gouvernement et de leurs adversaires, en affirmant le principe de la force physique et en justifiant la violence. Et cela d'autant plus que la *Northern Star* s'empare de ces faits et en profite pour illustrer sa politique et exaspérer les sentiments de ses lecteurs. Dans son numéro du 13 juillet, elle raconte en termes émus l'arrestation du Dr Taylor : « *Arrestation illégale, traitement barbare et brutal, affront infligé à l'excellent Dr Taylor, auquel on met les menottes, dont on pille les poches et dont on rase les cheveux ; ses souffrances en prison et le récit de sa mise en liberté à minuit*<sup>2</sup>. » Et, à propos de la Convention, elle prononce dans son éditorial ce cri de guerre : *la bataille a commencé*<sup>3</sup>.

Dans leurs discours, les leaders chartistes ne faisaient rien — tout au contraire — pour atténuer l'impression créée par les résolutions de la Convention ou les articles de la *Star*. Voici comment par exemple au meeting de Newcastle, organisé pour protester contre la conduite des autorités de Birmingham, Bronterre O'Brien illustre les recommandations de la Convention : « J'avais prévu, il y a sept ans, que les classes moyennes préféreraient verser le sang du peuple plutôt que de reconnaître ses droits. J'ai conseillé à la classe ouvrière de s'organiser... J'ai donné le conseil au

1. *Northern Star*, 13 juillet, p. 5.

2. *Northern Star* du 13 juillet.

3. *Northern Star* du 13 juillet, p. 4.

peuple de s'armer jusqu'aux dents, de jeter bas les tyrans dont le pouvoir ne repose que sur la force physique de meurtriers stipendiés... La loi n'existe en Angleterre que pour 700,000 individus vivant de Rentes, de Profits et d'Intérêts, et qui tentent de gouverner l'Angleterre par la force physique. Ne me parlez pas de la Reine ou de ses ministres, ou encore de la Chambre des Communes : ce ne sont là que les instruments des 700,000 monopoleurs dont je dénonce la conspiration contre le peuple... Les tyrans ne sont pas quelques hommes sur les bords de la Tamise. Non, les tyrans, ce sont ces hommes qui puisent leur fortune dans la sueur du peuple ; et, tant que les électeurs qui ont usurpé le gouvernement amèneront le peuple à dépenser sa force contre l'armée et la police, il n'y aura aucune paix : aussi que ces hommes soient rendus responsables, je le répète, sur leur vie et sur leur propriété. » Bonterre demande à ses auditeurs si, au cas où les Conventionnels étaient arrêtés en masse, ils seraient prêts à proclamer la grève générale, toutes les mains se lèvent et, au milieu des cris d'enthousiasme, les résolutions suivantes sont adoptées à l'unanimité : « Au cas où le gouvernement persisterait à supprimer par la force physique les meetings constitutionnels du peuple, nous, hommes de Newcastle, qui mettons notre confiance en Dieu et restons fermement attachés à nos droits et à la Constitution, nous sommes décidés à opposer à la force illégale la résistance constitutionnelle. »

On voit sous quelles impressions la Chambre des Communes, à laquelle la pétition avait été présentée le 14 juin, se réunit le 12 juillet pour entendre le discours que Thomas Atwood devait prononcer en faveur de la cause chartiste<sup>1</sup>. Comprenant sans doute qu'il est nécessaire de dissiper les préjugés hostiles aux Chartistes, le leader de Birmingham se défend tout d'abord d'être un agitateur et essaie de rattacher le mouvement à la réforme de 1832. Il déclare que le Chartisme n'a pas son origine dans les agissements de factieux : ce mouvement a commencé en 1829 et sa première étape s'est achevée en 1832 ; mais le Reform Bill n'a pas réussi à améliorer la condition du peuple et a même eu pour effet des mesures qui lui ont été contraires. En 1837 ses compatriotes ont fait appel à lui pour présenter leurs doléances et revendiquer le droit pour le peuple de vivre de son travail. La pétition a été

1. *Northern Star* du 20 juillet, p. 6, et Lovett, p. 225.

signée par l'élite de la classe ouvrière, et non par des vagabonds et des voleurs : plus d'un million d'hommes, sachant écrire, ont déclaré qu'il y avait un vice dans la législation. Atwood affirme que la situation économique du pays n'est qu'une déplorable illusion : car, si l'on objecte les énormes richesses et les superbes fabriques que le pays possède, tout cela n'est qu'apparences aussi vaines qu'une noix creuse ou une bulle de savon : malgré les beaux discours que font sur leur prospérité commerçants et industriels, les quatre cinquièmes d'entre eux ne tirent aucun profit de l'argent qu'ils ont investi dans leurs affaires et, en faisant appel à leur capital pour échapper à la faillite, ils courent fatalement à la ruine : ce n'est pas là prospérité, ce n'est qu'apparence de prospérité. C'est donc sur la situation industrielle créée par la crise de surproduction qu'Atwood s'appuie pour justifier le mouvement chartiste dont il essaie de mettre en relief le facteur économique. Les pétitionnaires cherchent un remède à cette situation et ils ont la conviction que le seul remède est le suffrage universel. La Chambre des Communes, telle qu'elle est constituée, ne peut comprendre les besoins de la classe ouvrière : « les loups ne peuvent représenter les brebis, ni les éperviers les pigeons, de même aussi les riches ne peuvent représenter les désirs des pauvres. » Mais Atwood tient à affirmer ses intentions pacifistes et légales : c'est seulement par les méthodes légales que le peuple entend conquérir le suffrage universel.

Le discours d'Atwood, qui, étant donné les circonstances dans lesquelles il était prononcé, ne nous paraît pas si malhabile, ne devait ni satisfaire les Chartistes ni convaincre les députés des Communes. Voici en quels termes la *Northern Star* apprécie ce discours : « La manière dont M. Atwood a mêlé à la question générale ses idées favorites et ses projets habituels sur la circulation monétaire, a permis au secrétaire d'État à l'intérieur de combattre les opinions de M. Atwood en citant les opinions opposées des autres Chartistes sur le même sujet. . . Comme M. Hume le lui a bien rappelé (à Atwood, la pétition ne réclame ni papier-monnaie ni abrogation des lois sur les blés ni abrogation de la loi des pauvres ; elle demande seulement l'envoi à la Chambre des Communes d'hommes qui soient prêts à abroger toutes les mauvaises lois. Le désir de M. Atwood de justifier ses anciens associés et de rester bien avec son groupe, tout en allant assez loin pour s'acquitter de sa promesse au pays, l'a amené à perdre de vue la question et à saisir

l'occasion de faire de la pétition nationale une béquille pour sa marotte inflationniste <sup>1</sup>. »

La *Northern Star* prétend faire peser sur Atwood toute la responsabilité de l'échec que subit la pétition. En réalité, si les pétitionnaires avaient choisi pour avocat un homme que ses théories monétaires rendaient suspect, les Chartistes eux-mêmes et les Conventionnels avaient déjà compromis la cause par leur attitude, par leurs paroles et par leur violence. C'est ce que prouve le discours de lord John Russel en réponse à Atwood. Sans doute le secrétaire d'État à l'intérieur s'attaque à l'idée qu'il existe un lien entre la crise industrielle et le système de représentation ; il prétend que le suffrage universel ne serait pas un remède aux fluctuations qui sont la conséquence de la situation manufacturière et commerciale de l'Angleterre ; car le suffrage universel serait impuissant à assurer la stabilité de l'équilibre économique et l'accroissement des dépôts dans les caisses d'épargne est là pour prouver la prospérité réelle du peuple. Mais lord John Russel cherche surtout à compromettre les Chartistes devant la Chambre des Communes et à dissiper l'impression favorable qu'aurait pu faire la profession de foi légale d'Atwood ; très habilement il félicite Atwood de ses bonnes intentions pacifistes ; et il ajoute que celles-ci sont démenties par les orateurs chartistes dont le langage est aussi violent que celui des pires révolutionnaires de 1793 : l'épouvantail de la Révolution française est agité aux yeux des députés par lord John Russel. A son avis les 700,000 individus qui possèdent le droit de vote représentent mieux la nation que les pétitionnaires ; ceux-ci ne sont à peine que 1,280,000 contre six millions d'individus qui n'ont pas exprimé leur opinion : certainement cette imposante majorité ne partage point les idées de ces pétitionnaires chartistes, petite minorité de communistes partisans d'un partage égal de la propriété. C'est là dans la bouche de lord John Russel une expression grossière des intentions socialistes qui inspirent les revendications démocratiques du chartisme ; mais, parce que cette affirmation des visées sociales du chartisme devait frapper les députés du parlement capitaliste comme une menace contre les intérêts qu'ils représentaient, elle était certes l'argument le plus fort que lord John Russel put faire valoir pour réunir contre la Charte du peuple une majorité de cent quatre-vingt neuf voix.

1. *Northern Star*, 20 juillet : c'est aussi l'opinion de Lovett, p. 223.

Aussi ne s'étonnera-t-on pas de voir la motion d'Atwood, demandant la prise en considération de la pétition, rejetée par deux cent trente sept voix contre les quarante huit voix des députés radicaux dont quelques-uns, dit Lovett, avaient parlé, mais dont la plupart s'étaient contentés de donner à la Charte un vote silencieux<sup>1</sup>. Ce rejet, auquel cependant les Chartistes devaient s'attendre, eut pour effet immédiat de les exaspérer davantage et de pousser les troupes à des émeutes et les chefs à un acte de folie, le vote de la grève générale.

A Birmingham « tout avait un aspect sombre et menaçant » ; l'armée et la police parcouraient les rues, dispersant la foule<sup>2</sup> sans craindre de blesser curieux et manifestants, accueillies du reste parfois à coups de pierres et obligées de charger ; la loi martiale avait été proclamée et toutes les public houses avaient reçu l'ordre de fermer à huit heures. L'effervescence populaire était grande lorsque le 15 on apprend que le cautionnement de Lovett et de Collins a été accepté et que ceux-ci vont être remis en liberté : ils sont attendus le soir et cette nouvelle a vers huit heures attroupé le peuple sur le Bull Ring. « L'apparition soudaine de la police sert seulement à exaspérer la foule jusqu'à la fureur<sup>3</sup> ». Un cri s'élève : *Eteignez le gaz*. Les becs de gaz sont éteints en présence de la police impuissante ; puis dans l'obscurité la foule se rue sur les boutiques de personnes « qui s'étaient rendues coupables aux yeux du peuple par leur conduite récente<sup>4</sup> » et elle y met le feu. Bientôt les flammes jaillissent de l'épicerie Bourne et de celle de Dakin et Naden, de la maison d'un marchand de plumes et de matelas, de celles du droguiste Banks et de l'orfèvre Horton. La populace entre dans les boutiques, les vide pour en porter les dépouilles, comme un trophée, sur le Bull Ring où des feux de joie sont allumés sans qu'il soit permis aux pompiers d'approcher ; en même temps, sur quatre autres points de la ville, se déclarent des incendies : « Le peuple, dit Gammage<sup>5</sup>, montra un désintéressement digne de toute admiration. Les marchandises, même les plus précieuses, ne tentèrent pas un moment sa cupidité. Il foula aux pieds la magnifique

1. Lovett, *op. cit.*, p. 225 ; « Lord Russell ne se fit pas scrupule de présenter contre les pétitionnaires toutes sortes d'accusations fausses et violentes, les accusant de désirer un partage égal de la propriété. »

2. Gammage, p. 133.

3. Lovett, p. 221. Voir *Northern Star* du 20 juillet et Lovett, p. 220.

4. Gammage, p. 135.

5. *Ibidem*.



argenterie de M. Horton, prouvant que, quelque grande qu'eût été la provocation, il n'avait pas pour objet le pillage. Il était en guerre avec les classes régnantes, mais dédaignait de se prévaloir lui-même des privilèges habituels des guerriers. S'il avait été poussé à l'exaspération, ce n'était pas sa faute : ses vices relevaient de ses oppresseurs, mais ses vertus lui étaient personnelles ». En face de l'émeute, la bourgeoisie, prise de terreur et hantée par les souvenirs de 1793, quitte en masse la ville : les affaires sont suspendues <sup>1</sup>.

La violence avait enfin éclaté : comme les protagonistes de la force physique l'avaient recommandé, comme la Convention elle-même l'avait conseillé, le peuple avait repoussé la force par la force et rendu les hommes de la classe moyenne, les auteurs de ses maux, responsables sinon dans leur vie, du moins dans leur propriété. Les apôtres de la violence doivent triompher de la mise en application de leurs idées : la *Northern Star* du 13 juillet n'a-t-elle pas déclaré que *la bataille a commencé* ? elle va sans doute applaudir à l'action directe du peuple de Birmingham. Ce serait mal connaître la psychologie de ces hommes que d'imaginer qu'ils sont satisfaits des conséquences de leurs paroles : dans leurs œuvres les théoriciens de la force physique n'aiment pas à se reconnaître ; ils ne sont prêts à avouer que les actes de violence qui aboutissent à une révolution, que les émeutes qui réussissent ou celles encore qui, ayant échoué, peuvent servir de légendes au calendrier des saints révolutionnaires : mais ils attribuent aux provocations et aux complots de leurs ennemis celles qui, n'étant que l'explosion spontanée et inefficace des instincts populaires longuement excités par les apôtres de la violence, ne peuvent contribuer à jeter aucune gloire sur la cause ni aucun lustre sur eux-mêmes.

La seconde émeute de Birmingham dépassait les désirs de Feargus O'Connor et de ses rédacteurs et devait même singulièrement les gêner dans leur ligne de conduite. Aussi comprennent-ils le tort que ces émeutes peuvent faire à leurs thèses et peut être aussi au tirage de leur journal : et nous voyons la *Northern Star*

1. Lovett, p. 221 : « Sur notre retour de Warwick à Birmingham, nous rencontrâmes très heureusement le frère de M. Collins et quelques autres chartistes qui étaient venus pour nous mettre au courant de cette lamentable affaire, ce qui nous détermina à changer de chemin afin d'entrer à Birmingham par une direction opposée; et cette rencontre fut heureuse pour nous, car sans elle nous fussions venus par le Bull Ring et nous eussions probablement été rendus responsables des incendies. »

plaider les circonstances atténuantes, au lieu d'attribuer au peuple le mérite de la journée du 15 ; elle déclare que le peuple n'est nullement responsable des incendies qu'elle dit être l'œuvre de bandits stipendiés par les adversaires du Chartisme : « Nous ne croyons pas que la tragédie de Birmingham ait été voulue par le peuple. Nous ne doutons pas que les maisons aient été incendiées et les méfaits commis par quelques misérables payés pour l'exécution des desseins diaboliques d'un parti. Il est cependant probable que, s'il en a été ainsi, les misérables ont quelque peu outrepassé les ordres qui leur avaient été donnés, car nous apprenons que les dégâts se sont élevés à £ 40,000 <sup>1</sup>. » Et à cette accusation, par laquelle ils évitent de s'interroger eux-mêmes sur leur propre responsabilité, les rédacteurs de la *Star* ajoutent quelques conseils de sagesse auxquels, selon leur coutume d'appliquer à leurs lecteurs le traitement de la douche écossaise, ils entremêlent des incitations à la violence. Craignant à la fois d'encourir des poursuites et d'être accusés de reculer, ils trouvent ces formules : « Nous supplions de nouveau le peuple d'être patient et de ne pas se laisser pousser à la folie. Il n'y a aucun besoin de recourir à la violence... A-t-il obéi aux suggestions de la Convention ? Les cabarets ont-ils été désertés ? Les palais du gin sont-ils vides ? La théière a-t-elle été brisée ? Les chiffons de papier ont-ils été convertis en or ? Les sociétés de secours mutuels ont-elles retiré leur argent des caisses d'épargne ? Surtout et avant tout, chaque ouvrier a-t-il dans sa maison son fusil et une provision convenable de poudre et de balles sous la main pour régaler tout visiteur importun qui pénétrerait sans droit dans sa maison le jour ou la nuit. » Après avoir dit qu'il n'y a aucun besoin de recourir à la violence et paru condamner les émeutiers de Birmingham, la *Northern Star* incite les Chartistes à posséder des armes et à s'en servir : contradiction ou apparence de contradiction, habileté plutôt, consistant, selon le sens des événements, à être en état de dire qu'on avait conseillé la sagesse ou qu'on avait conseillé la violence et d'ajouter : voyez comme les faits nous ont donné raison ; souci aussi de journaliste désireux d'offrir à ses lecteurs, tous Chartistes, mais de si diverses manières, des conseils à double face qui puissent plaire aux uns et aux autres selon leur tempérament.

1. *Northern Star* du 20 juillet.

Le vote de la grève générale devait être aussi la conséquence du rejet de la pétition et plus encore des engagements antérieurs. Dès la première réunion de la Convention à Londres, Cardo et Neesom en avaient demandé la discussion immédiate; mais le Dr Fletcher<sup>1</sup> avait fait repousser cette motion. Le lendemain même de la séance de la Chambre des Communes, le 13<sup>e</sup>, la Convention se réunit au cabaret de Bolt Court, Fleet Street, à l'Honorable and Ancient Lumber Troop, pour discuter l'opportunité de la grève générale. C'est Osborne qui préside; Robert Lowrey prend la parole : « Le débat de la Chambre des Communes a prouvé — s'il était besoin d'une preuve — qu'il n'y avait rien à attendre de ce Parlement pour le bien des classes laborieuses. Lord John Russel a osé déclarer que, dans la voie qu'elles ont prise, les classes laborieuses avaient pour instigateurs des personnes guidées par des motifs mercenaires. (*Marques de profonde désapprobation.*) Par cette déclaration, Lord John Russel a avancé une accusation erronée. (*Écoutez.* Il a commis de sang-froid rien moins qu'une infamie gratuite (*Applaudissements*, le mensonge le plus mal fondé que j'aie jamais entendu. Plus n'est besoin d'adresser à la Chambre des Communes de nouvelles pétitions. La Belgique et l'Amérique n'ont conquis leur liberté que lorsqu'elles ont su la prendre; et le peuple de ce pays n'obtiendra jamais la sienne que lorsqu'il saura s'en emparer. *Vifs applaudissements.*) En ce qui regarde le mois sacré, pendant lequel les classes laborieuses s'entendent pour cesser en masse tout travail, le point le plus important à considérer est la détermination de la meilleure date. J'ai voyagé à travers l'Ecosse, dans le Cumberland, le Westmoreland et j'ai trouvé que les Chartistes de ces régions étaient d'avis que la grève générale devait commencer quand le blé serait mûr et les pommes de terre prêtes à butter. Conformément à leur opinion je proposerai donc la résolution suivante : La Chambre des Communes ayant refusé de prendre en considération la prière de la pétition, il est vain d'attendre une réforme de cette Chambre; la Convention nationale est donc d'avis que le peuple ne continue pas à travailler

1. *Northern Star* du 13 juillet : le Dr Fletcher s'était vigoureusement opposé à cette motion; il considérait cette hâte comme prématurée, puisque la convention avait décidé de fixer la discussion au 13 et ce ne serait pas correct à l'égard des membres de la Convention que quelque empêchement n'aurait pas permis d'être à Londres ce jour là.

2. *La Northern Star* du 20 juillet dit le samedi 14 *sièc.*; mais c'est évidemment une erreur d'impression, car le 12 était un vendredi et la Convention ne tint certainement pas séance le dimanche.

après le 12 août à moins que d'ici là ne lui soit accordé le droit de voter pour les membres du Parlement et d'assurer ainsi la protection de son travail. » La discussion commence, mais elle est interrompue par un message d'Atwood et de Fielden « qui désirent avoir une entrevue avec une députation de la Convention sur des questions de grande importance. » A leur retour de Panton square, les délégués choisis racontent leur visite aux deux députés : Thomas Atwood conseille aux Chartistes de continuer leurs pétitions et il leur reproche d'avoir nui à la cause par les paroles de violence qui ont été prononcées dans les meetings. Le conseil est accueilli par des rires et le reproche repoussé par la Convention qui se déclare irresponsable des actes de certains individus, et qui aurait pu rappeler à Atwood qu'il avait été un des premiers à prendre l'initiative des discours inconsidérés.

Le débat sur le mois sacré est repris. La lecture d'une lettre du Dr Taylor, disant que dans les districts manufacturiers l'organisation des Chartistes pour la prochaine grève générale fait des progrès aussi rapides que les flammes dans une maison en feu, encourage les partisans du mois sacré. Cependant cette mesure n'est pas sans rencontrer de la part de certains Conventionnels une opposition plus ou moins enveloppée. C'est ainsi que Deegan, qui déjà, dans la séance du 3, avait essayé de faire écarter la grève générale, dit que la Convention doit agir avec circonspection si elle veut fixer le jour convenable : « Souvenez-vous, dit-il, qu'un certain nombre de maris démocrates ont des femmes démocrates qui forceront leurs maris à travailler pour leurs enfants démocrates. L'un des précédents orateurs vous a recommandé d'attendre jusqu'à ce que les pommes de terre soient mûres, je suis d'accord avec lui, car je suis très amateur de pommes de terre et j'aime tout particulièrement ce légume. » Moir montre à la Convention la gravité de ce débat : « La question que discute l'Assemblée est de première importance : un mois sacré, avec une complète cessation de travail, ne sera ni plus ni moins que le commencement d'une révolution. *(Cris de écoutez, écoutez.)* Si nous ne prenons pas un soin tout particulier pour créer une bonne organisation dans tout le pays avant que la grève soit déclarée, nous échouons dans nos desseins. La grève doit être générale, autrement nous risquons d'abattre les maisons de ceux qui nous sont opposés et de sacrifier de nombreuses existences, sans réussir

néanmoins à conquérir nos droits. Je pense que nous devons délibérer longuement et sérieusement sur un tel sujet. Je pense que nous devons consacrer toute la semaine à prendre en considération une question aussi importante. »

Il ne pouvait manquer de se produire une surenchère et quelqu'un proposa comme date le 22 juillet au lieu du 12 août. La discussion sur le mois sacré est remise au lundi 15 et est reprise, le mardi 16<sup>1</sup>, sous la présidence de Mealing : la Convention donnera-t-elle l'ordre aux classes ouvrières de cesser simultanément tout travail pendant un mois? Fletcher ne fait point d'objection à la déclaration de grève générale quoiqu'à son avis seuls les Comtés de Westmoreland, de Cumberland, d'York et de Lancaster répondront à l'appel de la Convention. Bury pense que le Chartisme ne peut rencontrer l'unanimité que dans les rangs des ouvriers les plus mal payés : les hommes qui gagnent 30 shillings par semaine ne se préoccupent pas de ceux qui gagnent 15 shillings et ceux-ci se soucient aussi peu de ceux qui gagnent 5 et 6 shillings par semaine ; il y a une aristocratie parmi les travailleurs comme il y en a une dans la bourgeoisie et dans la noblesse. Comme l'avait désiré Lovett, le prudent Bury voudrait que la question du mois sacré fut remise aux soins d'une Commission. Plus pressé et d'autant plus ardent démocrate sans doute qu'il représente une ville de luxe, Osborne, le délégué de Brighton, demande que le mois sacré commence le lendemain même, car, plus tôt la grève commencera, plus grandes seront les chances de succès. Au contraire Richardson s'oppose vigoureusement au projet : les manufacturiers considéreraient comme une aubaine que leurs ouvriers proposent de faire grève. Cependant la résolution Lowrey est adoptée. Le mercredi 17, le Dr Taylor propose qu'un comité de huit membres<sup>2</sup> soit nommé pour délibérer sur les moyens les plus efficaces de faire savoir au pays que la Convention a fixé au 12 août la date de la grève générale et pour prendre toutes les mesures possibles afin d'amener la nation à agir de concert avec elle ; le jeudi 18 ce comité est nommé<sup>3</sup>.

1. *Northern Star* du 27 juillet 1839. La *Northern Star* se trompe ici encore de date puisqu'elle parle du mardi 18 juillet et que le mardi est le 16 ; il n'y a pas dans la *Northern Star* de compte rendu de la séance du lundi 15 ; y a-t-il eu séance ce jour-là ?

2. *Northern Star* n'indique pas les noms de ces huit délégués.

3. *Northern Star* du 27 juillet.

Voici donc la grève générale fixée au 12 août. C'était une folie et la plupart des conventionnels le comprirent aussitôt. On s'en rendra compte si l'on s'en rapporte aux lettres écrites par certains d'entre eux et reproduites par la *Northern Star*. Le 18 juillet, Frost adresse de Bristol à la Convention une lettre <sup>1</sup> : il dit avoir assisté à un meeting dans cette ville et déclare qu'à son avis les classes ouvrières ne sont pas, à l'heure actuelle, prêtes à obéir à la Convention et à suivre ses ordres pour le mois sacré. Frost conseille d'envoyer en mission dans le pays de Galles quelques Conventionnels pour créer une agitation en faveur de cette mesure, ce qui prouve qu'à ses yeux les Gallois ne sont pas plus disposés à la grève générale que les travailleurs de Bristol. Richardson qui, le 16, avait parlé contre le mois sacré, écrit de Manchester à la Convention pour lui déclarer que le peuple n'est pas prêt à la grève générale <sup>2</sup>. Dans le même sens, on peut faire état de la démission de Bailie Craigh qui a signé la résolution Lowrey et qui déclare que, par l'adoption de cette résolution, la Convention s'est suicidée, grave affirmation de la part de celui qui a été le premier président de l'Assemblée. Le 22 juillet, Bronterre O'Brien viendra dire à la Convention <sup>3</sup> qu'il a fait dans les principales villes une enquête et qu'il est persuadé que nulle part le peuple n'est prêt. Le témoignage le plus significatif est celui de Feargus O'Connor : dans une lettre adressée de Londres le 31 juillet à la *Northern Star*, le grand démagogue se livre à une critique vigoureuse de la résolution Lowrey et son argumentation est d'autant plus intéressante qu'elle vient de lui <sup>4</sup>.

Dans cette lettre, Feargus O'Connor explique aux travailleurs les raisons pour lesquelles ils ne doivent pas se laisser entraîner à la grève générale : « Jamais, dit-il en commençant, je n'ai eu l'occasion de vous parler d'une question aussi importante, d'une affaire aussi sérieuse. » Tout d'abord, comme il a le sentiment qu'on va lui objecter ses déclarations antérieures, il essaie d'expliquer son changement d'attitude à l'égard de la grève générale qu'il a été l'un des premiers à préconiser. D'ordinaire, il se soucie peu d'être en contradiction avec lui-même : mais il comprend bien que la

1. *Northern Star* du 27 juillet. Lettre lue à la Convention le 22 juillet.

2. *Northern Star* du 27 juillet : il est parlé de la lettre de Richardson à la Convention du 22 et à celle du 24 juillet.

3. *Northern Star* du 27 juillet ; séance de la Convention du 22.

4. *Northern Star* du 3 août : *To the working millions*.

contradiction, étant trop rapprochée, est ici trop flagrante, impossible à escamoter aux yeux du public chartiste : il convient donc de se justifier en accusant les autres. Aussi rejette-t-il sur Mr. Atwood la responsabilité de la vogue qui s'est attachée au mois sacré : « C'est une inspiration de Mr. Atwood. En l'automne de 1837, Mr. Salt fit un voyage à Manchester et dans d'autres villes, avec l'intention de tâter l'opinion publique sur ce projet. A Manchester, les leaders lui dirent qu'avant de se hasarder à lui répondre ils désiraient consulter Feargus O'Connor. Je m'y rendis... Je dis que c'était un projet fallacieux : je parlai ensuite à un meeting public ; j'exprimai mon opinion en ces termes : « C'est un projet extravagant enfanté par l'esprit visionnaire de Mr. Atwood pour réduire les travailleurs par la faim<sup>1</sup> en chiffons de papier-monnaie. Cependant je ne fais point d'objection à un essai de cette expérience si toutefois les riches qui l'ont suggérée sont prêts à déposer entre les mains des comités soit de l'argent, soit des vivres pour la durée de la grève ; si Mr. Atwood et tous les banquiers refusent de faire des escomptes pendant ce temps, si les marchands refusent de recevoir les produits en consignment, si les maîtres refusent de vendre et les ouvriers de travailler. J'exige ces conditions afin d'égaliser les souffrances qui résulteront d'une crise dont les conséquences doivent être bienfaisantes pour tous : mais je ne pense pas qu'il puisse être permis à Mr. Atwood de continuer son commerce tandis qu'une garnison, mourant de faim, supporte tout le feu de la bataille, alors que le succès n'apportera à celle-ci qu'un surcroît de souffrances. » Ces sentiments, qui rencontrèrent une vive approbation, bannirent de l'esprit de Mr. Salt tout espoir de réussite. » Feargus reconnaît avoir fait partie du comité de la Convention qui s'est occupé de cette question ; mais, d'après lui, ce comité était unanime à réserver la grève générale pour le cas où le gouvernement attaquerait le peuple pendant l'exécution des autres mesures, et à penser que le peuple serait le meilleur juge de l'époque, du jour et de la nécessité de la grève<sup>2</sup>. Poursuivant cet historique, Feargus arrive à la journée du 3 juillet et dit à propos de cette séance : « La question fut de nouveau introduite par Peter Bussey dans un amendement à la résolution du docteur Taylor. Je m'opposai à

1. *To starve the people into paper money.*

2. Cependant rien dans la rédaction du manifeste n'indique une distinction entre la grève générale et les autres mesures.

l'amendement. » Est-ce exact ? Dans le compte rendu de la *Northern Star*, il n'y a pas un mot qui révèle cette opposition et il serait bien étrange que la *Northern Star*, qui exalte et amplifie d'ordinaire tous les faits et gestes de son inspirateur, ait justement oublié de signaler le discours que Feargus aurait prononcé en ce sens. Feargus avait pris la parole pour appuyer la motion Taylor et, avant que Bussey ait présenté son amendement, il avait déclaré : « Tant que nous n'aurons pas le mois sacré, nous n'aurons pas le suffrage universel ». Si maintenant on lui rappelait cette parole, il pouvait en donner toutes les interprétations qu'il voulait, puisqu'ensuite, si l'on se fie au compte rendu de la *Star*, il s'était tenu coi pendant le reste de la séance, préférant sans doute par ce silence prudent laisser aux autres la responsabilité de prendre fermement position. Et précédemment, entre l'automne de 1837 et le printemps de 1839, la *Northern Star* n'avait-elle pas maintes fois préconisé la grève générale et Feargus lui-même n'avait-il pas vanté cette mesure ? Mais est-il nécessaire d'insister davantage sur les piperies du démagogue irlandais ? La psychologie d'O'Connor est maintenant trop évidente et on sait avec quel art cet habile prestidigitateur fait disparaître ou reparaitre la muscade aux yeux éblouis de Demos.

Ce plaidoyer *pro domo*, qui n'est guère fait pour nous convaincre, ne doit pas nous faire douter de la réalité des trois arguments que Feargus développe contre le projet de grève générale pour en dissuader, s'il est besoin, les travailleurs chartistes. Bien que la résolution Lowrey ait obtenu à la Convention une majorité, si l'on pèse les voix, la balance n'est pas égale et la vraie majorité paraît être la minorité opposée à la fixation de la grève au 12 août, puisque celle-ci comprenait les délégués représentant les districts les plus importants par leur population ouvrière : voilà une première et très forte raison d'écarter la grève générale. Les deux autres ne sont pas moins décisives : le pays n'est ni préparé ni prêt à la faire et les conséquences en seront déplorables.

Et tout d'abord, si l'on considère le vote, la résolution Lowrey n'a eu qu'une voix de majorité : « C'est donc à une seule voix dit Feargus O'Connor, que le destin du pays et de la cause a été décidé. » Quelle faible majorité non seulement par le nombre des voix, mais par leur poids ! L'importance représentative des Conventionnels, qui sont opposés à la résolution, l'emporte de beaucoup sur celle des partisans de la grève générale. En effet contre la



résolution se trouvaient d'abord les seuls représentants du Yorkshire, Bussey, Pitkeithly et Feargus O'Connor; John Frost, le délégué des Gallois, Duncan et Burns les seuls délégués écossais se trouvant alors à la Convention; Smart et Woodhouse représentant les vastes comtés de Leicester et de Nottingham « où règne cependant le paupérisme », James Taylor de Rochdale; Carpenter qui, avec Warden, représentait Bolton; et le représentant du comté de Durham, Knox. Parmi les opposants, Feargus signale encore Richardson, le délégué de Manchester<sup>1</sup>, connu cependant pour être un adepte de la force physique; Bronterre O'Brien « devenu grâce à huit années d'une expérience sans écarts le maître d'école de l'opinion publique »; auxquels il faut ajouter le docteur Fletcher: « l'homme le plus distingué de la Convention et l'un des plus fermes patriotes de l'Univers a déclaré qu'elle était impraticable si tous n'étaient pas prêts à la fois »; car en l'esprit de Fletcher, qui avait voté la date du 12 août, il s'était produit un revirement très rapide.

Pour prouver la faiblesse morale de la majorité qui a voté la résolution Lowrey, Feargus montre qu'elle avait contre elle les représentants des districts industriels du Nord et du Nord-Ouest qui forment le gros de l'armée chartiste « le cœur et l'âme du mouvement »; mais, en tenant compte aussi de la valeur et de la notoriété des hommes et non pas seulement de l'importance numérique des circonscriptions représentées, le protagoniste de la démocratie intégrale ne porte-t-il pas à la loi implacable du nombre une atteinte contraire aux principes?

Les tenants de la grève générale, qui avaient voté la résolution Lowrey, étaient au nombre de treize: il y avait parmi eux les délégués de Marylebone<sup>2</sup>, de Lambeth, de Southwark, de Bristol<sup>3</sup>, de Brighton<sup>4</sup>, de Bath<sup>5</sup> et de Hyde dans le Cheshire: « Or, dit Feargus, ces sept Conventionnels, qui formaient la majorité des treize, représentaient des circonscriptions électorales dans lesquelles, je puis l'assurer, à l'exception de Bristol et de Hyde, il n'y aurait pas eu plus de cinq cents grévistes. Et alors pouvons-nous

1. Feargus O'Connor semble dire qu'alors Richardson ne faisait plus partie de la Convention; mais à quelle date a-t-il donné sa démission? C'est ce qu'il n'a pas été possible de retrouver.

2. Cardo.

3. Neesom.

4. Osborne.

5. Mealing.

permettre aux votes de ces collèges électoraux, nullement organisés, de détruire le bloc comprenant le Nord, les comtés du Centre et l'Écosse ? » Feargus oublie de dire que le délégué d'Hyde était ce Deegan qui, dans la séance du 3 juillet, s'était fait remarquer par son opposition à la grève générale. A ces sept délégués s'étaient joints quatre autres Conventionnels qui avaient voté la résolution Lowrey en déclarant « qu'ils n'avaient aucun espoir de voir leurs districts obéir à l'ordre de la Convention » ; on voit par là l'inconséquence de ces hommes et l'étrangeté aussi des motifs qu'ils faisaient valoir pour justifier leur vote : l'un d'eux, Skevington, n'avait-il pas donné cette raison que, puisque son collègue Smart<sup>1</sup> votait contre, il devait voter pour, car il était naturel que tous deux diffèrent quelquefois. Sur les onze voix énumérées, neuf représentaient des circonscriptions dans lesquelles il n'y aurait pas eu de grévistes et qui n'auraient pas suivi l'ordre de la Convention ; si bien qu'on peut dire que la grève générale n'avait en réalité réuni que quatre voix, celles des délégués de Bristol et d'Hyde et celles de Lowrey et de Fletcher. Mais justement Feargus, dans sa lettre du 31 juillet, prétend que « Mr. Lowrey et Dr Fletcher qui votèrent pour la grève générale y sont maintenant opposés parce qu'ils croient que ce serait une banqueroute ». Encore faut-il ajouter que dans cette séance du 16, Birmingham n'était pas représenté : aussi peut-on se demander avec O'Connor « si la plus importante mesure qui ait jamais été soumise à la Convention devait l'être à la réunion la moins nombreuse de cette Assemblée et pendant l'absence inévitable de beaucoup de membres ». Quelle majorité de hasard et de fortune que cette majorité qui, sur treize voix, comprenait cinq Conventionnels représentant des circonscriptions illusoires et quatre qui savaient que leur vote ne serait pas suivi d'effet !

Cette analyse de la majorité qui a voté la grève générale conduit à une double démonstration : en même temps qu'elle met en relief la faiblesse de cette majorité, elle prouve aussi que le peuple n'était pas prêt au mois sacré<sup>2</sup>. Et, même si certains Conventionnels ont pu croire de bonne foi à la possibilité de mettre ce projet à exécution, c'est qu'ils ont manqué de discernement et qu'ils ont commis

1. Smart et Skevington représentaient tous deux Loughborough.

2. Feargus O'Connor, lettre du 31 juillet : dans les nombreux meetings auxquels il a assisté, le Dr Taylor a répété sans cesse qu'il n'a pas trouvé une seule fois le peuple préparé au mois sacré.

l'erreur de prendre pour l'expression du sentiment général des classes ouvrières les serments de quelques-uns : parmi les travailleurs une minorité seulement est disposée à la grève générale et encore pour la plupart d'entre eux faut-il considérer leur promesse de cesser le travail comme conditionnelle. « Croyez-vous que les hommes qui gagnent 15, 20 et 25 shillings par semaine soient prêts à faire la grève générale ? Je dis que non, et alors qui sera sacrifié ? La réponse est facile. Ce seront les plus décidés, les plus résolus et les plus opprimés qui feront grève. En vérité, la tyrannie des maîtres a forcé depuis longtemps beaucoup de travailleurs à rester sans rien faire, et quelles garanties ont ceux-là qu'il se produira une cessation générale de travail ? Les témoignages en faveur de la grève que nous avons reçus vont jusqu'à dire ceci : *« Si cette ville fait grève et si cette autre ville encore fait grève, nous ferons grève »*, mais pas autrement. Considérez alors la position dans laquelle les plus braves, les plus opprimés se trouveront placés : d'abord complètement à la merci de leur camarades plus fortunés et ensuite, dans le cas d'un insuccès, à la merci des maîtres qui neuf sur dix considèrent le projet comme une bonne aubaine. »

Cet essai de grève générale aura pour effet immédiat de combler les désirs des employeurs, de renforcer leur puissance, et les conséquences en seront désastreuses : c'est Feargus qui l'affirme : « Je ne vous ai encore jamais averti, mais aujourd'hui je vous avertis solennellement que cette tentative pour faire grève pendant un mois aura pour résultat soit de soumettre plus que jamais les travailleurs au joug de leurs maîtres, soit de se terminer par des luttes partielles, courtes et sanguinaires dont la conséquence sera de donner licence à tout homme riche de tuer autant de pauvres gens qu'il lui paraîtra bon . . . Je sais que beaucoup qui meurent de faim disent : « nous ne pouvons attendre, nous n'attendrons pas ». Montrez-moi que le résultat ne sera pas de les conduire à une plus longue attente et alors je vous donnerai de tout cœur mon concours. Je ne fais que vous conseiller : c'est à vous de décider. . . Vous devez comprendre que mes paroles reposent sur les impressions qu'ont rapportées les délégués de leur contact avec le peuple et sur les témoignages directs de nombreux travailleurs. . . Si je pensais que vous puissiez vivre en paix de quelque manière que ce soit et sans vous exposer, vous et vos familles, à de plus grandes priva-

tions je vous dirais : *Marchez*. Mais vous savez, vous savez tous que le boulanger ne cuira plus son pain, que le boucher ne tuera plus et que le brasseur cessera sa fabrication : et alors qu'advient-il de millions d'êtres affamés ?... Je ne pourrai jamais, sûr de mon propre dîner, recommander un projet qui peut amener des millions de travailleurs à mourir de faim. Non, je préférerais aller à la bataille, je préférerais tout braver plutôt que d'entendre le cri de pauvres affamés, vos cris et les cris de vos enfants, et de savoir que ma folie en a été la cause... Miséricordieuse providence ! jamais un mouvement a-t-il progressé comme le nôtre ? pourquoi maintenant le retarder par un projet improvisé ? Je vois le Suffrage Universel tout proche et je redoute le tort qu'un acte de folie peut faire à notre cause. *Travailleurs, avant que de vous lancer dans cette entreprise, égalisez le danger puisqu'aussi bien le bénéfice doit être universel. Ne vous lancez pas dans une entreprise partielle, car, si vous le faites, les courageux succomberont tandis que les lâches les remplaceront à l'enclume, au métier ou à l'établi.* » Pour une fois, le « *fidèle ami et fidèle serviteur<sup>1</sup> des travailleurs* » montre à ceux-ci le danger précis auquel ils s'exposent en suivant l'ordre de la Convention : ceux qui feront grève se verront remplacés par d'autres, sans qu'il en résulte aucun bénéfice puisque dans le prolétariat il existe une armée de réserve<sup>2</sup> destinée à permettre aux industriels d'abaisser le niveau des salaires et de vaincre toutes les tentatives de résistance ouvrière.

Feergus O'Connor conclut en disant qu'il convient de renoncer au mois sacré ; mais, comme il ne veut pas avoir l'air de se contenter d'une conclusion négative, il propose de substituer à la grève générale un « *Holiday* » de trois jours pendant lesquels les plus fortunés contribueront à la subsistance et à l'entretien de ceux qui ont été « réduits au paupérisme par le système ». Et le démagogue irlandais accompagne cette proposition des protestations dithyrambiques de son dévouement à la cause des travailleurs ; il en profite pour se faire valoir aux yeux du peuple en faisant son propre panégyrique : « Quel est l'homme du monde qui peut se réjouir davantage de la perspective du succès ? puisque j'ai été l'instrument principal et le créateur du mouvement, quel homme

1. C'est par ces mots que Feergus O'Connor fait précéder sa signature dans cette lettre du 31 juillet.

2. Voir article de la *Revue d'histoire des Doctrines*, n° 1, de 1911.

peut s'intéresser davantage à son heureuse et rapide réussite ? Je suis un otage entre les mains des classes laborieuses auxquelles je dois prouver ma sincérité : n'ai-je pas plus d'une fois promis au peuple que je conquerrais le Suffrage Universel ou que je mourrais dans la lutte ? Toutes les minutes de mon existence, depuis les origines de l'agitation, ont été un lourd fardeau et ma vie aurait pu être obtenue à bon marché si je n'avais pas cru que le peuple y attachait quelque prix. Depuis le 6 août<sup>1</sup>, depuis que nous avons fait alliance avec les hommes de Birmingham et autres traîtres, toute parole prononcée par quelqu'un des chasseurs de popularité m'a été attribuée, et, lorsqu'ils étaient attaqués, ne les ai-je pas défendus aux dépens de ma vie ? Nos nouveaux associés, l'un après l'autre, nous ont abandonnés : sur moi et sur moi seul, ils ont laissé retomber le poids des responsabilités et il m'a fallu répondre de leurs paroles de violence et de leurs actes de folie. Si Birmingham est mis à feu, la presse m'en rend responsable. Si des émeutes ont lieu, toutes les responsabilités sont placées sur mes épaules. Tout cela et plus encore, je suis prêt à supporter plutôt que d'affaiblir la cause en prophétisant mal du leader. Ma vie elle-même dépend du succès de la cause. Si je déserte ou si je tergiverse, aucun assassin ne méritera mieux la mort, aucun homme ne sera plus sûr de la recevoir immédiatement. N'ai-je donc pas alors le droit de donner des avis et des conseils à ceux au service desquels j'ai consacré le printemps de ma vie et à la cause desquels j'ai travaillé comme jamais auparavant aucun homme n'a travaillé ? Certes : et ne vous méprenez pas maintenant sur mes paroles, car si le peuple persévère, je serai avec lui à l'endroit du plus grand danger. Mais je ne suis pas homme à rester honteusement tranquille, lorsque la plus glorieuse de toutes les causes, la cause de la liberté, est mise en péril par une fausse démarche. »

En lisant ces paroles, en entendant le démagogue irlandais dire qu'il mériterait la mort s'il usait de subterfuges ou d'artifices et que sa vie est entre les mains du peuple, on voit Feargus, tel que le représente le portrait du *Labourer*<sup>2</sup>, la main droite largement ouverte, le bras gauche replié et la main sur son cœur, protestant

1. Feargus O'Connor veut parler de la grande manifestation chartiste du 6 août 1838 (*Northern Star* du 11 août 1838. Voir *Revue de Synthèse historique* de l'été 1911, p. 56 et 57).

2. Portrait qui se trouve en tête du vol. II du *Labourer, a monthly Magazine*, edited by Feargus O'Connor and Ernest Jones, London, Manchester, 1847.

de son dévouement à la démocratie et de son amour pour les « Enfants du travail » ; c'est là un geste qui lui devait être habituel et qui s'harmonise très bien avec ses serments de fidélité, lorsqu'il jurait de mourir ou de conquérir le Suffrage Universel. Feargus est l'homme qui parle toujours de sa sincérité et qui « n'agit jamais que selon sa conscience ». Quelle connaissance vraiment admirable il a de l'âme populaire et de sa naïveté ; quel talent pour embabouiner les masses ! Il est en ce sens un artiste. A première impression il ne paraît que merveilleusement souple et capable, grâce à cette souplesse et à un manque absolu de conscience, de s'adapter à toutes les circonstances ; mais, lorsqu'après avoir réfléchi davantage à ses discours et à ses agissements, on regarde sa physionomie, on s'aperçoit que celle-ci, en voulant donner l'impression de la franchise, exprime surtout une extrême finesse qui se manifeste dans la bouche et dans les yeux. Les revirements d'O'Connor n'apparaissent plus alors comme de vulgaires volte-faces, mais on comprend qu'ils furent préparés longtemps à l'avance ; on remarquera que, dans ses discours, il introduit presque toujours des formules à double sens ou encore parle assez longuement pour pouvoir développer le pour et le contre à une distance respectable l'un de l'autre : c'est ainsi par exemple qu'il vantera tour à tour la force physique et la force morale afin de pouvoir ensuite, selon les événements, se servir de l'évocation précieuse d'une phrase pour déclarer qu'il a toujours été l'apôtre de la méthode conforme aux nécessités de l'heure. Grâce à cette tactique, il peut faire mieux que réaliser une adaptation toujours exacte de sa politique à l'opportunité, il peut aussi profiter des initiatives des autres leaders et enlever à ceux-ci le mérite des mesures qu'ils ont eu l'intelligence ou le courage de proposer les premiers ; il lui suffit de choisir dans ses précédents discours la formule qui justifie son attitude actuelle et qui a sans doute été glissée par lui dans la pensée d'être utilisée un jour, si celle qui la précède ou celle qui la suit devient superflue ou est contredite par les événements.

Dans sa lettre du 31 juillet, Feargus O'Connor use d'une double habileté. Il accuse les autres leaders d'avoir prononcé les paroles de violence et commis les actes de folie qui ont nui à la cause ; il dit qu'on cherche à rejeter sur lui la responsabilité de ces agissements dont il est innocent ; il se disculpe ainsi des discours qu'il

a pu tenir lui-même en feignant de croire que ces propos lui ont été prêtés injustement. Pour une fois ou il est amené à prêcher la sagesse, il se donne le mérite d'avoir subi, sans se plaindre, la calomnie : confisquant pour lui-même la vertu d'avoir été toujours le seul sage et raisonnable, il bénéficie d'une attitude qui a été sans profits pour les modérés. Puis, par un autre mensonge, il confisque aussi aux autres leaders, qu'il appelle « nos nouveaux associés », le mérite d'avoir été les initiateurs du mouvement et il les disqualifie en disant « les hommes de Birmingham et autres traîtres » expression dans laquelle il veut confondre tous les leaders qui peuvent lui porter ombrage et notamment Lovett et ses amis<sup>1</sup>. Feargus se donne comme le seul leader en qui le peuple peut avoir confiance, le seul ami et serviteur fidèle des travailleurs. Et il semble qu'en cette circonstance il agisse dans le véritable intérêt des classes ouvrières. Mais est-il en droit de se décerner des éloges pour le service qu'il a rendu aux travailleurs chartistes ou seulement pour l'habileté consommée avec laquelle il a servi ses intérêts ? Après avoir été l'un des premiers protagonistes de la grève générale et après avoir par son journal poussé le peuple à s'enthousiasmer pour le mois sacré, a-t-il eu le mérite d'être le premier à détourner le peuple de cette aventure en lui montrant qu'il n'est pas prêt ? Malgré les mensonges dont il accommode son conseil, n'y aurait-il pas quelque courage de la part de Feargus O'Connor à être le promoteur d'une réaction contre le vote de la Convention, à se servir de sa grande influence pour détourner le peuple de cette entreprise et à y risquer peut-être même sa réputation ?

Feargus O'Connor n'a pas été le premier à insister auprès de la Convention pour la faire revenir sur sa résolution, il craignait trop de se compromettre aux yeux de ses imitateurs et d'encourir les critiques des autres démagogues. Cet acte de fermeté et de sagesse est dû à un révolutionnaire, sinon de plus grande envergure, du moins de plus noble caractère : ce n'est qu'après l'intervention de Bronterre O'Brien que Feargus a osé prendre nettement position et exprimer tout haut ce qu'il pensait secrètement. C'est que le « Leader » attendait les initiatives dont il savait profiter : mais il voulait qu'on oubliât qu'il n'avait que suivi, car il avait l'intention d'escamoter le bénéfice — ne dira-t-il pas le 20 août 1842 qu'il était

1. Sans les nommer, il insinue, dans un autre passage de sa lettre, que les délégués de Londres poussent à la grève générale.

resté seul en 1839 à s'opposer à la grève générale ?) ; il surenché-  
rissait en paroles et en actes et il pouvait prétendre ensuite qu'il  
avait été le premier inventeur d'un thème, d'une doctrine ou  
d'une attitude.

L'intervention de Bronterre O'Brien se produisit à la réunion du  
22 juillet<sup>1</sup>. Ce jour là Carpenter préside<sup>1</sup> ; Smart, faisant  
fonction de secrétaire, communique à l'Assemblée une lettre  
« de l'Union des Démocrates français de Londres » expri-  
mant leur sympathie au mouvement organisé en Angleterre pour  
conquérir le Suffrage Universel ; puis le secrétaire donne lec-  
ture de la lettre de Frost, et la discussion commence sur un  
rapport d'Hetherington proposant une adresse aux classes  
moyennes. Bronterre s'y déclare opposé parce qu'à son avis les  
classes moyennes sont de plus mortels ennemis pour la classe  
ouvrière que l'aristocratie. On discute ensuite la question de savoir  
si cette adresse sera publiée immédiatement ; après une demi-  
heure d'interruption, la séance est reprise et Bronterre O'Brien  
se lève pour présenter une résolution relative à la grève générale :  
« Le peuple n'est pas prêt : la Convention est décimée par les désertions  
et les arrestations ; au dehors, il existe une très grande  
variété d'opinions, et, parmi les délégués, un profond désaccord  
sur la grève générale. Telles sont les raisons qui justifient l'atti-  
tude que je vais prendre. Mr. Frost, Mr. Carpenter, Mr. O'Connor  
et beaucoup d'autres membres influents de cette assemblée sont  
opposés à la grève générale. Il n'existe aucun témoignage qui  
autorise la Convention à conclure que le pays est préparé à  
cette entreprise. En vérité, il est sans doute du devoir de la Con-  
vention de participer au danger, mais non pas de prendre pour  
elle toute la responsabilité morale qui pourra résulter de l'échec et  
de la déception. Je serais prêt à courir bien volontiers n'importe  
quels risques si je pensais que l'ordre de grève sera facilement  
obéi ; mais, comme je crains que seuls les courageux et les  
enthousiastes y obéissent et que ceux-la soient sacrifiés aux mau-  
vaises dispositions des autres, je supplie la Convention de s'arrêter  
dans cette démarche. J'ai fait une enquête dans les principales  
villes pour savoir dans quelle mesure le peuple est prêt et

1. *Northern Star* du 27 juillet. Dans cette séance l'attitude de Feargus O'Connor est  
peu nette et, selon son habitude, le discours qu'il prononce développe le pour et le  
contre.



cette enquête ne m'autorise pas à conclure que le jour du mois sacré est arrivé. Les événements de Birmingham ont considérablement accru la force du Chartisme. Mais je ne puis ratifier ce vote<sup>1</sup> sans un très sérieux examen. Car, en supposant par exemple que, dans vingt ou trente villes, le peuple fasse grève, pourra-t-il être contenu pendant tout un mois dans les voies de la légalité? Sans doute on pourrait trouver un nombre suffisant d'individus dans une situation assez désespérée pour les amener à donner le signal de la grève sans songer aux chances d'insuccès. La grève générale est considérée comme le commencement d'une révolution; et, si nous respectons ce vote, il s'en suivra nécessairement l'une de ces deux conséquences : soit qu'après des émeutes partielles le peuple reprenne le travail, soit qu'il s'abandonne à des attentats contre la propriété, je me soucie peu de la responsabilité légale, mais je redoute les responsabilités morales. La Convention aurait dû laisser au peuple le soin de fixer lui-même le jour, car c'est lui qui est le meilleur juge et de ses propres désirs et de ses forces. Si le peuple adopte la grève, la Convention doit participer au danger : mais, si nous confirmons ce vote (de la proposition Lowrey, nous ne pourrions pas remplir ce devoir, parce que le tiers des Conventionnels a déjà déserté : un autre tiers sera en prison à l'époque du 12 août ; et est-il vraisemblable qu'un gouvernement veuille permettre aux autres de rester libres et de faire bénéficier le peuple de leurs conseils et de leurs directions? *Applaudissements.*) En tous cas, il reste encore assez de temps pour garder pour nous la date du 12, et, dans l'intérim, il n'y aurait eu ni dommage ni retard si le peuple confirmait la nécessité de fixer ce jour-là. Cette question a mis la Convention dans une situation difficile. Ce peut être un grand mal que de revenir sur ce vote : mais la Convention n'a maintenant le choix qu'entre ces deux attitudes : ou désappointer ceux qui désapprouvent ce parti ou bien sacrifier des hommes braves et enthousiastes à l'entêtement obstiné de ceux qui ne sont pas éclairés sur cette question. Laissez le peuple décider pour lui-même : exposez-lui les opinions diverses, en le laissant juge de leur valeur. J'ai lu le discours de M. Carpenter et je suis pleinement d'accord avec lui sur les sentiments qu'il y exprime.

Après les discussions incohérentes auxquelles nous avons assisté,

1. Le vote de la résolution Lowrey.

on a quelque étonnement du bon sens et de l'habileté de Bronterre : celui-ci ne propose pas d'annuler le vote antérieur de la Convention, mais seulement d'en réserver la publication et par là il ménage la susceptibilité et l'amour-propre de ceux qui l'ont émis : en même temps, il permet à la Convention de faire une savante volte face sans avoir l'air de tourner sans cesse au souffle mobile des discours.

Bronterre présentera une résolution qui ne rescindera pas le vote antérieur et qui sauvegardera en apparence la dignité de la Convention. Bronterre va déclarer la Convention incompétente pour prendre une décision définitive et, par ce procédé, il semble que ce soit plus un scrupule démocratique que ses incertitudes et la crainte des responsabilités qui dictent à la Convention son changement d'attitude : les Conventionnels ne paraissent pas avoir changé d'avis sur la grève générale qu'ils recommandent en termes enthousiastes; mais ils posent au peuple la question de savoir si le moment en est venu.

« La Convention continue à être unanime à penser que seule une grève générale par la cessation du travail à travers tout le pays pourra rendre aux classes laborieuses leurs droits et libertés; mais nous ne pouvons pas néanmoins prendre sur nous la responsabilité de fixer l'époque ou les circonstances d'une telle grève, parce que nous croyons que nous sommes incompétents pour le faire et cela pour les raisons suivantes :

1<sup>o</sup> Parce que l'assemblée a été considérablement diminuée par la désertion, l'absence et les arrestations arbitraires d'un grand nombre de Conventionnels ;

2<sup>o</sup> Parce que, parmi ceux qui restent, il existe une grande diversité d'opinion en ce qui concerne à l'heure actuelle la possibilité d'une grève générale, étant donné la situation industrielle dans les districts manufacturiers ;

3<sup>o</sup> Parce qu'il semble exister une semblable diversité d'opinion, au dehors, parmi nos commettants et les membres des classes laborieuses ;

4<sup>o</sup> Parce que, étant donné ces circonstances, il est plus que douteux que l'ordre de grève générale, émis par la Convention, puisse être obéi d'une façon générale et il est probable que la grève conduirait à une banqueroute ;

5<sup>o</sup> Parce que, bien que nous soyons fermement persuadés que la grève générale sera le salut du pays, nous sommes en même temps

également convaincus qu'une grève partielle aurait seulement pour effet d'imposer les privations et les souffrances les plus amères à tous ceux qui y prendront part; et, dans la situation actuelle, dans l'état d'exaspération des sentiments public, il n'est pas improbable qu'elle conduise au désordre et à l'anarchie ;

6° Parcequ'é, bien qu'il soit du devoir de la Convention de prendre part à tous les dangers que court le peuple, il ne fait pas cependant partie de notre devoir de créer sans nécessité des dangers pour nous-mêmes ou pour les autres : en créer pour nous-mêmes serait une folie ; en créer pour les autres serait un crime ;

7° Parce que nous croyons que le peuple lui-même est le seul juge de son droit et de ses propres ressources en même temps qu'il est seul juge de savoir s'il est prêt à la grève et s'il est capable de faire face aux événements qu'une telle entreprise peut provoquer :

Pour toutes ces raisons, nous décidons qu'une commission de trois membres sera nommée pour examiner à nouveau le vote du 16 juillet et remplacer ce vote par une adresse qui laissera au peuple lui-même le soin de décider s'il veut ou s'il ne veut pas commencer le mois sacré le 12 août ; cette adresse expliquera aussi les raisons qui ont décidé la Convention à adopter une telle attitude et affirmera que la Convention s'engage à coopérer avec le peuple dans toutes les mesures, quelles qu'elles soient, qui lui paraîtront nécessaires pour sa sécurité et son émancipation. »

Le 22 juillet, le vote sur la motion de Bronterre est ajourné et il n'a lieu que le 24. Robert Lowrey maintient son vote antérieur ; il reste partisan de commencer la grève générale le 12 août ; et il prétend même que ses commettants — Lowrey est délégué de Newcastle — désirent une date plus rapprochée. Au contraire Fletcher, avec Lowrey l'un des membres les plus influents de la majorité du 16, dit que les « raisons qui avaient déterminé le vote étaient loin de prouver suffisamment que le peuple fût préparé ». Il affirme que ses commettants sont prêts ; mais son devoir est de veiller à ce qu'ils ne soient pas sacrifiés à une grève partielle. Neesom déclare que le peuple est mieux préparé que ses leaders. Douze Conventionnels votent pour la motion Bronterre, six contre et sept s'abstiennent<sup>1</sup>.

1. Pour : Burns, Carpenter, Hetherington, Knox, O'Connor, O'Brien, Parkinby, Smart, Skevington, Taylor de Rochdale, Woodhouse et Clive, Gaultre ; Lowrey, Meeking, Marsden, Neesom, Osborne, Wadstonholme, L'attitude de Feargus, dans cette séance du 24 où il vote la résolution de Bronterre, est bien moins nette et franche que celle du maître d'école du chartisme.

Parmi les irréductibles partisans de la grève générale immédiate nous rencontrons naturellement : Neesom, Marsden, Méaling, Osborne, Wolstoneholme et Robert Lowrey qui, si l'on en croit O'Connor, va bientôt changer d'opinion et comprendre le danger de sa résolution. Parmi les sept abstentionnistes, se trouvent plusieurs délégués qui formaient la majorité du 16, par exemple le Dr Fletcher. Skevington, qui avait donné sa voix à la résolution Lowrey pour ne pas toujours voter comme son collègue Smart, la donne cette fois à la proposition de Bronterre sans doute pour ne pas toujours voter contre lui.

Le vote du 24 réunit le même nombre de Conventionnels que celui du 16 : mais cette fois les propositions sont renversées : sur les treize voix qui formaient la majorité précédente, Bronterre en a détaché sept. Cependant, voyant que sa résolution n'a pu grouper parmi les conventionnels présents une « claire majorité », le maître d'École du Chartisme propose que ni la résolution originelle ni sa propre résolution ne soient considérées comme votées. Mac Douall seconde cette motion. Mais, sur une observation de Feargus O'Connor qui proteste « contre cette façon frivole et captieuse de traiter les questions qui intéressent les droits du peuple », Bronterre veut retirer sa motion. Sur quoi le démagogue irlandais présente un amendement qui porte de trois à cinq le nombre des membres de la commission<sup>1</sup> ; « et, dit-il, pour prouver sa sincérité, il désignerait le Dr Fletcher, Mealing et Lowrey, trois de ceux qui ont voté [le 16 juillet] pour la date du 12 août, trois hommes en qui le pays et la Convention ont confiance ». Et, grâce à cette nouvelle habileté, Feargus O'Connor, après avoir du reste prononcé un discours dont l'honnête Fletcher déclare qu'on n'en peut rien conclure ni dans un sens ni dans l'autre, pourra se faire honneur d'avoir amené à une conclusion une séance un peu confuse. Secondé par lui, Osborne propose que la commission soit nommée au scrutin secret ; le vote a pour résultat l'élection de Feargus O'Connor, de Bronterre O'Brien, du Dr Fletcher, de Lowrey et de Neesom, soit deux partisans et deux adversaires de la grève générale, et un des abstentionnistes.

En réalité, dans cette commission, le seul Neesom devait être encore favorable à la grève générale. Fletcher, par son

1. La Commission que la résolution Bronterre avait proposé de nommer.

abstention, prouve que sa religion est éclairée et qu'un revirement s'est déjà produit dans son esprit ; et la lettre de Feargus O'Connor à la *Northern Star* nous apprend que Robert Lowrey a changé d'avis le 31 juillet ; cette conversion a eu lieu sans doute entre le 24 et le 31 juillet, sous l'influence de son collègue au comité Bronterre O'Brien : celui-ci sut démontrer à cet homme, aveuglé par sa sensibilité, mais profondément sincère, qu'il allait par son intransigeance précipiter le peuple dans une aventure pleine de périls et, faisant appel à sa raison, il put convaincre cet amant exalté de la démocratie des dangers qu'il allait faire courir à son idole et lui faire entrevoir des souffrances accrues par un échec presque certain.

Maintenant que Bronterre a eu le courage de réagir contre l'entraînement auquel s'étaient abandonnés les conventionnels, maintenant surtout qu'il a donné à l'assemblée le moyen de présenter aux Chartistes sa volte-face comme un hommage à la souveraineté populaire, Feargus, lui aussi, ne redoutait plus d'affronter l'opinion publique et de déclarer ouvertement qu'il avait toujours été opposé à une entreprise aussi téméraire. Il mettait d'autant plus d'ardeur à affirmer son opinion personnelle et à prodiguer ses conseils qu'il avait mis plus de lenteur à vaincre ses scrupules et à découvrir son sentiment secret. Aussi va-t-il user de toute son influence pour transformer en une manifestation inoffensive, en un « holiday » d'un jour ou deux, un projet aventureux : il fait agir en ce sens la *Northern Star*, dont l'éditorial du 3 août s'exprime ainsi : « Nous le répétons, après les plus sérieuses réflexions, notre intime conviction est que toute tentative pour provoquer le mois sacré, avant que tous soient armés, peut tout ruiner. Le pays n'est pas prêt : l'état de préparation n'est pas suffisant ; il n'existe parmi le peuple ni propre ni adéquate organisation : les travailleurs ne sont pas capables d'agir de concert et avec un parfait accord : il n'y a pas un dixième des démocrates qui possèdent les moyens de légitime défense : il n'existe aucune communauté d'opinions ni en ce qui concerne la nécessité de cette mesure, ni en ce qui concerne la possibilité d'exécuter cette entreprise<sup>1</sup>. » La *Northern Star* a pris soin de n'écarter la grève générale qu'en faisant luire aux yeux de ses lecteurs, comme condition du mois sacré, une

1. *Northern Star* du 3 août.

mesure de plus grande violence : l'obligation pour tous les démocrates d'être armés conduit à penser que la grève générale ne se réduirait pas à une cessation universelle et simultanée du travail dans tous les métiers, mais qu'elle implique l'éventualité d'une lutte à main armée pour laquelle il faut être prêt. Et la *Northern Star* a l'air de dire que ce n'est que partie remise. Ainsi convient-il à la démagogie d'entretenir la passion populaire en l'amusant de jeux dangereux peut-être, en remplaçant, par exemple, le jouet de la grève générale par celui de l'insurrection armée, sans se préoccuper si quelque jour ces idées ne feront pas explosion et si les armes que sont ces jouets ne partiront pas sans que l'aient voulu les hardis chasseurs de popularité.

C'est autant à l'action d'O'Connor qu'à l'initiative courageuse de Bronterre qu'est dû le revirement qui aboutit aux séances du 5 et du 6 août, tenues par la Convention à l'Arundel Coffee house, dans le Strand. C'est Bronterre O'Brien, secondé par O'Connor, qui propose les résolutions suivantes, adoptées à l'unanimité, et ce vote prouve le chemin que, depuis le 24 juillet, avaient fait, dans l'esprit des Conventionnels, les fortes raisons alléguées contre la grève générale :

« Nous supplions nos frères chartistes d'abandonner le projet du mois sacré parce qu'il est actuellement impraticable. Nous supplions les Trades Unions, si elles veulent sauver le pays d'une violente convulsion et les familles ouvrières de la ruine, d'apporter à leurs frères en détresse toute l'aide qui est en leur pouvoir pour réaliser le grand et bienfaisant objet du *holiday*... Des renseignements que la Convention a pu recueillir, il ressort que le peuple n'est pas prêt à mettre en pratique le projet du mois sacré ; mais le prolétariat peut être amené, le 12 août, à cesser tout travail pour consacrer deux ou trois jours de *holiday* à des processions et à des meetings solennels : il en profitera pour délibérer sur la lamentable situation du pays et décider quels sont les meilleurs moyens de détourner le terrible despotisme dont sont menacées les classes laborieuses. Il devra être recommandé au peuple, dans ces meetings, d'envoyer des adresses à la reine lui représentant la conduite illégale de diverses autorités locales et lui demandant de renvoyer les ministres coupables d'atteintes aux droits du peuple ; celui-ci devra également affirmer, par ses résolutions, sa fidélité à la Charte du peuple. »

Carpenter, appuyé par J. Mc Rea, demande que les associations radicales et les Trades Unions impriment ces résolutions pour que, dans tout le pays, les classes laborieuses puissent se préparer aux fêtes du 12 août ; le drame de la grève générale se dénoue en une fête populaire de trois jours.

Avant de se séparer pour ne reprendre ses séances à Londres que le 26 août, la Convention délègue Feargus au grand meeting des délégués écossais qui doit avoir lieu à Glasgow le 14. De cet échec de la grève générale, c'est encore O'Connor qui triomphe. La *Northern Star*<sup>1</sup>, parlant du mois sacré dans son numéro du 10 août, ne manque pas de se féliciter et d'attribuer à Feargus tout le mérite du vote du 6 août : « Nous voyons que la Convention a adopté l'idée suggérée par Mr. O'Connor d'un holiday de deux ou trois jours. Rien ne peut être plus clair, selon nous, que ceci : tout l'effet bienfaisant qui peut résulter d'un « holiday » d'un mois peut également résulter d'un « holiday » d'un seul jour. La seule chose que le « holiday » peut faire, c'est de prouver que le peuple est uni et déterminé. » Feargus peut se glorifier désormais d'avoir sauvé la classe ouvrière et le Chartisme d'une aventure sans autre issue qu'une catastrophe. Et les circonstances ne favorisent-elles pas du reste, la gloire du Descendant des rois d'Irlande en laissant celui-ci seul, ou presque seul, libre parmi les grands leaders chartistes arrêtés, emprisonnés, mis en jugement ? c'est aux assises de Warwick le procès de Lovett et de Collins, tous deux condamnés à de longs mois d'emprisonnement<sup>2</sup> ; c'est à Monmouth, celui d'Henry Vincent ; à Chester, le procès de Stéphens<sup>3</sup> ; celui de Mac Douall, condamné à douze mois de prison. William Benbow, Deegan, Bronterre O'Brien vont être arrêtés.

Cependant Feargus O'Connor qui, moyennant une caution de £ 600, a pu conserver sa liberté, fait à travers l'Angleterre une de ces tournées qui lui valent le renom d'être l'infatigable apôtre de la Démocratie. Le 12, il prend la parole à Londres à la grande démonstration chartiste de Kennington Common<sup>4</sup>. Le soir même, il part pour Glasgow et, pendant quatorze jours, Feargus parle,

1. *Northern Star* du 10 août, p. 4. *The Sacred Month*.

2. *Northern Star* du 10 août.

3. *Northern Star* du 17 août.

4. *Northern Star* du 17 août : au meeting de Londres assistent aussi Bronterre O'Brien, Cardo, Hartwell, Carpenter.

allant de meetings en meetings <sup>1</sup>. Le 14, à Glasgow, il assiste à une réunion qui dure dix heures : Feargus félicite l'Écosse d'être aussi ardente que l'Angleterre à la conquête du Suffrage Universel; il profite de cette large manifestation pour condamner publiquement le mois sacré et pour affirmer qu'il n'a jamais varié à ce sujet : pour stigmatiser en passant la désertion honteuse des leaders de Birmingham et pour confesser les erreurs de la Convention. Le 15, au matin, il assiste à une réunion des délégués <sup>2</sup>, et, le soir, à un meeting populaire de six mille personnes. Le 16, nouvelle réunion des délégués et nouveau meeting populaire à Renfrew; le samedi 17, meeting à Kilmarnock, que l'infatigable orateur quitte à une heure pour Perth, où il arrive à trois heures, le lundi 19, pour assister à un meeting. Dans la même journée, le mardi 20, il va à Auchterarder, qui se trouve à quatorze mille de Perth, et quitte Perth pour Dundee, où il se fait applaudir par quinze mille personnes. Le mercredi 21, il quitte, le matin, Dundee pour Edimbourg, où il reçoit, le soir, un accueil enthousiaste. Le jeudi 22, il est à Hawick, dans le Resburghshire; parti le 23, au petit matin pour Carlisle, il y prononce un discours, au milieu d'une vaste assistance, et, le samedi matin, il revient par Newcastle et York à Leeds : « Il se félicite, dans la *Northern Star*, de sa tournée vraiment triomphale : partout il n'a rencontré, dans les sept principaux comtés de l'Écosse, qu'un peuple de démocrates à toute épreuve. »

La résistance de Feargus apportait à la réussite de ses desseins une force d'autant plus grande que ces « tournées triomphales » répondaient autant à l'avidité inépuisable de sa vanité qu'à un besoin physique d'activité et à un besoin moral de remuement toujours insatisfaits.

Cependant le mercredi 4 septembre <sup>3</sup> la Convention est réunie à Londres ; le Dr Taylor présente la motion suivante : « La Convention déclare ses pouvoirs expirés et prononce sa dissolution le samedi 7 du présent mois; elle recommande au pays de ne nommer à la prochaine Convention aucun des hommes qui ont été membres de celle-ci. » Peter Bussey seconde la motion, qui ne pouvait guère

1. *Northern Star* du 31 août, p. 7.

2. *Northern Star* du 24 août : cinquante-sept délégués écossais sont présents et rendent compte des progrès de l'esprit public et de la Démocratie dans les districts qu'ils représentent.

3. *Northern Star* du 7 et du 14 septembre.



plaire à Feargus O'Connor puisqu'elle atteignait ses visées d'ambition. Aussi le démagogue irlandais s'oppose-t-il à la proposition du D<sup>r</sup> Taylor dans « un puissant discours », dit la *Northern Star*, et il présente cet amendement : « La Convention se séparera samedi prochain, une Commission sera nommée et préparera un projet d'organisation pour une nouvelle Assemblée plus agissante que n'a pu l'être la présente Convention, étant donné les circonstances particulières de son existence. » Feargus O'Connor espère dominer cette Commission et préparer la nouvelle assemblée de telle façon qu'il en puisse être le maître : il déclare que la motion du D<sup>r</sup> Taylor, excluant de la prochaine Convention toutes les personnes qui ont siégé dans celle-ci, est une règle que la Convention n'a aucun droit de proposer au pays : « la raison qu'en donne le très distingué docteur ne peut manquer de la faire considérer comme une offense par chacun des Conventionnels ». Bronterre O'Brien seconde l'amendement de Feargus O'Connor et le débat est ajourné <sup>1</sup>.

La discussion est reprise, le 6 septembre, sous la présidence de Frost. Bronterre expose les motifs qui justifient la dissolution de la Convention : « Notre opinion est que dans des temps ordinaires, pour assurer sa sécurité et faire progresser la cause, la Convention ne pourrait pas prendre une plus courageuse attitude ni recommander des mesures plus décisives qu'elle ne l'a fait. Mais, dans les circonstances extraordinaires de l'heure présente, si elle conseillait des mesures plus violentes, elle exposerait le peuple à des dangers ; et, si elle conseillait des mesures moins énergiques, elle assurerait la défaite parce qu'actuellement on ne conserve même pas une ombre de légalité et de justice à l'égard des classes laborieuses. » La seule conduite à tenir est de convertir les Associations chartistes en Comités électoraux et de préparer des candidatures <sup>2</sup> au Parlement. Bronterre O'Brien déclare qu'il est favorable à la première partie de la motion du D<sup>r</sup> Taylor, mais très contraire à l'exclusion de toute autre Convention des membres de la présente Assemblée.

Quelques Conventionnels, comme James Taylor, Lowrey, Hartwell, Neesom sont opposés à la dissolution. Lowrey considère comme nécessaire qu'un Comité demeure à Londres, sans en donner d'autres raisons. James Taylor et Neesom estiment que la Conven-

1. *Northern Star* du 7 septembre.

2. *Northern Star* du 14 septembre.

tion, ne s'étant pas élue, n'a pas le pouvoir de prononcer elle-même sa dissolution. Hartwell propose que la Convention s'ajourne seulement et qu'un Comité soit nommé; cet amendement obtient dix voix contre dix et une abstention; le président donne sa voix prépondérante à l'amendement. La motion du Dr Taylor demandant la dissolution est alors mise aux voix et repoussée par seize voix contre cinq. Bronterre O'Brien présente un amendement pour fixer la dissolution de la Convention au 14 et pour exposer dans une adresse au pays les raisons qui ont amené les Conventionnels à prendre cette résolution; l'amendement est secondé par le Dr Taylor. O'Connor fait opposition à cette proposition et est partisan d'un simple ajournement. La question est alors posée de savoir si la Convention doit s'ajourner ou se séparer le 14: onze Conventionnels sont partisans de la dissolution et onze de l'ajournement; le président apporte sa voix prépondérante à la proposition de dissolution<sup>1</sup>. Sur une question aussi grave, on retrouve parmi les Conventionnels les mêmes incertitudes et les mêmes indécisions que dans les circonstances précédentes; après quelles hésitations, symbolisées par l'attitude du président votant tour à tour pour l'ajournement et pour la dissolution, la Convention, à égalité de voix, adopte la seconde alternative<sup>2</sup>.

Le 21 septembre, dans la *Northern Star*, Feargus O'Connor porte son jugement sur la Convention et il fait le bilan et examine l'œuvre de cette assemblée: cherchant à expliquer son échec, il y trouve les raisons qui peuvent confirmer ses thèses et servir sa politique. « La Convention a été formée hâtivement; elle comprenait un trop grand nombre de bourgeois; vingt et un membres de cette assemblée ont donné leur démission, et ce sont ces démissions qui ont affaibli la Convention et ont été la cause première de son insuccès. Elle a eu à lutter contre de nombreuses difficultés et notamment elle a été victime de la conduite inconstitutionnelle des juges. Cependant, malgré toutes ces difficultés, le résultat de ses travaux a été excellent: elle a obligé la monarchie, les chambres

1. *Northern Star*, 14 septembre: les deux premiers votes réunissent 21 conventionnels et le troisième 22; l'attitude du président est bizarre et il paraît avoir changé d'avis entre le premier et le troisième vote puisqu'il vote d'abord pour l'ajournement, puis pour la dissolution.

2. Pour: Bussey, Skevington, Richards, Barry, Jones, Cardo, Pitkeithly, O'Brien, Harney, Hetherington, Frost, Dr Taylor. Contre: Burns, Lowrey, Neesom, Hartwell, O'Connor, Carpenter, Wolstoneholme, Jackson, Smart, James Taylor, Deegan.

du parlement et toutes les classes de la société à prendre nos principes en considération ; elle a établi le droit de l'Assemblée qui la remplacera : elle a prouvé combien est efficace l'union du peuple et a appris à celui-ci à connaître ses amis et ses adversaires ». Cette phrase découvre la seule préoccupation d'O'Connor qui est de justifier son attitude et de jeter la suspicion sur les leaders issus de la bourgeoisie : car il redoute plus leur concurrence que celle des ouvriers, plus inexpérimentés, doués de moindres puissances de séduction et aussi dupes plus faciles. Selon Feargus, la Convention était fatalement destinée à un échec dont la raison principale est sa composition ; elle a échoué parce qu'elle n'était pas un vrai parlement du peuple ; elle comprenait parmi ses membres trop de bourgeois : et, pour le démontrer, Feargus énumère avec soin les hommes des classes moyennes qui ont donné leur démission : James Paul Cobbett, Arthur Wade, les délégués de Birmingham, Douglas, Salt, Hadley et Pierce, les délégués écossais Matthew, Craig et Villiers Sankey ; James Wroe, J. Wood, John Good, James Harris, Whittle et Benjamin Tight ; auxquels il convient d'ajouter les bourgeois qui avaient été élus, mais qui ne siégèrent pas : « R. B. B. Cobbett, Nightingale <sup>1</sup>, Willis, Smith, Muntz, Edmunds, un épicier de Todmorden dont « j'ai oublié le nom », Ebenezer Elliot et Mr. Stephens ». N'y a-t-il pas eu aussi des Conventionnels ouvriers qui ont aussi démissionné ? Certes, dit Feargus, mais tous ont eu de bonnes excuses : « Richardson, délégué de Manchester qui a donné un motif valable, William Rider (qui a allégué une raison de conscience, James Mills, Alexandre Halley, William Gill, James Fenney : aux frais duquel les électeurs n'ont pu subvenir, soit vingt-trois délégués bourgeois contre six ouvriers. » Le démagogue veut sans doute suggérer l'illusion flatteuse que le peuple ne rencontre de vraie sincérité que dans ses enfants, hormis chez le descendant des Rois d'Irlande. Feargus O'Connor continuera à discréditer la première Convention en disant dédaigneusement qu'elle n'était qu'une Assemblée « d'Attwoodistes, de Cobbettistes et de Londonistes » <sup>2</sup>. En un sens il avait raison de dire que les Conventionnels, en démissionnant, avaient mal agi : leur

1. Feargus O'Connor ajoute « je crois », ce qui tendrait à prouver qu'il n'est pas certain que Nightingale n'a pas siégé.

2. *Northern Star* du 5 avril 1845 : « La Convention de 1839 n'était pas une pure représentation de la classe ouvrière. »

faute avait été de se résigner à l'inaction et, sans le vouloir, de contribuer par leur abstention à déterminer la courbe de l'évolution en modifiant les conditions dans lesquelles la Convention pouvait agir.

Dans son article du 21 septembre, Feargus O'Connor insiste aussi sur les querelles qu'ont fait naître entre les Conventionnels les questions d'argent, nous dévoilant ainsi un trait curieux de la psychologie des délégués. Les dépenses de la Convention pendant huit mois se sont élevées, en comptant les frais de mission, à £ 2,000 : le bénéfice a-t-il été inférieur à la dépense ? Non, l'envoi des représentants en mission, a instruit le peuple : Feargus se donne l'élégance d'avouer son erreur ; il reconnaît que l'argent a été dépensé honnêtement, à une seule exception près. Et, après avoir glissé insensiblement des critiques aux éloges, l'apologie de la Convention l'amène à proposer la nomination qu'il souhaite d'un nouveau Parlement du peuple, d'une Assemblée de vingt et un membres dont il est disposé, dit-il, à payer de sa poche chaque représentant £ 2 par semaine<sup>1</sup> ; admirable invention qui aurait permis à Feargus d'avoir dans sa main la nouvelle Assemblée, idée qu'il reprendra pour la réaliser en 1843. Ce démocrate intransigeant n'aspire qu'à la dictature ; son tempérament autoritaire, son ambition, sa vanité ne lui permettent pas d'accepter le partage de la faveur populaire avec d'autres leaders, et, s'il est encore en bons termes avec Bronterre, il se brouillera bientôt avec celui-ci, le couvrira d'injures et de calomnies et essaiera de le disqualifier auprès des classes ouvrières. Pour le moment, Bronterre qui vient de sauver le Chartisme d'une périlleuse aventure est, avec Feargus, le leader le plus écouté : aussi la *Northern Star* est-elle obligée de le ménager, et, comme Bronterre veut lancer un journal, la *Southern Star*, elle annonce la nouvelle comme un heureux événement qui doit être accueilli avec une grande joie par les travailleurs ; elle demande à ceux-ci de se rallier autour de cet « ami inflexible et persécuté de la Démocratie » ; elle compare « le maître d'école du pauvre » à un lion « sur les talons duquel les roquets de la presse aboyent, essayant en vain de mordre ». La *Northern Star* et la *Southern Star* agiront de concert : « elles marcheront la main dans

1. *Northern Star*, 21 septembre et 14 septembre, p. 4. Dans le *Northern Star* p. 6, 21 septembre, il expose déjà les idées du plan agraire qu'il reprendra dans la *Northern Star* et dans le *Labourer*.

la main ; il n'y a pas de raison pour que le succès de la *Southern Star* ne soit pas aussi grand que celui de la *Northern Star*. . . Que tous ceux qui hésitent sur le *devoir présent* rappellent à leur mémoire la conduite d'O'Brien pendant les neuf dernières années, dans toutes les situations qu'il a été appelé à rencontrer et, pendant ces neuf années, ils le trouveront luttant, souvent seul, contre les oppresseurs du peuple. Que son effort actuel puisse être couronné de succès, c'est là le sincère désir de notre cœur. . . Les deux Stars « fraternelles » lutteront contre les démons de la presse : seuls nous les avons tués ; à deux nous les brûlerons <sup>1</sup> ». La *Northern Star* est-elle désintéressée au point de ne pas se soucier de la concurrence que la *Southern Star* peut lui faire auprès des lecteurs chartistes ? Que Bronterre ne se laisse pas prendre à ces belles paroles : la *Northern Star* ne l'accable d'éloges que pour pouvoir mieux étouffer sa voix et discréditer sa personne : plus grands et plus nombreux seront ces éloges, plus complètes et plus profondes apparaîtront au public la sincérité de Feargus et de son journal comme la véracité de leurs dires, lorsqu'un austère devoir les forcera à se résigner par amour du peuple à dévoiler les hypocrisies et les trahisons de celui qui les aura trompés eux et lui. Il suffira d'attendre que les procès de Bronterre, en l'immobilisant en prison <sup>2</sup>, l'empêchent pendant dix-huit mois de paraître sur la scène politique.

Après la séparation de la Convention chartiste, l'évolution du réformisme à la violence semble terminée et les mois de septembre et d'octobre 1839 confirment cette impression. Aussi bien, si elle n'avait pas été la cause première de cette évolution, la Convention, par sa faiblesse d'abord, puis par ses imprudences, avait contribué à fixer le chartisme dans cette voie et même à accroître l'élan provoqué par les protagonistes de la force physique et les propagandistes de la grève générale. Sa dissolution devait agir sur la psychologie des leaders et sur celle des troupes. Elle enlevait aux masses exaspérées leur point d'appui et la croyance qu'elles avaient de posséder en la Convention un centre de direction et de coordination pour leurs efforts révolutionnaires. Les leaders les plus violents et les adeptes les plus décidés de la force physique avaient été, au moins pour un temps, apaisés par les événements : la crainte de la

1. *Northern Star* du 28 septembre.

2. A Newcastle, le 29 février 1840, il sera acquitté, mais peu après aux assises de Liverpool il sera condamné à dix-huit mois d'emprisonnement.

grève générale, tant souhaitée en paroles, avait été pour eux le commencement de la sagesse. Le changement d'attitude de la part d'hommes comme Richardson, Bronterre O'Brien, le docteur Fletcher, la conversion de Robert Lowrey, la dissolution proposée par l'enthousiaste docteur Taylor lui-même et les motifs qu'en avait donné Bronterre, tout prouve que les mesures énergiques du gouvernement et la répression systématique avaient eu pour effet de calmer l'ardeur des esprits même les plus exaltés. Mais l'indifférence des événements pendant les mois de septembre et d'octobre était mensongère et l'évolution allait s'achever, sur des larmes et sur un sourire, par une tragédie qui devait coûter la vie ou la liberté à une poignée de soldats chartistes d'une héroïque sincérité et par une comédie qu'allaient donner deux des grands chefs en repoussant une gloire qu'ils avaient si souvent appelée de leurs vœux.

Le 4, deux mille mineurs gallois<sup>1</sup>, armés les uns de fusils et de pistolets, les autres de piques et de pioches, la plupart de gros gourdins, s'avancent vers Newport, dans l'obscurité d'une nuit de novembre. Ils marchent à travers la tempête, sous une pluie qui bat leurs visages, s'arrêtant de temps à autre aux public-houses et, vers neuf heures du matin, ils arrivent devant l'hôtel de Westgate où le maire et les magistrats se sont réfugiés sous la garde d'une compagnie du 45<sup>e</sup> régiment. Les Chartistes commencent l'attaque en brisant les fenêtres et en tirant sur les soldats. Le maire lit aussitôt le Riot Act et donne l'ordre aux soldats de faire feu : « La mort fait son œuvre, quatorze Chartistes sont tués et plusieurs autres blessés. Ils étaient conduits par John Frost. Ils étaient bien armés de fusils, de mousquets, de sabres et avaient même un petit canon. Quelques-uns des constables spéciaux ont été blessés : Mr. Morgan, drapier, Mr. Williams, quincaillier, ainsi que le maire. Le gros des émeutiers a battu en retraite vers les champs. Il semble que leur intention ait été d'occuper Newport, de piller la ville et de marcher sur Monmouth pour délivrer Vincent et ses compagnons. Ils avaient juré que Vincent ne resterait pas en prison plus tard que le 5 novembre. La plus grande agitation règne dans le pays de Galles<sup>2</sup>. » Tel est le récit que la *Northern*

1. *Northern Star* du 9 novembre et du 16 qui donne ce chiffre de 2,000 et dit qu'on a exagéré le nombre en le portant de 8 à 100,000 ; le *Times* dit 8,000.

2. *Northern Star* du 9 novembre : dix Chartistes avaient été tués et cinquante blessés.

*Star* donne de l'équipée tragique de ces braves mineurs Gallois, conduits par l'excellent et pacifique John Frost et prêts à payer de leur vie leur amour pour Henry Vincent.

La *Northern Star* du 16, comme celle du 9 novembre, parle de l'influence extraordinaire qu'avait sur les ouvriers gallois le jeune orateur chartiste ; et celle du 28 novembre, parmi les causes de l'émeute, indique la nouvelle loi des pauvres et le caractère religieux des Gallois. Sans doute, ces divers éléments ont pu entrer en jeu ; la personnalité de Vincent a certainement exercé sur l'enthousiasme des Gallois une grande séduction et la loi des pauvres avait sans doute aussi suscité l'exaspération de ces populations. Mais la *Northern Star* du 16 aperçoit-elle la cause première de cette échauffourée lorsqu'elle dit : « L'autre semaine nous inclinions à attribuer l'émeute à la folie de quelques-uns ; aujourd'hui nous la comparerons à un torrent de montagne longtemps contenu et cette « émeute »<sup>1</sup> peut être regardée comme le signe avant-coureur d'un mouvement général et irrésistible de revendications pour la Liberté » ? Du réformisme que préconisaient ses créateurs, le mouvement chartiste avait évolué vers la violence et les mineurs gallois n'avaient fait qu'appliquer en fait les théories de la force physique auxquelles ils avaient été sacrifiés.

La raison profonde de cet événement est dans l'attitude de la Convention et dans l'action exercée sur les masses chartistes par les leaders, démagogues ambitieux et sans scrupules, comme Feargus O'Connor et Bussey, ou, comme Frost et Vincent, démocrates sincères et désintéressés, mais assez faibles et assez influençables pour se laisser entraîner par leur mysticisme social et s'abandonner, après le leur avoir communiqué, à l'enthousiasme de leurs auditeurs. Fatalement cette double action devait amener des âmes simples et crédules à mettre en actes les paroles de violence. Sans doute les Gallois, que leur ardeur religieuse exposait plus complètement aux dangers de cette sorte, étaient mieux prédisposés que les autres à transformer en une foi agissante les oraisons politiques et sociales des prédicateurs chartistes ; on peut s'étonner cependant qu'ils n'aient pas trouvé des imitateurs dans quelque autre région ouvrière de l'Angleterre. En réalité, ils ont failli en avoir et, s'ils n'en ont pas eu, c'est

1. En français dans le texte.

parce que les travailleurs du Yorkshire n'ont pas rencontré pour les conduire un brave homme comme John Frost, chrétien qui aimait Dieu comme le père d'une grande famille et voulait déjà le ciel ici-bas, au reste, fidèle à la parole donnée et préférant se faire tuer plutôt que d'abandonner dans leur dessein téméraire des individus ayant mis leur confiance en lui. Si les ouvriers du Yorkshire ont été sauvés d'une aventure semblable à celle de Newport, et qui aurait pu être et aurait été certainement plus sanglante, c'est grâce à l'insincérité et aux pasquinades des deux hommes qui leur inspiraient la plus grande admiration.

Ici encore les détails que nous devons à Lovett éclairent la psychologie de cette histoire en même temps que l'âme de deux des principaux personnages. Après avoir fait tout ce qui était en son pouvoir pour amener une amélioration dans le traitement de Vincent en prison, John Frost, de passage à Londres, s'était plaint, en présence de deux ou trois Conventionnels, de la conduite des autorités et avait dit qu'il avait les plus grandes difficultés à empêcher les Chartistes gallois d'employer la force pour mettre Vincent en liberté. Sur quoi, l'une des personnes présentes déclara que, si les Gallois se soulevaient, les travailleurs du Yorkshire et du Lancashire étaient prêts, il le savait, à se joindre à eux pour organiser un coup de main en faveur de la Charte. Frost offrit de consulter à ce sujet les Gallois, et Peter Bussey, les ouvriers du Yorkshire et du Lancashire.

Peu après, le projet des Gallois est discuté au meeting de Heckmondwick : certains objectent que ce soulèvement est prématuré, mais la plupart se déclarent déterminés à appuyer cette entreprise par un soulèvement dans le Nord. Les Chartistes songent immédiatement à Feargus O'Connor et lui adressent un délégué pour lui demander d'être leur chef « comme il l'avait si souvent proposé ». Et voici la conversation entre ce délégué et Feargus telle que la rapporte Lovett :

*Le Délégué* : Mr. O'Connor, un soulèvement en faveur de la Charte va se produire dans le Yorkshire et je suis envoyé par... pour vous demander de vous mettre à notre tête, comme vous nous avez si souvent promis de le faire quand nous serions prêts.

1. Lovett, *op. cit.*, p. 238 et suivantes. Meeting auquel assistaient quarante délégués et trois Conventionnels. Lovett dit tenir la plupart de ces renseignements de John Collins.



*Feargus* : Bon : quand le soulèvement doit-il avoir lieu ?

*Le Délégué* : Eh bien, nous avons décidé de commencer samedi prochain.

*Feargus* : Êtes-vous suffisamment armés ?

*Le Délégué* : Oui, nous possédons des armes.

*Feargus* : Bon, tout va bien, mon ami, c'est parfait.

*Le Délégué* : Alors, Mr. O'Connor, puis-je dire à nos hommes qu'ils peuvent compter sur vous et que vous serez leur leader ?

A ces paroles, Feargus s'indigne : « Eh quoi, Monsieur, depuis quand avez-vous entendu dire que moi ou une personne de ma famille ait jamais trahi la cause du peuple ? Ne nous sommes-nous pas toujours trouvé à notre poste à l'heure du danger ? » Par cette rodomontade Feargus persuade au pauvre diable qu'il est prêt à tout. L'homme s'en retourne et avec assurance affirme qu'on pouvait compter sur Feargus ; mais « par la suite le trop crédule individu fut jugé comme un infâme menteur et perdit toute considération », car Feargus ne craignit pas de jurer solennellement qu'il ne lui avait fait aucune promesse. Pas un instant les Chartistes ne crurent que le menteur était le descendant des rois d'Irlande.

Effrayé de s'être presque engagé par les paroles ambiguës qu'il avait été obligé de prononcer, Feargus prend ses dispositions pour faire échouer l'entreprise ; après s'être renseigné et avoir été forcé de croire à la réalité du mouvement projeté, il se met en route et il ne songe qu'à annuler au plus tôt l'effet de ses conseils et de ses vantardises ; mais, comme il n'agit jamais par lui-même pour ne pas se compromettre, il envoie George White parcourir le Yorkshire et le Lancashire pour affirmer un peu partout qu'aucun soulèvement n'aura lieu dans le Pays de Galles, il envoie Charles Jones pour assurer les Gallois qu'il n'y aura pas non plus de soulèvement dans le Yorkshire et, que derrière ce projet, il ne faut voir qu'un complot de la police, une manœuvre du gouvernement. Malheureusement, lorsque Charles Jones arrive à la demeure de Frost, celui-ci est absent, il est à une conférence avec les autres leaders de la région. Charles Jones parvient cependant à rejoindre Frost, mais trop tard, car le peuple est résolu à libérer Vincent : « Mieux vaudrait, dit Frost, me brûler la cervelle que d'essayer de m'opposer à cette détermination ou de reculer. »

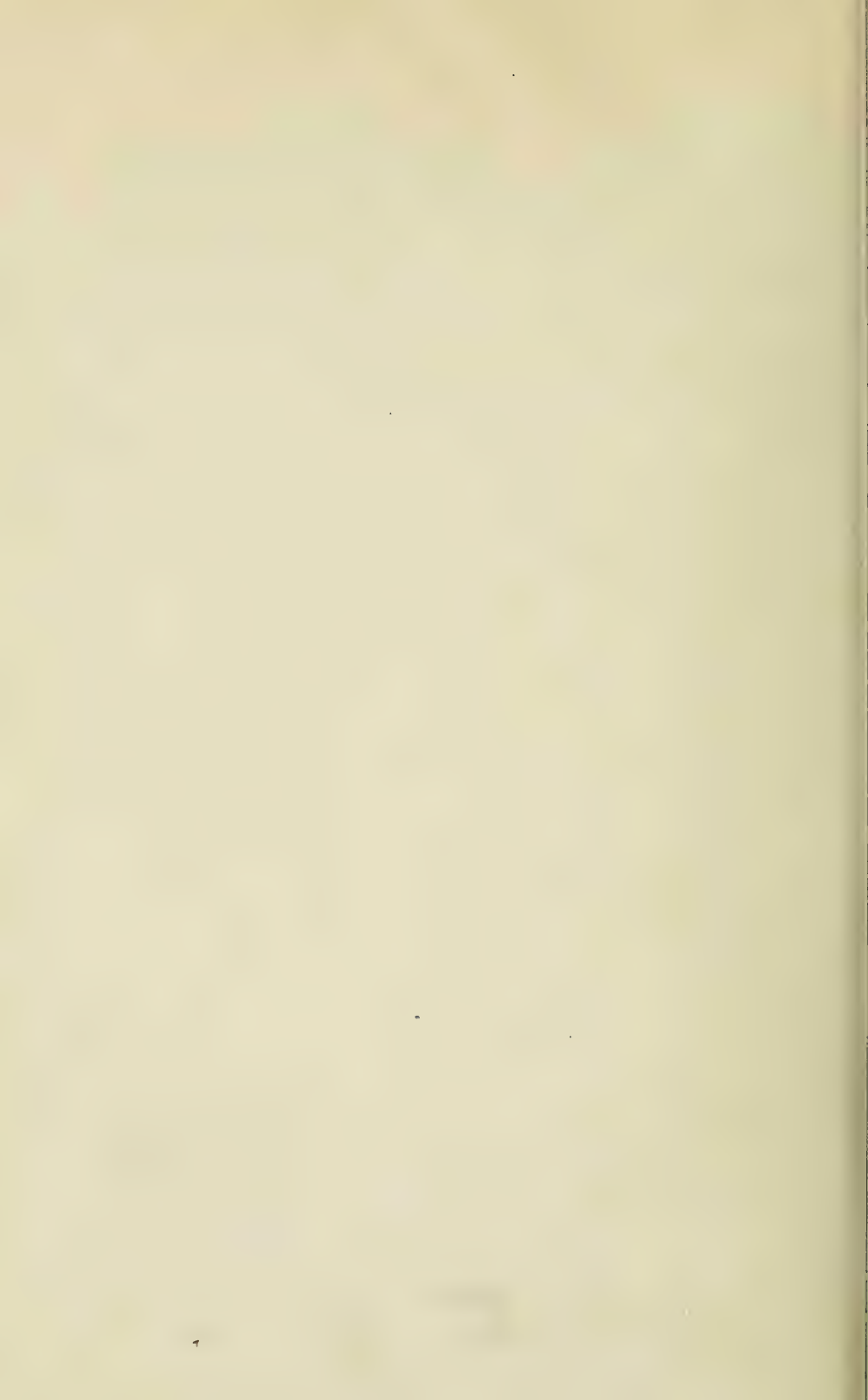
Aussi le pacifique commerçant de Newport supplie-t-il Charles Jones de retourner immédiatement en Yorkshire et en Lancashire, pour tenter de soulever les travailleurs de ces districts par l'exemple que leur donnent les Gallois : et, comme Feargus n'a pas donné à Charles Jones assez d'argent pour le retour, Frost lui remet trois souverains. Mais, avant que rien pût être fait dans le Nord, les Chartistes gallois se font massacrer devant l'hôtel de Westgate.

Lorsque la nouvelle de ce désastre se fut répandue dans le Yorkshire, les Chartistes furent tellement exaspérés de voir qu'ils avaient été trompés sur les résolutions des Gallois, qu'ils décident de mettre à exécution leur projet abandonné le samedi suivant. A défaut de Feargus O'Connor, on avait choisi comme chef Peter Bussey qui, par ses discours et son attitude, paraissait tout désigné à ce poste de combat. Mais, malgré la vigueur de ses opinions démocratiques, Peter Bussey ne semble pas avoir goûté cet honneur ; il tombe soudainement malade. Les Chartistes ont des doutes sur cette maladie improvisée, et, voulant se rendre compte par eux-mêmes de la gravité du mal, ils cherchent leur leader dans sa maison et ne le trouvent pas : on leur répond que le médecin lui a ordonné, pour sa santé, la campagne <sup>1</sup>. Quelques jours après, en bavardant avec les clients du café paternel, le petit garçon de Peter Bussey laissa échapper le secret ; le farouche démocrate tenait à la fois une brasserie et une boutique de revendeur : « Ah ! ah ! dit le petit garçon, vous n'avez pas pu découvrir papa l'autre jour : mais moi je savais bien où il se trouvait : il était au grenier, caché derrière les sacs de farine. » Imprudente parole qui coûta au virulent et intransigeant démagogue sa réputation et sa clientèle, l'obligea à liquider ses affaires et à s'embarquer pour l'Amérique. Feargus O'Connor s'en tira à meilleur compte : redoutant qu'on ne vint le chercher pour le forcer à l'héroïsme, Feargus pensa que le moment était bien choisi, il vit là une excellente occasion pour aller rendre visite à sa « malheureuse patrie » et, à une distance convenable des lieux dont il n'avait pas voulu faire le théâtre de ses exploits, proclamer qu'il était prêt à marcher à la gloire ou à la mort. Lorsqu'il revint d'Irlande, Frost et quelques autres Chartistes étaient en prison, le calme était revenu,

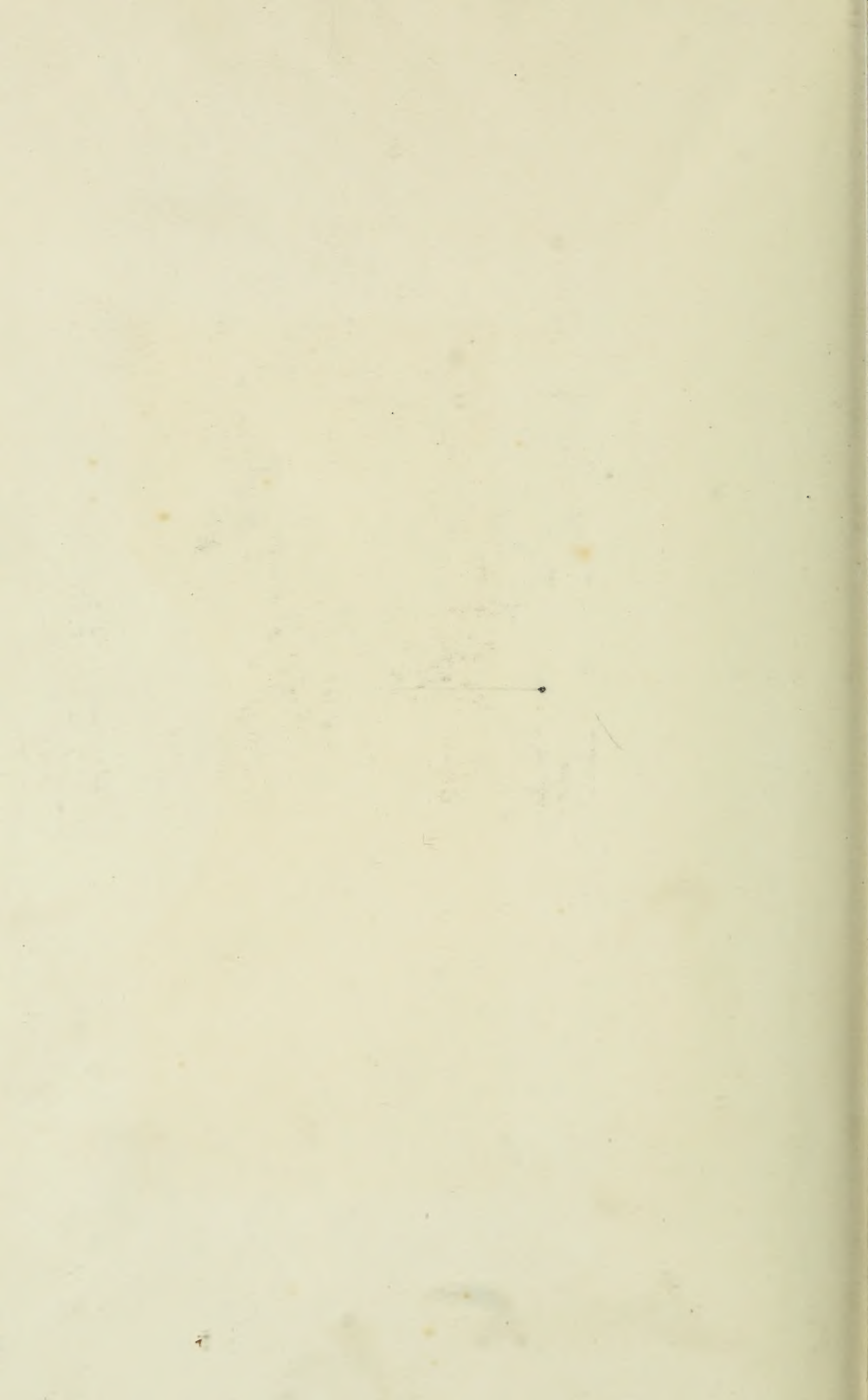
1. Lovell, *op. cit.*, p. 240 et 241.

il n'y avait plus rien à craindre. Cependant, pour ne pas attirer sur lui l'attention, Feargus se tenait coi : il ne jugea décent d'ouvrir la bouche que lorsque ses disciples vinrent lui demander d'agir en faveur de Frost et des autres prisonniers : il fut trop heureux d'offrir une semaine des recettes de la *Northern Star* et d'avancer, dit-il, « mille guinées de sa poche <sup>1</sup> » pour payer les dépenses du procès et sans doute aussi le prix de son courage.

1. Dans son plaidoyer au procès de mars 1843, Feargus O'Connor déclare avoir avancé de sa poche mille guinées avant qu'un seul penny eût été souscrit par les Chartistes pour payer les frais de la défense de Frost et de ses compagnons.







DA  
559  
.7  
D6

Dolléans, Édouard  
L'évolution du  
Chartisme

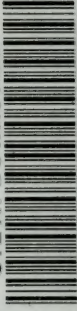
PLEASE DO NOT REMOVE  
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

---

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

---

UTL AT DOWNSVIEW



D RANGE BAY SHLF POS ITEM C  
39 15 16 24 12 020 6